



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



CHARNACÉ
ET
L'ALLIANCE FRANCO-HOLLANDAISE

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.

JEAN DE PANGE

CHARNACÉ

ET

L'ALLIANCE FRANCO-HOLLANDAISE

(1633-1637)

PRÉFACE DU MARQUIS DE CHARNACÉ



PARIS

ALPHONSE PICARD ET FILS, ÉDITEURS

LIBRAIRES DES ARCHIVES NATIONALES

ET DE LA SOCIÉTÉ DE L'ÉCOLE DES CHARTES

82, RUE BONAPARTE, 82

1903

DC.
103.5
P19

PRÉFACE

LE BARON DE CHARNACÉ

Le baron de Charnacé, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, conseiller du Roi en son Conseil d'Etat, maréchal de camp, gouverneur de la ville et du château de Clermont en Argonne, mestre de camp d'un régiment de pied, capitaine d'une compagnie de cheveau-légers entretenue, ambassadeur ordinaire et extraordinaire du Roi Louis XIII en Bavière, en Pologne, en Suède, en Allemagne, en Hollande. naquit le 3 septembre 1588, au château de Charnacé, en Anjou.

Ce château, érigé en 1134, semble avoir subi plusieurs transformations, car l'unique corps de logis qui le compose aujourd'hui porte la date de 1559 et le caractère de la Renaissance. Il ne fut point orgueilleusement placé sur une hauteur. Il se cache dans un pli de terrain, en plein bocage angevin, dans un lieu entouré de douves profondes, non loin du bourg de Champigné, auquel une avenue donnait accès. Le site

s'enveloppe de tristesse et de mélancolie, auxquelles s'ajoute encore la monotonie d'un moulin à vent, dont les ailes restent inactives quand le vent cesse de souffler sur la colline.

Partout s'élèvent les hauts talus plantés d'arbres, s'entrecroisent les chemins creux, encaissés entre deux véritables murailles de haies, et qu'une voûte obscure, formée par les chênes et les pommiers, protège du soleil à ce point qu'il n'en dessèche jamais complètement la voie. Dans les temps anciens, les champs portaient les ajoncs épineux et les genêts aux fleurs jaunes, maintenant refoulés sur les haies, où s'enlacent les épines blanches et les chèvrefeuilles odorants. Les prés offraient leurs herbages mêlés de jonc aux bœufs robustes, occupés à la charrue. Là aussi naissaient ces petits chevaux angevins anguleux, rustiques et durs à la fatigue. C'était le temps de la culture avec « jachères », dont l'humus, concentré pendant des périodes plus ou moins longues, fécondait les seigles et les blés.

Deux rivières, la Sarthe et la Mayenne, celle-ci fortement encaissée, mais la première coulant au ras des prairies et les menaçant sans cesse de l'inondation. limitaient ce petit territoire à l'est du côté de Château-neuf, un gros bourg devenu chef-lieu de canton, à l'ouest du côté de Chambellay, village plus modeste, mais alors protégé par un château aujourd'hui démantelé. Aucune grande route ne troublait le calme du paysage, où le sifflement monotone du laboureur, aiguillonnant ses bœufs « gares », annonçait seul, aux rares passants, la présence de l'homme et celle des métairies bâties

dans les fonds favorables aux mares, où le bétail s'abreuve au retour du travail.

De cette paisible retraite partaient, depuis l'an 1220¹, les seigneurs de Charnacé, s'en allant aux armées aider nos rois à constituer la France. C'est de ce château que se croisa Jehan de Charnacé qui fut, à son retour de Palestine, nommé vice-roi de Marseille. C'est là enfin que Jacques de Charnacé, conseiller à la Cour du Parlement de Rennes, le seul de sa race qui ne fût point homme de guerre, quittant de bonne heure sa charge, élevait ses dix enfants dont le dernier né fut Hercules, le futur agent de Richelieu. Son père, au dire d'un chroniqueur, « était fort homme de bien et fort docte en langues : latin, hébreu, grec, chaldéen et autres », et tant à cause de son savoir que par son caractère se montrait apte à instruire ses trois fils et à les préparer à servir leur pays. Allié aux familles les plus distinguées, il vivait en patriarche, plus occupé de ses paysans et de ses enfants, dont il était le seul éducateur, que des plaisirs du monde.

Autour de lui s'élevaient de tous côtés les gentils-hommières, les logis, les castels : La Hammonière, relevant de Champigné, Vernée, Les Rues, Le Percher, le Bois-Montboucher, le Plessis-Bourrée, l'un des plus beaux châteaux de France, construit par l'argentier de Louis XI, le magnifique manoir du Verger, maintenant en ruines, où maint roi vint chasser et alors

1. Cette date, que M. d'Avenel peut vérifier à la Bibliothèque Nationale, répond à certaines allégations de son livre sur la Noblesse au temps de Louis XIII.

la propriété d'Hercules-Meriadec de Rohan-Guéménée duc de Montbazon.

Ce seigneur, pair et grand veneur de France, lieutenant général pour le roi, désirant donner à Charnacé, son voisin, une marque de son amitié, tint sur les fonts baptismaux de l'église de Champigné son fils puiné et lui donna ce nom d'Hercules, sous lequel il s'illustra à l'exemple de son parrain. L'enfant resta jusqu'à l'âge de quatorze ans près de son père, puis il vécut à la Cour, pendant cinq années, à la suite du duc de Montbazon.

Ici, se placent les premiers voyages de Charnacé. Il quitte Paris avec le sieur de Brênes, ambassadeur à Rome; il s'embarque à Marseille avec le chevalier de Guise et gagne Rome, où il resta trois ans. Après un voyage à Malte et un séjour d'une année à Naples, partout occupé par l'étude de la politique et des langues, il revient à Paris où il prend le commandement d'une compagnie de chevaux légers. En 1616, il était fait gentilhomme de la Chambre du Roi, et chevalier de Ses Ordres. En 1617, il perdait son père.

Le 22 juillet 1618, il épousait, dans la chapelle du château de Jaleines, en Anjou, Jeanne de Maillé-Brézé parente du cardinal de Richelieu. Celle-ci avait pour témoin son neveu le marquis de Brézé; Charnacé était assisté du sieur de Beaumont qui, plus tard, devait épouser l'une de ses sœurs. Cette heureuse union ne dura que deux ans, Le 21^e jour de février 1620, Jeanne de Maillé-Brézé mourait au château de Charnacé, laissant son mari dans un désespoir qui

faillit entraîner sa mort. Le curé de Champigné rapporte, dans un document conservé à la mairie de ce bourg, que Charnacé resta douze heures sans connaissance et de longs mois dans un état voisin de la paralysie, tant la secousse avait été forte. Sa femme fut embaumée et mise dans un cercueil de plomb, en l'église de Champigné. Plus tard, la légende alla jusqu'à prétendre que le cœur de Jeanne de Maillé-Brézé, renfermé dans une boîte d'or, n'avait jamais quitté le futur ambassadeur au cours de ses pérégrinations à travers l'Europe.

Dès qu'il fut en état de supporter les fatigues d'un voyage, fatigues que les mauvais chemins de l'époque augmentaient encore, Charnacé partit pour Bourbon-L'Archambault, accompagné d'une partie de sa maison. Le curé de Champigné, qui semble avoir été l'ami de son père et qu'il appela auprès de lui pendant son séjour aux eaux, nous a laissé le récit de ce voyage accompli à petites journées, et aussi les noms de ses serviteurs, parmi lesquels figurent la suivante de sa femme, son secrétaire Paulmier dont il est souvent question dans son journal, son maître d'hôtel, son cuisinier, et cinq valets d'intérieur ou d'écurie. Au cours de ses missions il devait en outre emmener un aumônier, M. de la Gilbertière, et un chirurgien, Briançon, qui lui venait de l'évêque d'Angers. Dans ce temps, comme plus tard, il voyageait toujours dans son carrosse, attelé de quatre chevaux, plus deux chevaux de main. Il était suivi de deux coches dont l'un pour ses gens et l'autre pour ses bagages.

Il est permis de penser que c'est à son retour des

eaux de Bourbon-L'Archambault que Charnacé, dont le sentiment religieux était très profond, chercha près du père Joseph les consolations dont sa grande douleur avait besoin. Ce n'est guère qu'une conjecture, mais très vraisemblable, étant donnée la proximité de leurs séjours habituels et les relations qui s'établirent à cette époque entre les deux confidents de Richelieu.

Charnacé, à la tête de sa compagnie de chevaux-légers, assista aux sièges de Saint-Jean d'Angély, de Clérac, de Montauban, en 1621, de Saint-Antonin et de Montpellier, en 1622.

Toujours profondément affligé par la mort de sa femme, il cherchait dans les voyages une diversion à sa douleur. Après avoir visité l'Égypte, l'Arabie, la Terre Sainte, la Syrie, la Grèce, il reprit le chemin de son pays et s'arrêta sur sa route, en Pologne et en Allemagne. Diplomate et soldat, également curieux des secrets de la politique et de ceux de la guerre, il ne manqua pas d'aller visiter dans leurs camps Gustave-Adolphe et Sigismond entre lesquels se poursuivait l'interminable lutte de la Suède et de la Pologne. Sa qualité et son mérite lui procurèrent aussitôt la confiance de ces deux princes, et il put constater, chez tous deux, la même lassitude de la guerre, le même désir de provoquer la médiation de la France ; chez le premier, il reconnut en outre l'ambition d'obtenir notre alliance¹.

Ce fut alors qu'il se rendit au camp de La Rochelle,

1. Ranke. Franz. Geschichte. Cité par Fagniez : *le Père Joseph*, t. 1, p. 291.

attiré par le siège qui fixait l'attention des hommes de guerre et des politiques et aussi par le désir de faire part au Cardinal des dispositions qu'il avait surprises chez le roi de Suède. Il lui fut présenté par le Comte de Charost et lui communiqua les observations qu'il avait faites à travers l'Europe, et ses idées sur les avantages que la France pouvait retirer des ambitions de Gustave-Adolphe. Il vit aussi là le Père Joseph, et l'entretint de la situation de l'Empire ottoman, de l'avenir des Missions catholiques, de l'évangélisation de l'Orient et de la conquête des Lieux-Saints.

Mais il ne s'en tint pas à ces discours. Homme de guerre passionné autant que politique avisé, Charnacé monte sur la flotte et se distingue au combat de l'Île de Ré, envahie par les Anglais. « Il faut que la vertu de Charnacé paraisse à son tour et qu'il en soit dict et parlé au moins au prosne des paroisses d'Anjou », écrivait le Cardinal après l'action, au Ministre compétent. Tout de suite, Richelieu reconnut les hautes qualités d'esprit et de caractère que nous allons voir se développer dans les négociations les plus importantes du règne. Son alliance avec la Maison de Richelieu et plus encore, le crédit dont il jouissait à la Cour avaient en effet recommandé Charnacé à la confiance du ministre. Dans son livre : *l'Ambassadeur et ses fonctions*, publié à La Haye, à la fin du xvii^e siècle, M. de Wicquefort disait : « Le baron de Charnacé était du choix du cardinal de Richelieu, ce qui doit d'abord donner une opinion très avantageuse de l'ambassadeur. Mais celui dont je parle n'avait pas besoin de ce préjugé. Ses négociations en sont des preuves bien convin-

cantes ». Par son habileté, par sa patience, par la noblesse de son attitude, il se montra digne des hautes missions qu'on lui confiait.

Il offrit dans sa vie laborieuse un éclatant hommage d'abnégation. Après avoir été frappé par un deuil qui ne s'effaça jamais de son âme, il se dévoua entièrement au service de l'État. Dans son journal, conservé aux archives des Affaires Etrangères, il n'est pas fait, une seule fois, mention d'un plaisir qu'il aurait pris. On y voit, au contraire, que sa maison paraissait un peu sévère à ses neveux Miré et Ballée, tous deux attachés à sa personne et, par conséquent, mêlés à ses négociations. La lecture était sa principale distraction, car il avait le goût des livres et les recherchait partout où sa charge le conduisait. Il en donne la liste dans son journal et décrit même la reliure de quelques-uns. En Hollande, il fréquentait les Elzévir, auxquels il faisait de nombreux achats ¹. Mais il garda toujours la plus parfaite courtoisie. Quand, vers la fin de sa vie ses instructions l'appelaient à la cour, il s'y montrait fort empressé auprès de M^{me} de Montbazou et de M^{me} de Chevreuse. Toutes les intrigues de Saint-Germain, de Rueil ou du Palais-Royal nous sont révélées par sa correspondance avec le marquis de Brézé. Ces lettres, écrites dans le style précieux de l'époque, ne sont pas sans

1. Cette magnifique bibliothèque a été détruite en 1793, ainsi que le tombeau en marbre blanc, où étaient représentés Charnacé et sa femme, et que l'on admirait dans l'église de Champigné. Tous les papiers de famille trouvés à Charnacé par les bandes révolutionnaires d'Angers furent brûlés sur la place du village.

analogie avec celles de Balzac ¹. Il avait un esprit naturellement assez vif, et si opiniâtre que Richelieu lui recommandait de « savoir céder parfois avec douceur. » Mais, grâce à cette obstination qui était le trait principal de son caractère, il mena jusqu'au bout sa tâche, usant ses forces, son crédit et sa fortune au service de la France et de son roi.

Ces hommes, dont la race paraît aujourd'hui perdue, ces hommes qui appartenaient à leur pays avant de s'appartenir à eux-même, qui étaient vraiment des hommes publics, au noble sens du mot, méritent l'hommage reconnaissant de l'histoire. En effet, les grands événements qui ont exercé sur la fortune des peuples une influence déterminante, apparaissent avec une attribution de paternité sans doute justifiée le plus souvent, mais presque toujours trop exclusive, au profit de quelque formidable personnalité dirigeante. Ce que l'on ignore, c'est le travail patient des intermédiaires et le jeu des circonstances, ce sont ces menées initiales, d'ordre en apparence subalterne, mais précieuses, décisives et méritantes, qui concourent dans l'ombre à l'éblouissante conclusion qui nous est connue. Derrière l'éclatante silhouette de Richelieu, l'histoire estompe l'ombre grise du Père Joseph. Dans cette glorieuse marche de l'influence française qui commence à la fin de la période palatine de la guerre de Trente Ans, pour aboutir à ce résultat triomphant — le Traité de Westphalie, il ne serait pas juste de ne voir

1. Cf. la collection de ces lettres au British Museum, Egerton collection n° 1688, V. une étude publiée sur elles dans le *Cabinet historique*, t. IV (1868), p. 228.

que l'effet de l'impérieux génie du grand Cardinal. Le haut dessein d'Henri IV, mûri et précisé par le plus puissant esprit politique que la France ait produit depuis Louis XI, n'était pas facilement applicable à cette Europe divisée et confuse, où les ambitions rivales des princes se fondaient en alliances déconcertantes, s'affirmaient en ruptures plus déconcertantes encore, et que les querelles de religion, la crainte de la tyrannie des Habsbourg partageaient en partis irréconciliables. Pour asservir à son plan toutes ces forces éparses et contraires, la maîtrise du puissant Cardinal n'eût pas suffi. Il fallait à cette tâche, qui nous apparaît formidable dans le recul de l'histoire, la patience avisée, l'initiative toujours en éveil d'un agent habile et courageux, opérant sur les lieux mêmes, prêt à répondre et répondant en effet aux surprises des circonstances, aux défections des hommes, par des décisions appropriées et réfléchies. L'homme qui joua ce rôle fut le baron Hercules de Charnacé.

MARQUIS DE CHARNACÉ.

INTRODUCTION

Charnacé cherche dans les puissances protestantes du Nord le point d'appui de la politique française. — L'alliance franco-suédoise (1629-1633).

Importance stratégique du Milanais pour maintenir l'hégémonie de l'Espagne en Europe. — Politique italienne et bavaroise que Richelieu et le Père Joseph poursuivent de 1624 à 1628. — Charnacé décide le cardinal à rechercher l'alliance des puissances protestantes du Nord. — Sa mission auprès du roi de Danemark, puis auprès du roi de Pologne et du roi de Suède qu'il amène à signer la trêve d'Altmark (26 septembre 1629). — Son séjour en Suède. — Le 23 janvier 1631, à Boerwald, il signe le traité de l'alliance franco-suédoise. — Ses efforts en 1632 pour obtenir la neutralité de la Ligue catholique vis-à-vis de Gustave-Adolphe. — Il chasse les Espagnols de Coblenz. — Il dirige l'arrestation de Des Hayes Cormenin. — Il rentre en France et rejoint le cardinal le 27 décembre.

La politique extérieure de Richelieu, pendant les premières années de son ministère, eut pour objet principal de défendre et de consolider l'indépendance des divers États de la Haute-Italie. Il était urgent d'arrêter dans cette région les progrès des deux branches de la Maison de Habsbourg, qui semblaient sur le point de souder leurs territoires et de reconstituer l'empire de Charles-Quint. En effet, l'héritier de Philippe II, roi d'une presque île rejetée à l'extrémité de la Méditerranée, pour être sûr de trouver dans le cabinet de Vienne un auxiliaire docile, et pour garder ainsi la prépondérance en Europe, était obligé de rester fidèle aux

traditions de ses prédécesseurs qui, depuis un siècle, rachaient les désavantages de la situation excentrique de l'Espagne en reportant leur base d'opérations en Italie. L'Espagne y possédait la Sardaigne, la Sicile, Naples, les Présides et surtout le Milanais, la clef des routes qui, par le Rhône, le Rhin et le Danube, conduisent de la Méditerranée dans l'Europe centrale. C'est par le Milanais qu'elle pouvait établir ses communications avec l'Allemagne et envoyer des renforts dans les forteresses avancées de la Franche-Comté et des Pays-Bas. Aussi le vice-roi de Naples devait-il s'assurer par tous les moyens la possession des passages des Alpes, de sorte que ses desseins étaient une menace perpétuelle pour les Liges grises, le duc de Savoie et la République de Venise.

L'importance stratégique de l'Italie semblait ainsi justifier les efforts que la France avait faits, au ^{xvi}^e siècle, pour y combattre la domination espagnole. Richelieu porta donc toute son attention sur ce théâtre classique de la rivalité des rois de France et des Habsbourg. Ne se sentant pas encore assez fort pour en chasser l'Espagne, il résolut du moins de l'empêcher de recevoir des renforts du Tyrol, du Vorarlberg et des autres terres héréditaires de la Maison d'Autriche, ce qui eût été « mettre les fers à la chrétienté, faire du pape le chapelain des Habsbourg ». Il était encouragé dans cette voie par le Père Joseph qui voulait arracher à la tutelle des Habsbourg le chef de l'ancienne république chrétienne et faire organiser par lui une nouvelle croisade contre les Turcs. Obligé, dès les premiers mois de son ministère, d'intervenir contre l'occupation de la Valteline par les troupes espagnoles, Richelieu s'attacha à cette question des passages des Alpes jusqu'à ce que le traité de Monçon, le 5 mars 1626, lui eût donné satisfaction. Sans doute, son agent Des Hayes de Cormanin était allé solliciter contre

l'Empereur une diversion du roi de Danemark Christian IV, mais le cardinal ne faisait ainsi que seconder les efforts de la diplomatie anglaise, empressée à chercher partout des alliés pour rendre le Palatinat au beau-frère de Charles I^{er} d'Angleterre, à Frédéric V qui, à la suite de sa révolte, en avait été dépossédé par l'Empereur au profit du duc de Bavière. Et quand le Danemark, l'Angleterre et la Hollande, en décembre 1625, eurent conclu le traité de La Haye, à la suite duquel Christian IV devait entrer en guerre contre l'Empereur, Richelieu refusa avec indignation d'y accéder : il n'avait pas encore cherché dans les alliances protestantes le principal appui de sa politique extérieure.

Il se flattait en effet de trouver chez les princes catholiques les éléments d'une ligue neutre qui aurait pu maintenir l'équilibre entre les protestants et la Maison d'Autriche. Dans la Haute-Italie, une sorte de confédération eût été formée par les ducs de Savoie et de Mantoue, et par les républiques de Gênes et de Venise. En Allemagne, la Ligue catholique que, depuis 1608, le duc de Bavière avait constituée avec les trois électeurs ecclésiastiques de Trêves, Mayence et Cologne, semblait toute désignée pour jouer le rôle modérateur à laquelle la destinait le cardinal. Son chef, Maximilien I^{er} de Bavière, intelligent et cultivé, disposait de ressources considérables et avait un des meilleurs généraux du temps dans la personne de Tilly, élève d'Alexandre Farnèse. Henri IV, en s'efforçant de décider Maximilien à briguer la couronne impériale, avait inauguré la politique qui devait consister à faire des Wittelsbach les rivaux et même les successeurs de Habsbourg. Mais en 1626 et en 1627, un agent de Richelieu, Marcheville, ne réussit pas à détacher le duc de Bavière de l'Empereur en lui offrant la médiation de la France entre le roi de Danemark et la Ligue catholique. D'ailleurs la

liberté d'action du cardinal fut bientôt entravée par la révolte des protestants et le siège de La Rochelle.

C'est alors que vint le trouver le baron de Charnacé, qui rapportait des voyages une connaissance pratique des conditions de la politique européenne. Il savait qu'on pouvait faire peu de fond sur l'alliance des princes italiens ou allemands pour la lutte contre la Maison d'Autriche, mais, par contre, il avait été frappé des ressources que présentaient les nations protestantes du Nord, le Danemark, la Suède et la Hollande. Or, ces puissances se sentaient menacées par les projets de l'Empereur, qui venait de donner à Waldstein, avec le duché de Meklembourg, le titre d'amiral des mers Baltique et Océanique. Le moment était donc venu pour la France de leur offrir son alliance et d'en faire les auxiliaires de sa politique. Avec son opiniâtreté habituelle, Charnacé défendit ces idées auprès du cardinal jusqu'à ce qu'il les lui eût fait partager. Puis il quitta la cour à Troyes, en janvier 1629, avec une mission officielle. Il essaya vainement de détourner Christian IV de signer avec l'empereur le traité de Lubeck, en lui promettant d'obtenir la neutralité de la Ligue catholique à l'égard du Danemark. Mais il se rendit ensuite au camp du roi de Pologne qui accepta le principe d'une trêve avec le roi de Suède. Après de longues discussions en latin avec les commissaires polonais et suédois, Charnacé fit signer, le 26 septembre 1629, la trêve d'Altmark, qui ratifiait les conquêtes de Gustave-Adolphe. Puis il alla trouver celui-ci pour négocier les articles d'une alliance franco-suédoise¹. De graves difficultés lui furent alors suscitées par les intrigues et les calomnies de Des Hayes Cormenin qui était jusque là notre principal agent dans les cours du Nord, et qui

1. V. sur ces missions les études publiées par M. de Charnacé dans la *Nouvelle Revue*, nos du 1^{er} juillet au 15 août 1903.

était fort dépité d'avoir vu confier cette mission à un autre que lui. Charnacé dut encore faire écarter le projet de médiation que le Danemark proposait entre Gustave-Adolphe et l'empereur. Enfin, grâce à sa ténacité, il fit signer, le 23 janvier 1631, le traité de Bœrwald par lequel le roi de Suède, moyennant un simple subside annuel de 400.000 thalers, s'engageait à conduire en Allemagne une armée de 30.000 fantassins et 6.000 cavaliers. Notre ambassadeur se mit alors en route pour Amsterdam, dont les banquiers, par leurs lettres de change, devaient assurer à Gustave-Adolphe le paiement des subsides français. Enfin, le 4 octobre 1631, il revint à Fontainebleau où se trouvait la cour. Il vit aussitôt Richelieu et le Père Joseph qui le reçut « comme son enfant ». Le 13 octobre, le cardinal, au cours d'une promenade dans la forêt, lui faisait promettre de retourner en Allemagne, afin de demander à la Ligue catholique une déclaration de neutralité à l'égard de la Suède, et de la mettre ainsi à l'abri des succès foudroyants de Gustave-Adolphe.

Charnacé repartit donc le 17 novembre et arriva le 3 décembre à Munich¹. L'électeur de Bavière, se sentant menacé par les armées suédoises, finit par signer le traité de neutralité, et, le 28 décembre, Charnacé quittait Munich pour obtenir à ce traité l'adhésion de Gustave-Adolphe. Il le trouva à Mayence, mais le roi de Suède voulait imposer des conditions très dures aux trois électeurs ecclésiastiques. Ceux-ci, pour obtenir la médiation de Louis XIII, lui avaient envoyé des ambassadeurs à Metz, où il avait suivi les armées françaises qui envahissaient la Lorraine. Charnacé y fut mandé et y arriva le 23 janvier 1632. Le

1. Saint-Étienne, beau-frère du P. Joseph, était alors notre agent dans cette cour et se montra fort jaloux de la mission de Charnacé. Par suite, leurs rapports s'aigrirent tellement que Charnacé faillit en venir à des voies de fait contre lui.

29, il fut entendu au Conseil. Les circonstances semblaient alors convier la France à une intervention en Alsace, et Richelieu avait déjà incliné un moment à faire occuper par nos troupes Saverne et Haguenau¹. Le roi se montrait favorable à cette intervention. Nul ne la désirait plus que Charnacé, qui voyait dans l'acquisition de l'Alsace le couronnement de l'alliance qu'il avait conclue avec la Suède. Il jugeait néanmoins que l'exécution de ce projet était encore prématurée, et il put faire prévaloir son avis dans le Conseil². Le 15 février, il était de retour à Mayence, auprès de Gustave-Adolphe. Mais tous ses efforts, ainsi que ceux du marquis de Brézé, qui était venu le rejoindre avec une ambassade solennelle, furent impuissants à empêcher le conquérant suédois de marcher sur Munich.

Charnacé eut bientôt l'occasion de montrer qu'il savait au besoin assumer les plus graves responsabilités. L'électeur de Trèves avait seul accepté les conditions de neutralité du roi de Suède et, en gage de soumission, avait permis qu'une garnison française de 700 fantassins et 50 cheval-légers, commandée par La Saludie, occupât la forteresse d'Ehrenbreitstein en face de Coblenz. Mais les habitants de cette ville ouvrirent leurs portes aux troupes espagnoles de Mérode, qui allait être renforcé par Pappenheim. Aussitôt Charnacé décida le chancelier de Suède Oxenstierna à attaquer Coblenz. Le 1^{er} juillet, quand les batteries suédoises eurent ouvert une brèche dans les murailles, Charnacé envoya une lettre à Mérode pour l'inviter à évacuer la ville et à lui épargner un assaut. Le général espagnol ayant abandonné la place, que les Suédois remirent à la garnison française d'Ehrenbreitstein, Charnacé écrivit à Louis XIII « Cela redonna la vie à M. l'Électeur et

1. Fagniez, *Le Père Joseph*, t. I, p. 586.

2. *Journal de Charnacé*, 29 janvier 1632.

à M. de La Saludie, et une grande admiration à tout le monde de voir Votre Majesté disposer ainsi des armées de ce pays, les faire assiéger, prendre et restituer des places à la moindre prière de vos serviteurs sans ordre et commandement de Votre Majesté ». Le cardinal, de son côté, disait à Bouthillier : « M. de Charnacé a bien servi en menant le chancelier de Suède assiéger Coblentz, quoiqu'il n'en eût point de charge. C'est un effet de son esprit et de son jugement que je vous prie de faire remarquer au roi. Il cognoistra bien par là, je m'assure, l'avantage qu'il a à se servir de personnes d'esprit » ¹. De Coblentz Charnacé et l'électeur de Trèves allèrent à Spire attendre l'armée du maréchal d'Effiat qui, par Wissembourg et Landau, devait venir occuper Philipsbourg, puis remonter le Rhin jusqu'à Strasbourg ². Mais la mort du maréchal arrêta la marche de son armée.

Sa situation officielle en pays étranger ne gênait même pas notre diplomate quand il rencontrait l'occasion d'un hardi coup de main. Il était près de Wiesbaden où il prenait les eaux, souffrant cruellement de la pierre, lorsque, dans la soirée du 14 août, son aumônier vint de Mayence lui annoncer l'arrivée dans cette ville de Des Hayes Cormenin. Ce personnage, qui avait tant nui à Charnacé pendant sa mission de Suède, était devenu un agent du duc d'Orléans et un des plus redoutables ennemis de la politique fran-

1. Richelieu le 15 juillet écrit lui-même, à ce sujet, à Charnacé : « Monsieur, c'est le plus signalé service que vous peussiez rendre au Roy. Je ne sçaurais vous dire le contentement que Sa Majesté en a, et en mon particulier je vous puis assurer que je feray auprès d'Elle ainsy que vous le sçauriez désirer d'une personne comme moy qui vous estime et affectionne... J'ai prié M. le maréchal d'Effiat de vous parler sur quelque occasion qui concerne vos intérêts... (Arch. de la famille de Charnacé).

2. Aff. étr., Allemagne, VIII, f° 360.

çaise. Charnacé partit donc aussitôt pour Mayence avec une douzaine de cavaliers, et alla s'embusquer dans un moulin, aux portes de la ville. Le surlendemain matin Des Hayes sortit, et, quoiqu'il fût escorté de cinq gentilshommes suédois, Charnacé le fit prisonnier et le jeta dans un bateau qui les attendait. Ils descendirent le Rhin et, le lendemain matin, Charnacé remettait son prisonnier à la garnison française d'Ehrenbreitstein. De là la compagnie de chevau-légers l'escorta jusqu'à Trèves qu'occupaient les troupes du maréchal d'Estrées. Il fut ensuite amené à Béziers où se trouvait le roi, condamné à mort, et exécuté sur l'heure.

Cette audacieuse arrestation irrita vivement Gustave-Adolphe, mais fut très agréable à Louis XIII qui envoya une dépêche de remerciements à Charnacé ¹. Bientôt survint la mort de Gustave-Adolphe qui rassurait la Ligue catholique, et obligeait la France à ajourner l'exécution de ses projets d'expansion en Alsace et sur le Rhin. Charnacé, dont toute la carrière avait consisté jusque là à créer et à maintenir les rapports de la France avec Gustave-Adolphe, était alors décidé à rentrer dans la vie privée. Depuis plus de dix ans, il n'avait pu se rendre dans ses domaines de l'Anjou, où l'appelaient les timides observations de son homme d'affaires Paulmier. D'ailleurs cette existence nomade était contraire à ses goûts, comme nous le montre la correspondance de ses amis.

« Je veux vous demander, lui écrivait l'un d'eux, jusqu'à quand vous préférerez les neiges du Danemark aux douceurs de notre climat, et la gloire au repos, dont je

1. Bouthillier, de son côté, lui écrivait : « Je vous envoie un ordre antidaté ainsi que vous l'avez voulu et comme il est très à propos. En cela votre courage a paru d'avoir fait une chose de telle importance dans les terres d'un prince étranger sans ordre du roy ». (Aff. étr., Allemagne, VIII, f° 286).

vous ai ouy faire tant de cas ? Que sont devenues toutes ces belles propositions ? Cet ermitage que nous devons bastir dans les solitudes de Paris est évanoui de votre penser. L'ambition de servir notre roi et d'estre un médiateur entre les aultres, a dissipé tous ces desseins. Mais trouvez bon que je sçache encor à quelle gloire vous prétendez dorénavant. Ne vous suffit-il pas d'avoir surpassé non seulement nos espérances, mais encore nos désirs ? Quand vous aurez esté tout un siècle absent de nous, quand vous aurez persuadé à tous les princes de la terre que nos intérêts sont les leurs, pour cela vous ne serez ny plus estimé ny plus désiré de nous ».

Son dévouement très sincère à la cause de Richelieu avait jusque là décidé Charnacé à différer son retour. Il lui écrivait : « En quelque lieu de la terre qu'il vous plaize que je demeure, j'y passeray les années et ma vie entière plus content que de toutes les fortunes du monde ¹. » Enfin, se sentant malade, et jugeant que la mort du roi de Suède ne rendait plus sa présence nécessaire en Allemagne, il revint à Paris le 22 décembre. Le 27, il rejoignait le cardinal à Blois et lui exposait que sa santé et sa fortune ruinées ne lui permettaient plus d'accepter de nouvelles missions. Mais Richelieu, qui exigeait toujours davantage de ses propres forces, savait imposer la même discipline à tous les serviteurs de son inflexible génie. Il refusa donc de renoncer au concours du négociateur de l'alliance suédoise, et l'entretint des remèdes qu'il convenait d'apporter à la situation dangereuse qui se créait sur la frontière septentrionale de la France. Il voyait en effet que les affaires des Pays-Bas allaient réclamer son intervention, et il fixait sur elles ce regard clair et pénétrant qui semble avoir lu dans l'avenir la solution que leur réservait l'histoire.

1. Aff. étr., Allemagne, VIII, f° 304.

PREMIÈRE PARTIE

CAUSES DE L'ALLIANCE FRANCO-HOLLANDAISE

PREMIER CHAPITRE

La politique française dans les Pays-Bas.

Nécessité de l'intervention de la France. — État des Pays-Bas : prospérité économique et prépondérance de la bourgeoisie. — Les rois de France essaient de les disputer à l'Angleterre, puis à l'Espagne. — Le gouvernement de la régence espagnole : les archiducs, les ministres espagnols et belges ; les trois Conseils. — Guerre désastreuse contre les Provinces-Unies. — Complot des nobles belges. — Réunion des États-Généraux des Pays-Bas qui réclament la conclusion d'une trêve avec les Provinces-Unies. — Premières négociations. — Richelieu décide de les arrêter.

La France, pour échapper à un état d'insécurité intolérable du côté des Pays-Bas, dont elle n'est séparée par aucune limite naturelle, s'est toujours trouvée dans la nécessité de les occuper ou du moins d'en interdire l'accès aux autres puissances. En effet, sur une partie de sa frontière du nord, les Ardennes élevaient leurs contreforts sauvages et boisés, dans lesquels la langue française et le régime féodal avaient pu se maintenir à l'abri. Mais au delà, jusqu'à la mer, les Pays-Bas s'ouvraient aux invasions germaniques, anglaises ou espagnoles, amenées dans ce carrefour par toutes les routes terrestres ou maritimes

qui conduisent de la grande plaine septentrionale au bassin parisien, de la vallée de la Tamise à celle du Rhin et de l'Océan aux mers du Nord. D'ailleurs peu de régions jouissaient d'une prospérité comparable à celle du pays des fleuves, de l'Escaut, de la Lys, et de l'Yser, qui, pour régulariser leurs bras et dessécher leurs marais, avaient contraint les populations riveraines à tracer de nombreux canaux, bientôt véritables artères de la vie économique des Flandres. La possession de ce moyen de transport unique au moyen âge, les facilités de communication et la réciprocité des besoins qui en résultaient, avaient produit à la jonction des voies navigables, comme à Gand, Bruges, etc., un grand développement de vie urbaine. On voyait se presser les centres industriels, les stations de batellerie et les ports maritimes. On disait « *Flandriam continuam urbem* » pour montrer que les villes étaient rapprochées au point de se confondre en une seule. Dès le ^{xiii}^e siècle, la facilité avec laquelle on apportait les matières premières avait donné un grand essor à l'industrie des draps et à celle de la toile. Les draps de Bruxelles et de Louvain alimentaient toute la France, et s'exportaient par Bruges, qui était un entrepôt de la Ligue hanséatique, ou par Anvers, qui, à la fin du ^{xvi}^e siècle, était encore le premier port de la mer du Nord. Anvers s'enorgueillissait de ses huit canaux, de ses soixante-douze ponts, de ses vingt-deux places, de sa cathédrale, de son hôtel de ville, de sa bourse et de son port. Guichardin, dans sa *Description des Pays-Bas*, écrivait sur cette ville à l'époque de sa splendeur : « C'est chose plaisante et admirable, que de voir aller et venir autour des bateaux toutes sortes d'hommes de toutes langues, pays et nations, et la diversité des denrées et marchandises desquelles ils font trafic... On voit à toute heure des noces, des festins, danses et

passé temps ; on n'oit par tous les coins de rue que sons d'instruments, chansons et bruits d'éjouissance ; en somme, il n'y a chose en laquelle n'apparaisse la richesse, la puissance, pompe et magnificence de cette excellente et illustre cité. » Cette prospérité des villes et des métiers avait amené la prépondérance de la bourgeoisie et la formation des puissantes communes flamandes.

Depuis le traité de Verdun, la rive gauche de l'Escaut relevait du roi de France, qui intervenait lors des soulèvements provoqués par les exactions des comtes, mais dont la chevalerie avait parfois grand-peine à triompher de ces redoutables tisserands. Ceux-ci étaient les alliés naturels de l'Angleterre qui, encore uniquement agricole, leur envoyait les laines de ses immenses troupeaux pour les faire manufacturer. « Le boucher anglais, le drapier flamand étaient unis, au milieu des querelles des princes, par des alliances indissolubles. La France voulut les rompre et il lui en coûta cent ans de guerre » (Michelet). Pendant ce temps, cette merveilleuse province avait passé à la maison de Bourgogne, mais les successeurs de Louis XI auraient sans doute pu la recouvrer encore s'ils n'avaient alors poursuivi de décevantes conquêtes en Italie. Quand ils s'y furent épuisés, ils durent, par le traité de Cambrai (1529), abandonner définitivement leurs droits de suzeraineté sur la Flandre à leur puissant vassal, le roi d'Espagne, héritier des ducs de Bourgogne, et à ce titre, déjà maître de tout le reste des Pays-Bas. Depuis lors, à cinquante lieues de Paris, une menace de mort était constamment suspendue sur la tête de la France. Le xvi^e siècle avait vu les armées espagnoles descendre jusqu'à Château-Thierry, Saint-Quentin ou Amiens, et Alexandre Farnèse profiter de nos guerres de religion pour arriver jusqu'à Paris. Dans ces terribles bandes, les fameux « tercios viejos » (épées, piques

et arquebuses) ou « Espagnols naturels » encadraient les contingents fournis par les diverses provinces de la monarchie, Italiens de Naples, de Sicile et du Milanais, Bourguignons de la Franche-Comté, Flamands, Wallons, Allemands des bords du Rhin. « Le Cabinet de Madrid laissait ces légions lointaines s'épuiser périodiquement par la guerre ou les maladies. Quand l'effectif tombait trop bas, d'autres étaient mises sur pieds dans le Milanais ou le Napolitain, et, soit par la Savoie et la Franche-Comté, soit par le Brisgau et l'Alsace, ou par la Valteline et les États autrichiens, elles gagnaient les Pays-Bas » ¹.

Ce fut une diversion imprévue qui sauva la France, alors déchirée par les guerres civiles. Philippe II, en effet, n'avait pu empêcher les sept provinces hollandaises du Nord, converties au calvinisme, de faire une sécession et de fonder la République des Provinces-Unies. Le despotisme espagnol chassait des Flandres une population ouvrière qui allait porter l'industrie textile aux provinces séparatistes et les faire regorger de manufactures de laines, de draps, de toiles et de tapisseries. Anvers, qui chaque année attirait dans son port deux mille cinq cents vaisseaux et leur faisait payer en trente ans 260 millions de droits de douane, allait être ruiné par Amsterdam dès que les Provinces-Unies auraient conquis les bouches de l'Escaut et y auraient établi des péages. Bien plus, les Hollandais, grâce à leur supériorité maritime, devaient poursuivre la guerre jusque dans ces Indes Occidentales, devenues peu à peu l'unique ressource de la nation espagnole, depuis que, s'habituant à vivre sur leurs richesses, elle avait laissé tomber en décadence les fers de Tolède, les draps de Salamanque, les soieries de

1. Duc d'Aumale, *Histoire des princes de Condé*, t. IV, p. 21. Lonchay, *La rivalité de la France et de l'Espagne au Pays-Bas*, chap. II.

Séville et de Grenade. Les *eldorados* d'Amérique, précurseurs des *goldfields* africains, apportaient la principale subvention aux frais qu'entraînait la défense et l'extension continuelle d'un immense empire. Aux maîtres de celui-ci s'imposait donc la nécessité d'écraser la race hollandaise et de protéger ces mines d'or inépuisables dont, suivant l'expression de Richelieu, « ils tiroient l'âme même de leur puissance ».

Philippe II, pour soulager un peu les provinces belges, les avait, en 1598, réunies à la Franche-Comté en une principauté vassale, à la tête de laquelle il plaça sa fille Isabelle-Claire-Eugénie, qui venait d'épouser son cousin l'archiduc Albert. Les intérêts du roi furent alors représentés à Bruxelles par des ministres espagnols, le gouverneur de l'armée royale aux Pays-Bas, le chef de la secrétairerie d'État espagnole et le confesseur de l'archiduc. Dès la mort de l'archiduc Albert en 1621, l'ambassadeur d'Espagne mit la main sur toutes ces fonctions. Pour défendre dans une certaine mesure les intérêts du pays, les archiducs étaient assistés de Secrétaires d'État belges, parmi lesquels l'audiencier, le plus influent de tous, puis le secrétaire des relations extérieures et celui des affaires du Nord. Il y avait trois conseils. D'abord le conseil privé, composé ordinairement de sept membres juristes compétents, occupés spécialement de l'administration intérieure et de certaines causes de justice et de grâce ¹. Son « chef-président » avait une grande autorité dans le Conseil des Finances, présidait de droit le Conseil d'État, et était en même temps garde des sceaux. Puis venait le Conseil des Finances, composé d'une dizaine de membres, chargé d'administrer les subsides des provinces et le produit du domaine des archiducs et de quelques

1. V. Alexandre, Le conseil privé aux anciens Pays-Bas.

impôts. Enfin le Conseil d'État, composé de grands seigneurs du pays, avait joué longtemps un rôle prépondérant, mais son caractère national ayant paru dangereux, il avait été supprimé en 1628 et remplacé par deux juntas : l'une, qui ne comprenait que des Espagnols, se réunissait le lundi pour s'occuper des questions militaires ; l'autre, le Conseil adjoint, qui renfermait quelques Belges, se réunissait le mardi et le vendredi pour s'occuper des relations extérieures. Celle-ci se trouvait sous la haute direction de l'ambassadeur du roi à Bruxelles, c'est-à-dire du cardinal de la Cueva, marquis de Bedmar, puis de son successeur le marquis d'Aytona. La même année, en 1628, Philippe IV, voulant prendre une part plus directe à la guerre contre les provinces hollandaises rebelles, avait restauré à Madrid l'ancien Conseil des Flandres. Ce dernier, composé en majorité de seigneurs espagnols ignorants, qui n'avaient jamais été dans les provinces pour lesquelles ils légiféraient, décida que ses consultes primaient les décisions des Conseils de Bruxelles et s'attribua une autorité illimitée. La guerre des Pays-Bas continuait néanmoins à être désastreuse. Les vieilles troupes espagnoles aguerries et disciplinées que Spinola promenait le long du Rhin jusqu'en Alsace avaient pu, en 1625, grâce au génie de leur chef, s'emparer de Bréda. Mais bientôt sur mer et sur terre les revers accablèrent les forces du Roi catholique. En 1629, la Compagnie hollandaise des Indes Occidentales captura sur les Espagnols la flotte d'argent du Mexique avec onze millions et demi de florins. De son côté, le prince d'Orange, Frédéric-Henri, mit 120.000 hommes sur pied et prit Boisle-Duc que le général impérial Montecuculli avait vainement essayé de débloquer. L'année suivante la Compagnie des Indes-Occidentales conquit Pernambouco, « le paradis terrestre du Brésil, » tandis que l'armée espagnole subissait

un désastre dans le Slaak. Enfin le coup le plus rude pour l'Espagne fut la perte de Maestricht, qui menaçait toute la vallée de la Meuse et Bruxelles. Cette guerre plongeait les provinces belges dans l'état le plus misérable, de sorte que leur fidélité devenait très douteuse. Dès son arrivée, le 13 novembre 1629, comme par une prescience des conseils que Jansénius devait donner trois ans plus tard aux nobles belges, le marquis d'Aytona écrivait qu'ils pouvaient être tentés de s'allier avec les Hollandais rebelles et de s'organiser en cantons à la manière des Suisses. Louis XIII et son premier ministre étaient favorablement disposés pour appuyer un projet de ce genre, car ils voyaient le gouvernement de Bruxelles accueillir la reine-mère et tous les mécontents et soutenir ouvertement les ducs d'Orléans et de Lorraine. Aussi Carondelet, doyen de Cambrai, fut-il bien reçu par Richelieu au mois d'août 1631, lorsqu'il vint lui exposer le plan d'action de la ligue wallonne.

Les comtes de Bergh et de Warfuzée étaient mis à la tête du mouvement. Ils devaient donner à la France l'Artois, le Hainaut, Cambrai, Ryssel, Douai, Orchies, le Namurois, le Luxembourg et la Franche-Comté. Mais il fallait qu'une armée française marchât sur Landrecies, tandis qu'une armée hollandaise occuperait Anvers et Bruges. Les conjurés comptaient en effet faire entrer les provinces belges du Nord dans la fédération des Provinces-Unies. Celles-ci avaient fait remettre 100.000 écus à chacun des deux comtes. En conséquence, Henri de Bergh, qui était gouverneur de la Haute-Gueldre, laissa les troupes républicaines envahir sa province et s'emparer de Maestricht. Puis, avec Warfuzée, il se retira dans le pays de Liège et publia des manifestes appelant les Belges à l'insurrection (juin 1632). Mais les provinces lui répondirent en exprimant leurs sentiments de loyalisme à l'égard du roi

d'Espagne. La France n'intervint pas, quoique le comte d'Egmont lui offrit, moyennant 200.000 livres, d'attaquer les troupes espagnoles avec 4 ou 5.000 hommes, ce qui devait être le signal d'un soulèvement général. L'indécision et la lésinerie du gouvernement français firent échouer ce projet, mais une révolte de toute la noblesse belge resta toujours au nombre des éventualités qui pouvaient se produire lors d'une invasion dans les Pays-Bas.

Cependant l'Infante Isabelle, effrayée, ainsi que le marquis d'Aytona, des conséquences de la perte de Maestricht et du complot des comtes de Bergh et Warfuzée, avait donné satisfaction à ses sujets en écrivant de tous côtés, du 30 juillet au 27 août 1632, pour ordonner la tenue d'États provinciaux dont les élus constitueraient la haute assemblée des États Généraux. Soixante-seize députés se réunirent, le 9 septembre, à l'hôtel de ville de Bruxelles, et, après vérification des pouvoirs, furent unanimes à discuter en première ligne les moyens d'obtenir une trêve avec les Hollandais. Le 17 septembre, l'Infante les autorisa, d'après le précédent créé en l'an 1600, à ouvrir des négociations, et le lendemain ils désignèrent pour aller à Maestricht trois commissaires : Gérard, baron de Schwartzenberg ; Guillaume de Blasere, seigneur de Hellebus, premier échevin de Gand, et Jacques Edelheer, conseiller et premier pensionnaire d'Anvers. Ces trois délégués arrivèrent le 25 septembre à Maestricht, et reçurent des républicains un résumé de neuf articles à discuter dans des conférences qui s'ouvriraient le 10 octobre. Ces articles portaient que : 1° les États belges renouvelleraient la trêve de 1609 ; 2° et 3° ils s'engageraient à la faire observer par le roi d'Espagne et, pour cela, s'allieraient au besoin avec les Provinces-Unies ; 4° ils stipuleraient avec celles-ci la défense réciproque « contre tous » de leurs droits et de leurs libertés ; 5° ils seraient défini-

tivement évacués par les troupes espagnoles ; 6° ils démoliraient les citadelles des villes ; 7° ils ne laisseraient de gens de guerre dans le pays que ceux qu'ils payeraient et qui leur seraient assermentés ; 8° ils décideraient d'un commun accord avec les Provinces-Unies « tel ordre de gouvernement et garnison » que recevraient les principales villes maritimes de Flandre ; enfin 9° ils neutraliseraient certaines de leurs villes et en placeraient d'autres sous l'autorité des Provinces-Unies. C'était en somme un protectorat déguisé que la République voulait faire accepter aux provinces belges.

Le 30 septembre, les trois commissaires rendaient compte de leur mission aux États de Bruxelles. Après quelques plaintes sur la rigueur des conditions, on leur adjoignit sept délégués de la noblesse, du clergé et du tiers, parmi lesquels l'archevêque de Malines et Philippe d'Arenberg, duc d'Aerschot, chevalier de la Toison d'or. Ils repartirent le 9 octobre pour attendre à Maestricht les commissaires de la République. Le 16, dans les États Généraux des Provinces-Unies, la Hollande fit adopter le principe d'un accommodement, malgré l'opposition de la Zélande, de la Frise et de Groningue. Cette dernière province, avec le prince d'Orange, demanda du moins que l'alliance fût conclue avec les États belges à l'exclusion du roi d'Espagne. Le 12 novembre, les États Généraux des Provinces-Unies eurent encore l'exigence de fixer le siège des conférences à La Haye. A la fin du même mois, l'Infante consentit à laisser rédiger, pour les délégués, une commission dans laquelle l'autorisation du roi ne serait plus mentionnée. Les États belges, pour pallier l'effet de cette démarche, adressèrent à Philippe IV une protestation de loyalisme. Le 7 décembre, leurs députés furent reçus en audience publique par la haute assemblée de l'Union. Celle-ci

désigna, le 12 décembre, seize commissaires : la Hollande, à elle seule, en nommait quatre, parmi lesquels son pensionnaire Adrian Pauw, et Knuyt, conseiller ordinaire du prince d'Orange. Le lendemain eut lieu la première conférence, dans laquelle les Belges refusèrent de prendre les articles du 25 septembre pour base de la négociation et subordonnèrent tout à la ratification du roi. Le 25 décembre, les commissaires des Provinces-Unies leur remirent un nouveau projet en vingt articles ; le traité se ferait d'États à États ; les troupes espagnoles évacueraient les Pays-Bas ; les Provinces-Unies acquerraient en toute souveraineté la mairie de Bois-le-Duc et les villes de Bréda et de Geldern, des péages pour les vaisseaux seraient établis à l'entrée de l'Escaut et des ports des Flandres, ce qui favoriserait indirectement les ports de l'Union ; les Hollandais bénéficieraient, pour commercer dans tous les pays de domination espagnole, du traitement de la nation la plus favorisée ; la tolérance des deux cultes serait garantie dans les deux États. Le lendemain, les Belges répondirent par un mémoire où ils exposaient la nécessité d'une autorisation du gouvernement espagnol. Afin de l'obtenir, ils déléguèrent le duc d'Aerschot et trois d'entre eux qui arrivèrent le 31 décembre à Bruxelles.

Pour la France l'issue de ces négociations, au moment où la mort de Gustave-Adolphe venait de remettre en question le sort de l'Europe, était de la plus haute importance, et il était urgent de fixer définitivement la politique qu'elle comptait suivre à l'égard des Pays-Bas. Mazarin et les héritiers de sa politique devaient plus tard considérer que la frontière de la France, fermée à l'ouest, au sud et dans presque toute la longueur de la ligne de l'est par l'Océan, les Pyrénées, les Alpes et le Haut-Rhin, n'avait plus qu'à s'étendre au nord pour englober les Pays-Bas. Mais

cette idée était étrangère à Richelieu. S'il admettait les « prétensions du Roy de France sur l'Artois, Hynault et Flandre comme pièces de son patrimoine et usurpées sur lui par Spaigue » ¹, et s'il était désireux de les satisfaire, c'était à la condition que le reste des Pays-Bas serait constitué en un État neutre et indépendant qui n'étant plus menaçant pour la France, servirait de tampon entre elle et les Provinces-Unies. Son génie clairvoyant discernait, en effet, à l'avance les dangers d'une politique d'annexion qui, en reculant nos frontières jusqu'à celles de la République, nous aurait aliéné sa confiance et fait perdre l'alliance par laquelle cette puissance maritime pouvait nous être d'un si grand secours. C'est à obtenir cette alliance qu'il allait désormais consacrer son principal effort.

Dès les premiers jours de janvier 1633, il donna son avis au roi sur la politique qu'il proposait à l'égard des Provinces-Unies et de l'Union Évangélique d'Allemagne ². Sans doute il eût été désirable que ces deux puissances se contentassent de nos subsides pour continuer la guerre. Mais elles étaient épuisées et pouvaient faire la paix, ce qui serait le signal de l'invasion étrangère en France. Le roi devait-il donc, comme il en était sollicité, entrer en guerre pour soutenir ses alliés ? En ce cas la cession des côtes de Flandre et de la rive gauche du Rhin jusqu'à Coblenz était le prix dont ceux-ci étaient disposés à payer sa coopération armée. Cette extension du royaume serait acquise sans coup férir, et notre triple alliance imposerait

1. Lettre d'Augier, 14 janvier 1633. Cité par Fagniez : *le Père Joseph et Richelieu*, t. II, p. 125.

2. Charnacé, dans son *Journal*, nous apprend que le 28 décembre, il remit un mémoire sur ce sujet au cardinal qui le 1^{er} janvier, à Tours, en présence du P. Joseph, lui lut son « Avis au roi ». Le mémoire de l'ambassadeur eut donc vraisemblablement une grande part dans la composition de cet « Avis ».

sans doute aux Habsbourg la conclusion d'une paix générale. D'ailleurs, les frais de la guerre excéderaient de peu les subsides qu'on payait maintenant pour l'éviter. On entretiendrait aux Pays-Bas 1.200 hommes de pied et 2.000 chevaux commandés par un maréchal de France et soutenus par la révolte des nobles belges. En Alsace, un autre corps d'armée serait commandé par deux maréchaux de France.

Pour préparer cette intervention de nos armes et lui assurer ces résultats, le cardinal ouvrit aussitôt une campagne diplomatique. Il envoya Feuquières auprès des princes protestants, de l'Isle auprès de la République de Strasbourg, Miré auprès de Gustave Horn, Saint-Etienne auprès du duc de Bavière, Charbonnières auprès de l'Empereur. Mais dans le vaste plan de coalition qu'il avait conçu, l'ambassade auprès des Provinces-Unies semblait devoir être la pierre d'achoppement, tellement il était malaisé pour un négociateur de discerner les éléments dirigeants de cette république, et d'obtenir un accord décisif au milieu des fluctuations déconcertantes de leur politique.

DEUXIÈME CHAPITRE

État des Provinces-Unies.

L'empire de la mer. — Les deux Compagnies des Indes. — Les régents. — Les États provinciaux. — Richesse de la Hollande. — Son grand pensionnaire Adrien Pauw est le chef d'un parti favorable à la conclusion d'une trêve avec l'Espagne. — Les États généraux. — Ils discutent les intérêts de la fédération et dirigent les affaires étrangères. — Le prince d'Orange, stathouder et généralissime des troupes, est favorable à la continuation de la guerre qui consolide son pouvoir.

« Les mouvements de ces peuples, écrivait Servien en 1647, ressemblent à ceux de la mer dont ils sont environnés, qui s'avance impétueusement pendant quelques heures et recule de mesme ¹ ». Les Hollandais apparaissaient en effet comme une race « amphibie » inséparable de l'Océan qui assurait leur prospérité et même leur indépendance. Grémonville dénonça plus tard avec indignation la complicité de cet « élément aussi infidèle qu'eux » aux lois humaines et divines, auquel ils n'avaient qu'à ouvrir leurs écluses pour être isolés du reste du monde ². D'ailleurs cette mer, qui devait un jour préserver les Hollandais de l'invasion étrangère, avait façonné leur génie national par les efforts séculaires que leur avaient imposés ses menaces contre les provinces placées au-dessous de son niveau. Des irruptions comme celles de 1421, qui engloutit en une nuit soixante-douze villages et cent mille individus, avaient mis les habitants de ces provinces à une dure école de solidarité, en les obligeant à concerter leurs efforts pour empê-

1. Cité par Waddington : *la République des Provinces-Unies*, 1630-1650, t. I, p. 41.

2. Basnage de Beauval, t. II, p. 372. Discours de M. de Grémonville au Conseil d'État de l'Empereur en 1672.

cher, par un long travail d'endiguement, le retour de ces désastres. La nature de leur sol, peu favorable à la culture, les contraignait d'autre part à chercher dans la pêche de la morue et du hareng leur principale subsistance. On évaluait à sept cent mille le nombre des personnes que cette industrie faisait vivre dans la seule province de Hollande. L'occasion pouvait aisément tourner ces pêcheurs vers le commerce maritime. La Hollande avait donc profité des nouveaux courants commerciaux que créaient la découverte de l'Amérique et de la route du Cap de Bonne-Espérance vers les Indes Orientales. Elle était ainsi devenue l'entrepôt général du monde : « Ses habitants, dit Wicquefort, pompaient, comme l'abeille, le suc de tous les pays. On a dit que la Norwège était leur forêt ; les rives du Rhin, de la Garonne, de la Dordogne, leurs vignobles ; l'Allemagne, l'Espagne et l'Irlande leurs parcs à moutons ; la Prusse et la Pologne, leurs greniers ; l'Inde et l'Arabie, leurs jardins ». La preuve de sa prospérité économique était dans le crédit de la Banque d'Amsterdam qui, fondée en 1609, prêtait à des souverains et traitait avec eux de puissance à puissance.

L'empire de la mer était nécessaire pour acquérir et pour défendre les colonies. L'exploitation de celles-ci était partagée entre les deux compagnies des Indes. La Compagnie des Indes Orientales avait été fondée en 1602, au capital de six millions et demi de florin, par deux armateurs d'Amsterdam et sur l'initiative du grand pensionnaire Olden Barnevel. Véritable puissance extérieure, administrée par la Chambre des dix-sept directeurs que nommaient les actionnaires, commandée par un gouverneur général de qui relevaient les opérations militaires, elle battait monnaie, faisait la paix et la guerre, et, du Cap de Bonne-Espérance au Japon, exerçait sur les colonies qu'elle avait arrachées à l'Espagne un rigoureux monopole. Elle n'expédiait d'Amsterdam

qu'un seul convoi par an et le dirigeait sur Batavia. De là une flotte de caboteurs écoulait les marchandises européennes dans les ports asiatiques et rapportait les marchandises indigènes à Batavia, où on les embarquait pour Amsterdam. On admirait les docks de la Compagnie, longues galeries où l'on serrait toutes les épiceries, porcelaines et fruits des Indes qu'une autre flotte de cabotage venait y prendre pour les porter dans les ports européens. Les actions, cotées au quintuple du taux d'émission, donnaient parfois des dividendes de 63 %. La Compagnie payait à l'État une rente de huit millions de florins, et un abonnement aux droits de douane de quatre cent mille florins. Quant à la Compagnie des Indes Occidentales, elle avait été créée en 1621 avec le monopole du commerce de l'Atlantique. Ses dividendes n'étaient jamais inférieurs à 20 %. Elle avait armé 800 navires, entrepris la conquête du Brésil, et disputait Pernambouco aux Espagnols. Elle avait besoin de la guerre pour fonder son empire et continuer sur les vaisseaux espagnols ses lucratives pirateries. Aussi devait-elle être d'un puissant secours à la diplomatie française.

Dans la République, on trouvait deux libertés presque inconnues au XVIII^e siècle, celle des cultes, qui y attirait beaucoup d'émigrants, et celle de la presse qui faisait rechercher ses gazettes par le monde entier. La constitution politique était, en somme, une fédération de villes « en la même manière que les treize cantons et les Liges grises font la République des Suisses, et en quelque façon comme les princes et villes libres d'Allemagne forment le corps de l'Empire » (Wicquefort). Le mouvement communal, dont les Pays-Bas avaient été un des principaux foyers, s'était développé là à l'extrême. C'était lui qui avait conquis l'indépendance religieuse sur le pape de Rome et l'indépendance politique sur le roi de Madrid. La noblesse féodale

ne subsistant que dans quelques provinces du Nord, le clergé n'existant plus et les paysans étant exclus du gouvernement, tout le pouvoir était revenu au peuple des villes. Cette République urbaine se trouvait encore, comme toutes celles de l'antiquité et du moyen âge, dominée par l'aristocratie des citoyens les plus intelligents et les plus riches, qui, dans chaque ville, formaient le conseil des prud'hommes ou régents. Ils s'étaient réservé le droit d'élire les échevins, le bourgmestre et le pensionnaire ou conseiller juriste. C'est à ces patriciens que les membres des États Généraux devaient, par un referendum perpétuel, soumettre toute question importante. Ils décidaient en dernier ressort de la paix ou de la guerre, du nombre des troupes, et du chiffre des impôts, si bien qu'une décision ne pouvait être prise sans l'adhésion de 1.200 personnes. Chaque ville consultant d'abord ses intérêts particuliers, le sthatouder et les membres des États Généraux devaient aller de ville en ville vaincre la résistance des régents. Les ambassadeurs étrangers eux-mêmes devaient entretenir des correspondances et distribuer partout de l'argent.

Les villes se répartissaient en provinces. Celles-ci s'administraient à l'aide de leurs États, qui avaient, en général, quatre sessions par an et se faisaient représenter le reste du temps par la délégation permanente des conseillers commis. Ce directoire provincial, de six à douze membres, était chargé de convoquer les États, de faire exécuter leurs ordonnances, et de veiller à l'expédition des affaires courantes. On comptait sept provinces : au nord, Groningue, contrée marécageuse, peu peuplée et très pauvre, où la ville de Groningue, commerçante et autonome, s'accordait mal avec les nobles et les paysans propriétaires de l'Omme-lande environnant. A cette province était jointe la Drenthe récemment conquise, pays de marais et de tourbières,

privé de villes, où les propriétaires fonciers avaient gardé une sorte d'autonomie et administraient eux-mêmes leurs finances. L'Over-Yssel, province de même aspect que la précédente, mais un peu boisée, avec une population clairsemée et très pauvre, réunissait dans ses États les délégués des trois villes de Deventer, Zwolle et Kampen, échelonnées le long de l'Yssel, et les soixante-dix nobles dont dépendaient les paysans de la plaine. La Gueldre, à moitié allemande, prolongeait jusqu'au Rhin la région déshéritée de Groningue et d'Over-Yssel, quoiqu'elle fût un peu plus fertile ; sa noblesse pauvre et belliqueuse était très dévouée à la maison d'Orange, et, par ses trois quartiers de Zutphen, Arnhem et Nimègue, elle commandait l'entrée du delta et de tous les pays de l'Union. La province d'Utrecht était la seule qui eût dans ses États un ordre ecclésiastique (représenté par les députés des cinq chapitres d'Utrecht, chanoines protestants ayant acheté leurs canonicats).

A ces quatre provinces continentales s'opposaient la Frise, la Hollande et la Zélande. La Frise était une démocratie d'hommes libres et égaux dont les onze villes et les trente bailliages du plat pays envoyaient quatre-vingt-deux délégués aux États tenus à Leeuwarden. Quant à la Hollande et à la Zélande, premier foyer de l'insurrection nationale, elles étaient l'âme même de l'Union et du calvinisme intransigeant. Cette terre presque maritime, coupée de canaux, avait pour ports les dix-huit villes hollandaises et les six villes zélandaises qui concentraient le tiers de la population de la République et dominaient tout avec leur aristocratie de régents, leurs puissantes Ghildes, leurs confréries de tireurs et leurs milices municipales. Amsterdam « la grosse cloche de la Hollande, ville fort peuplée et fort marchande où il y a quasi partout des boutiques, présente un spectacle

pompeux, avec son port où l'on a quelquefois compté jusqu'à 10.000 vaisseaux, c'est-à-dire une autre Amsterdam sur les eaux, où plutôt une république flottante dont Amsterdam est la capitale. On croirait être à la foire de l'univers ». A Rotterdam, écrit le président Misson, « on voit, ce qui est inouï, l'assemblage de ces trois choses, la mer, la ville et la campagne ». A Leyde, ville de la science, « les rues sont comme autant d'allées d'un jardin bien entretenu ». Chacun des conseils municipaux des dix-huit villes hollandaises avait une voix aux États de la province. Il s'y faisait représenter par des délégués nommés pour trois ans et qui, dans toute question importante, délibéraient sur le vote que leur pensionnaire, au nom de leur ville, émettrait aux États. En outre, les nobles avaient aussi une voix et étaient représentés par dix délégués qui se recrutaient eux-mêmes. Ainsi constitués, les États de la province, pendant les quatre sessions qu'ils tenaient à La Haye, au Binnenhof, en février, juin, septembre et novembre, nommaient les membres de trois collèges des amirautés de la Hollande, des six collèges des juges des digues, du collège des curateurs de l'Université de Leyde, des deux chambres des comptes et des deux cours de justice. Dans l'intervalle de leurs sessions, ils se faisaient représenter, pour l'expédition des affaires courantes, par un collège de conseillers commis, composé d'un président nommé par les nobles et de neuf membres nommés par les villes.

Les États de Hollande nommaient pour cinq ans un Grand Pensionnaire, indéfiniment rééligible, qui les convoquait, les présidait de droit, et, faisant partie du collège des conseillers commis, réunissait, en quelque sorte, les attributions d'un ministre de l'intérieur et d'un ministre des affaires étrangères. Il assistait aux séances des États généraux, logeait au Binnenhof et avait dans ses bureaux

un secrétaire, un directeur des dépêches étrangères et quatre commis pour les écritures. Autour de lui s'était groupé le parti républicain des régents des villes hollandaises qui dès le xvi^e siècle, cherchaient à la fois à éviter la dictature du prince d'Orange et à assurer dans le gouvernement fédéral la prépondérance de leur province. Mais en 1618, le Grand Pensionnaire Barnevelt ayant adressé aux États de Hollande une remontrance conforme à la doctrine d'Arminius, du pardon divin pour tous les repentants, avait été condamné par le synode de Dordecht au nom de la doctrine de la prédestination soutenue par Gomar. Le prince d'Orange en avait profité pour l'envoyer à l'échafaud et intimider les orgueilleux régents de la Hollande. A cette époque où les partis religieux devenaient très vite des partis politiques, la doctrine fataliste de Gomar avait formé des partisans de la guerre sainte et inexpiable contre l'Espagne, repoussant comme immorale et impie une transaction quelconque avec le Roi Catholique. C'est donc en eux que l'alliance française allait trouver son principal appui. Pourtant la Hollande malgré l'échec moral qu'elle avait subi en 1618, restait la principale force de l'Union, et en même temps, à cause de ses richesses, la plus naturellement portée à la paix. Aussi Adrian Pauw, seigneur de Heemstede, nommé Grand Pensionnaire depuis le mois d'avril 1631, était-il à la fois ennemi de la France qui cherchait à entraîner la République dans la guerre, et du prince d'Orange, qui, étant chef de l'armée, profitait de la guerre pour préparer sa dictature. Notre secrétaire d'État aux affaires étrangères devait avouer un jour son étonnement de la toute-puissance du Grand Pensionnaire ¹. De l'issue de la lutte que celui-ci avait engagée contre le stathouder allait dépendre la conclusion

1. Cf. lettre à Charnacé, 1^{er} janvier 1634. *Grœn van Prinsterer*, t. III, p. 41.

soit de la trêve avec l'Espagne, soit de l'alliance avec la France.

Enfin chaque province envoyait au siège du gouvernement fédéral, à La Haye, au Binnenhof, des députés, soit inamovibles, soit nommés pour trois ou six ans, qui formaient une assemblée permanente intitulée : « Leurs Hautes Puissances les États Généraux des Provinces-Unies. » Dans ces États Généraux, chaque province, quelle que fût son importance, n'avait qu'une voix. Mais les députés ordinaires des provinces se voyaient adjoindre par celles-ci, dans les cas graves, des délégués extraordinaires, si bien que, pour les négociations de la trêve avec l'Espagne, leur nombre avait été quintuplé et s'élevait à 100 ou 120. Chaque province élisait à son tour, pour une semaine, le président des États Généraux. Les séances, qui n'avaient presque jamais lieu l'après-midi ¹ ni le dimanche, mais en semaine, de dix heures à midi et demi, se tenaient autour d'une table verte, avec des chaises vertes pour six députés par province, les autres députés restant debout. Après la prière le président proclamait l'ordre du jour. Le greffier, tête nue, lisait dans l'assemblée toutes les lettres et inscrivait les actes ordinaires sur le registre général de l'État. Les députés de chaque province discutaient entre eux et pouvaient demander à en référer à leurs régents. Le prince d'Orange venait parfois à l'assemblée, quoique sa présence y fût irrégulière, pour prendre les députés à part et influencer leur vote. Ce qui compliquait surtout ces négociations, c'était la nécessité d'obtenir l'unanimité des provinces,

1. V. le *Journal de Charnacé*, à la date du 26 janvier 1634, où il dit que par exception : « Messieurs les Etats m'ont envoyé prier de les voir ceste après-disnée, dont je me suis excusé sur un autre sujet ; mais le véritable est qu'ils dorment toute l'après-disnée, et n'entendent point à ce qu'on leur dit ».

conformément à l'Acte d'Union, pour déclarer la guerre, conclure un traité ou lever un impôt ¹.

Les États Généraux dirigeaient les relations extérieures. A l'arrivée d'un ambassadeur, on le faisait chercher au pont de Hoornbrug dans le « carrosse de l'État », par deux députés accompagnés du prince d'Orange. Un grand nombre de personnages officiels venaient également le conduire à l'hôtel qui lui avait été réservé. Lors de sa première audience, à laquelle assistait généralement le prince d'Orange, l'ambassadeur, après avoir prononcé dans sa langue nationale ou en latin un discours auquel le président de semaine répondait de même, demandait à l'assemblée de nommer des commissaires pour conférer avec lui. Chaque province en nommait un, sauf la Hollande qui en nommait deux. Le prince d'Orange, pour s'emparer de toutes les négociations importantes, choisissait aussi, d'ordinaire parmi les plus anciens députés de chaque province, des « conseillers du cabinet » dont il faisait ses créatures. Le greffier des États était souvent chargé d'assister aux conférences de la commission pour noter les résolutions, qui étaient consignées dans un registre secret. Aussi cette fonction de greffier, à laquelle on était nommé à vie et que Cornelis Musch exerçait depuis 1628, valait-elle parfois à son titulaire des missions diplomatiques. L'ambassadeur, à son départ, recevait une audience solennelle de congé et un présent de plusieurs milliers de florins. Les États Généraux avaient encore bien d'autres attributions. Ils exerçaient une autorité souveraine tant dans les colonies que dans les pays de Généralité. Ceux-ci étaient

1. Le flegme hollandais n'admettait d'ailleurs aucune précipitation. Charnacé écrivait que ces gens devaient être « maniés doucement » et vingt ans plus tard, notre ambassadeur de Thou ajoutait : « Ils ne veulent être ni gourmandés ni pressés, mais traités avec douceur et loisir ».

les territoires conquis sur l'Espagne de l'autre côté de la Meuse, en Flandre et en Brabant. Ces « sujets » de l'Union étaient traités comme un bien national, et leurs demandes réitérées de former un membre de l'État n'avaient jamais été admises. Les États Généraux avaient enfin le contrôle des finances et examinaient, au mois de novembre, le projet de budget préparé par le Conseil d'État. A La Haye se tenait la Chambre des Comptes de la Généralité, composée de deux membres par province et destinée à surveiller tout le service financier des Chambres des Comptes de chaque province. Il y avait en outre un trésorier général, sorte de contrôleur général des finances nommé à vie, responsable du paiement des subsides des provinces et des impôts des pays sujets, de la solde des troupes et de la préparation régulière du budget; l'importance de sa charge lui donnait une part dans la direction des affaires étrangères.

A côté des États Généraux siégeait le Conseil d'État, composé de douze députés répartis entre les provinces suivant l'importance de celle-ci. La Hollande y avait trois députés et une situation prépondérante, car on y votait par tête. Mais ce Conseil avait perdu son importance à la suite d'un traité avec l'Angleterre qui, jusqu'en 1626, avait permis à l'ambassadeur Carleton d'assister aux délibérations. Tous les membres avaient successivement la présidence pour une semaine. Le stathouder, dont la voix comptait pour deux, le greffier des États Généraux et le trésorier général pouvaient tous les trois siéger au Conseil. Celui-ci veillait à la défense nationale, à la rentrée des impôts, et, dans un rapport détaillé, communiquait ses projets de loi aux États Généraux, puis aux États provinciaux.

En outre de ces assemblées délibérantes, la République devait avoir à sa tête un chef militaire et civil, qui dirigeait la résistance contre l'Espagne. Chaque province élisait son

stathouder, autrefois lieutenant du roi, maintenant premier magistrat, chargé de commander les troupes, de donner les grades militaires, de nommer les bourgmestres et échevins que les conseils municipaux se bornaient à présenter, de servir d'arbitre en cas de différend avec une autre province, et d'exercer le privilège de faire grâce de la vie. Le prince d'Orange Frédéric-Henri, stathouder de Hollande, s'était fait élire stathouder dans toutes les autres provinces, sauf Groningue et la Frise, où restaient deux de ses cousins. Il était donc généralissime des troupes, mais devait soumettre ses plans de campagne aux États Généraux, ainsi qu'au Conseil d'État, et subir le contrôle de leurs représentants à l'armée, analogues à ce que furent plus tard nos commissaires de la Convention. Il était aussi amiral général, mais le commandement effectif de la flotte appartenait à un vice-amiral général et à des lieutenants généraux. La construction et l'entretien des vaisseaux étaient confiés à cinq collèges d'amirauté, dont trois pour la Hollande, et les membres de ces collèges étaient désignés par les conseils municipaux ou les assemblées provinciales. Malgré ces restrictions, Frédéric-Henri était devenu en fait le président de la République, et semblait avoir fixé définitivement dans sa famille la magistrature élective du stathoudérat. Second fils du Taciturne, il avait succédé en 1625 à son frère Maurice de Nassau, sur les conseils duquel il avait épousé l'intrigante princesse Amélie de Solms. Elle s'entendait pour stimuler l'ambition de son mari avec les « conseillers ordinaires » : le secrétaire Constantin Huyghens, père de l'illustre savant ; Jean de Knuyt, auquel Richelieu gardait rancune pour l'énergie avec laquelle il avait réprimé la conspiration de Valkenbourg¹ ; le sei-

1. Valkenbourg, en 1627, s'était laissé acheter par le Cardinal et avait promis de lui livrer le château d'Orange, dont il était gouverneur.

gneur de Langerak ; et surtout François d'Aerssen, seigneur de Sommedijk, alors âgé d'une soixantaine d'années, très habile, mais fourbe et rapace. Toute cette cour logeait au Binnenhof.

Telle était l'organisation simple et solide de cette république de marchands qui avait vaincu Philippe II, devait vaincre Louis XIV et restait pour les hommes du XVII^e siècle un objet d'étonnement. Quand, en 1648, les Hollandais eurent fait défection à la France en signant le traité de Munster, notre agent La Thuillerie exposait à Mazarin la nécessité de maintenir notre union avec eux « encore qu'ils soient *République*, et partant qu'il y ait peu de fondement à faire sur leur parole ». Et son collègue espagnol Peñaranda écrivait de son côté que ce gouvernement était « plus extravagant que tout ». De nos jours ces critiques ont fait place à une admiration d'ailleurs assez justifiée pour ces mœurs politiques de la Hollande qui ne font du gouvernement ni le privilège d'un seul, ni le droit de la multitude ; « elles le mettent en commun entre les mains de tous ceux qui paraissent le plus capables de l'exercer et qui ont commencé par en faire l'apprentissage dans les conseils de leurs villes natales..., tenant de leur propre choix les magistratures qu'ils exercent, *sans dépendre de l'élection populaire*, soumis au contrôle d'une presse libre qui sert à la protection de tous les intérêts et donne une sauvegarde contre toutes les injustices..., héros au besoin, sans orgueil et sans emphase, honnêtes serviteurs d'un gouvernement fondé sur le respect de la dignité humaine, et poursuivant, sans crainte des écueils, l'entreprise glorieuse d'élever et de maintenir une république au rang des plus

Knuyt, sur l'ordre du prince d'Orange, alla dans cette ville et, n'ayant pu obtenir la soumission de Valkenbourg, le fit tuer.

grands royaumes ¹. » En effet, au début du second tiers du xvii^e siècle, « Messieurs les États » occupaient déjà en Europe une situation incomparable. Les ambassadeurs de tous les rois venaient devant eux exposer leurs différends et solliciter leur alliance. Leurs armées étaient l'école dans laquelle beaucoup de gentilshommes venaient passer leur jeunesse pour s'initier à la tactique prudente et aux infailibles méthodes de poliorcétique des Nassau ². Leurs savants et leurs artistes leur avaient acquis une renommée égale à celle des républiques italiennes de la Renaissance. Enfin leur constitution, qui semblait un anachronisme dans cette Europe intolérante et monarchique, leur permettait d'accueillir tous ceux que leurs opinions politiques ou religieuses avaient fait proscrire dans leur propre pays, et de nobles esprits, suivant l'exemple de Descartes, venaient dans cet asile de la liberté chercher la sécurité nécessaire à leurs études. Amsterdam comptait une colonie de plus de 2.000 Français établis et mariés, qui y avaient importé notre langue, nos usages et nos goûts. Ces dissidents, il est vrai, se trouvaient généralement hostiles au pouvoir établi en France. Leurs intrigues aggravaient l'embarras que nos agents éprouvaient à entrer en rapports avec un gouvernement où le pouvoir, au lieu d'être délégué à des ministres responsables, était partagé entre tous les membres d'une oligarchie. Mais les forces de la France et des Provinces-Unies se complétaient si avantageusement, elles étaient rapprochées par des traditions et des intérêts si puissants qu'on pouvait espérer rendre indissoluble l'alliance que préparaient Richelieu et ses collaborateurs.

1. Lefèvre-Pontalis : *Jean de Witt*, t. I, p. 80.

2. Cf. Aff. étr., Hollande, 19, f^o 148. Lettre de Bouthillier recommandant à Charnacé le fils de l'ancien secrétaire d'Etat Puyseulx, le marquis de Sillery, qui, âgé de 18 ans, va faire ses premières armes en Hollande.

DEUXIÈME PARTIE

NÉGOCIATIONS ENTRE LES BELGES ET LES HOLLANDAIS

Instructions de Charnacé.

Charnacé est envoyé à La Haye sans pouvoirs officiels. — Ses instructions lui commandent de décider les États à continuer la guerre, moyennant un subside de 1.500.000 livres et le secours de quelques troupes françaises.

En résumé, la tâche du négociateur était aussi importante que difficile, et le choix du Cardinal devait honorer singulièrement celui qui en serait l'objet. Il avait promis, le 5 janvier, à Charnacé, de ne plus l'envoyer en Allemagne. Le lendemain, étant en conférence avec le Père Joseph et Léon Bouthillier, il fit venir notre ambassadeur et lui déclara que Feuquières irait auprès des princes protestants et le duc de Candale auprès des Provinces-Unies. Mais le 7 il se ravisa, et annonça que pour cette dernière mission il désignait définitivement Charnacé. Il craignait surtout, en effet, d'intimider les Belges et de les décider à accepter les conditions de la République. Aussi voulait-il que ses négociations avec celle-ci fussent conduites secrètement par un agent sûr et expérimenté, mais dépourvu de caractère offi-

ciel et qu'on pourrait désavouer au besoin ¹. Le Cardinal pressait Charnacé d'achever ses préparatifs, et, dès le 12 janvier, lui faisait lire ses instructions en y ajoutant ce qu'il jugeait nécessaire ². Il n'y envisageait que la question de la rupture des négociations de la trêve. Sur ce point, la mission se résumait en quelques mots « La fin du sieur de Charnassé est d'empescher que la trefve se face ; et au cas qu'elle se face, de faire que le roy y soit compris ». Pour atteindre ce but, il devait d'abord offrir aux États de continuer le subside ordinaire d'un million, fixé par le traité de 1630, et même le porter à 1.500.000 livres. Si les Hollandais jugeaient insuffisant ce secours pécuniaire, on pourrait leur fournir, en outre, 4.000 fantassins et 600 chevaux, en ne leur demandant que de continuer la guerre. Mais s'ils consentaient encore à partager les conquêtes, le roi leur enverrait 6.000 fantassins et 1.000 chevaux sous ses drapeaux, ce qui rendrait son intervention décisive. Il promettait aussi de continuer le subside d'un million et de ne pas traiter séparément avec les Espagnols. Enfin, il irait jusqu'à envoyer 12.000 fantassins et 2.000 chevaux sous les ordres d'un maréchal de France, à condition que la prochaine

1. La mission de Charnacé était d'autant plus délicate qu'il n'était pas officiellement accrédité et n'emportait pas de pouvoirs. Augier, l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, écrivait le 17 janvier : « M. de Charnacé, lequel doit partir aujourd'hui à cet effet pour s'y acheminer en diligence, sans autre qualité que celle de confident envoyé. Il y sondera les humeurs, et, suivant l'avis qu'il donnera de leurs inclinations, l'on parle qu'on pourra se résoudre d'y envoyer par après le marquis de Brezay en ambassade extraordinaire » (Fagniez, *le Père Joseph*, t. II, p. 202). C'était déjà ainsi qu'en 1632, Brézé était venu retrouver Charnacé auprès de Gustave-Adolphe, avec une ambassade solennelle. Charnacé dit lui-même, dans son *Journal*, qu'en le désignant le Cardinal lui avait parlé d'une absence d'un mois seulement.

2. Avenel, IV, p. 241, *Mém. de Richelieu* (Coll. Michaud et Poujoulat), 2^e série, t. VIII, p. 431.

campagne serait employée à conquérir pour son compte Namur ou Dunkerque ; les États seraient dédommagés par les conquêtes de l'année suivante. Mais Charnacé devait rester en communication avec Feuquières qui cherchait à obtenir des Suédois et des princes protestants d'Allemagne la remise de certaines places de la rive gauche du Rhin, et chacun des deux ambassadeurs devait hâter ou traîner en longueur la conclusion de ses négociations, suivant les nouvelles qu'il recevrait de l'autre. La France était, en effet, obligée d'occuper ces places et de couvrir sa frontière orientale, avant d'offrir aux Hollandais son intervention armée dans les Pays-Bas, qui l'entraînerait vite à une rupture avec l'Espagne et l'Empire. Il fallait que Charnacé « tire l'effet qu'il pourra de la révolte que quelques seigneurs de Flandre veulent faire ce qu'il ne faut pas négliger, quoique Sa Majesté n'en face pas grand cas ». Il réclamerait au prince d'Orange, comme il l'avait fait au roi de Suède, la liberté de la religion catholique. Il arguerait du caractère privé et confidentiel de sa mission pour n'accepter dans les conférences que le prince et un ou deux délégués des États. Enfin il se montrerait « battant chaud ou froid, selon qu'il verra que la conduite du dict prince d'Orange, qui est fin, le requerra », et aurait toujours en vue son but qui était de faire échouer la trêve, ou, si c'était impossible, d'obtenir qu'on y admit le roi et qu'on réglât ainsi avec l'Espagne les questions de Savoie et de Lorraine. A cette instruction était joint un projet de partage des Pays-Bas pour le cas où les Hollandais l'exigeraient malgré les répugnances du gouvernement français. Il attribuait : à la France, l'Artois, le Hainaut et la Flandre « gallicane » ou occidentale ; aux Provinces-Unies, la Flandre « impériale » ou orientale, le Brabant et le Limbourg. Chacune des deux puissances aurait une part du Namurois et du

Luxembourg. Malheureusement pour nous, la présence de Charnacé auprès de Richelieu dispensa celui-ci de fixer par écrit ses projets sur l'avenir des Pays-Bas, et il se contenta de ce canevas, dont il dut développer de vive voix les sommaires indications.

Charnacé alla, le 6 janvier, prendre chez Bouthillier l'expédition de ses instructions¹. Il partit donc le 21. Il était le 25 à Reims et le 27 à Mézières, d'où il suivit la vallée de la Meuse. Le 1^{er} février, à Liège, il s'embarqua pour descendre le fleuve jusqu'au fort Saint-Andries. Il arriva le 9 à La Haye. Il alla aussitôt se présenter à M. de Baugy, notre ambassadeur ordinaire, qui laissa percer son ressentiment contre cet intrus. Le comte de Warfuzée, qui s'était réfugié en Hollande, inquiet sur les suites de sa révolte, vint remettre à Charnacé un mémoire dans lequel il déclarait que si le roi de France n'attaquait pas immédiatement l'Espagne, il ne pourrait empêcher la défection des Provinces-Unies « d'autant que ces marchands la seront ravis de joye que l'on leur laisse faire leur négoce en repos et gagner sur les changes, sans se soucier autrement de l'advenir ».

Charnacé retrouva à La Haye toutes les relations qu'il s'y était créées deux ans auparavant, notamment la reine de Bohême, qui avait eu autrefois pour demoiselle d'honneur la princesse de Solms, devenue par son mariage princesse d'Orange. La reine était renseignée sur la politique des cours du Nord par son agent Rusdorf qui résidait au Dane-

1. Il pouvait espérer éviter les embarras d'argent qui l'avaient si cruellement gêné dans ses précédentes missions, où il s'était presque ruiné. On lui promettait cette fois un traitement de 1.500 livres par mois. On lit en effet (Aff. étr. Allemagne, IX, f^o 170) : Le xii^e aoust expédié ordonnance de viii^m-v^e livres pour M. de Charnacé pour ses appointements des mois de mars, avril, may, juin et juillet, à raison de xv^e livres par mois.

mark. Elle travaillait beaucoup pour sa propre cause et levait secrètement 25 compagnies de 300 hommes qui devaient rejoindre dans l'évêché de Munster le landgrave de Hesse-Cassel. Celui-ci promettait de descendre en Belgique avec 30 ou 40.000 hommes et de provoquer la révolte qu'avait préparée le complot des nobles. Charnacé alla donc assurer la reine de « l'affection du Roy et de M. le Cardinal » et lui persuada que la trêve ruinerait toutes les chances qu'elle avait de recouvrer le Palatinat qui, après la révolte de son mari, avait été transféré par l'Empereur au duc de Bavière. Cette question du Palatinat était fort embarrassante pour la politique française qui voulait s'appuyer en Allemagne sur le duc de Bavière, et lui avait reconnu la dignité électorale et la possession du Palatinat. D'autre part, le seul moyen de s'assurer les bonnes grâces du roi d'Angleterre, père de la reine de Bohême, était de restituer le Palatinat à celle-ci. Aussi la France cherchait-elle toujours à retarder la solution définitive de la question en déclarant qu'elle était subordonnée à l'approbation d'une diète. Charnacé fréquentait également l'ambassadeur de Suède, Camerarius, et l'ambassadeur d'Angleterre, Gerbier, qui tenait dans sa main tous les fils de la conspiration des nobles belges. Gerbier, afin de témoigner son zèle pour les revendications de son maître à l'égard du Palatinat, déclarait nécessaire de les appuyer par le débarquement d'une armée qui soutiendrait la révolte des nobles belges. Charles I^{er} avait étudié ses rapports sur ce sujet et l'avait autorisé à promettre son concours aux conspirateurs. Cependant le prince d'Oranges méfiait de l'esprit intrigant et rapace de cet agent et le soupçonnait de travailler à l'asservissement des Pays-Bas bien plus qu'à leur délivrance. Ses craintes ne devaient d'ailleurs pas tarder à être justifiées par les événements.

Charnacé reconnut bientôt que le parti de la trêve, alors

prépondérant, était surtout dirigé par la Hollande et son Grand Pensionnaire. Mais par contre la Compagnie des Indes Occidentales avait besoin de la guerre, et pour continuer celle-ci on pourrait obtenir le concours du stathouder qui y voyait un moyen d'établir sa dictature militaire. C'est sur ces principes qu'il basa son action diplomatique.

Il avait avec la Cour des communications régulières. Bouthillier, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chaque vendredi, après la séance du Conseil consacrée à son ministère, faisait partir le courrier ordinaire avec les dépêches pour Charnacé ¹. Le courrier passait par Bruxelles, et était dix jours après, le lundi soir, à La Haye. Il recevait les dépêches de Charnacé et repartait le lendemain pour être de retour dix jours plus tard, le jeudi soir, à la cour, où l'on rédigeait immédiatement les réponses qu'on enverrait le lendemain. Plus tard, pour éviter les territoires espagnols, on fit passer les courriers par mer.

1. Bouthillier s'excuse une fois du retard de ses dépêches, parce qu'il est nécessaire, après les avoir communiquées au Cardinal, de les porter au roi « ce qu'y est un grand temps perdu » (6 janv. 1634).

PREMIER CHAPITRE

Prépondérance de l'influence du Grand Pensionnaire de Hollande.

Difficultés entre les commissaires belges et hollandais au sujet des péages de l'Escaut et de la cession de Pernambouco. — Premières conférences de Charnacé avec Pauw et Knuyt.

La Zélande, la Frise et Groningue refusent de renoncer en faveur des Belges à l'établissement des péages sur l'Escaut. — D'Hauterive révèle aux Hollandais le manque de pouvoirs de Charnacé et l'étendue des concessions qu'il est autorisé à faire.

Le 1^{er} avril, les Hollandais remettent aux commissaires belges un ultimatum stipulant l'établissement de péages sur l'Escaut, et la continuation de la guerre aux colonies. — Charnacé offre aux États un subside de deux millions ou le secours de troupes françaises, mais les Hollandais espèrent encore obtenir la trêve.

Cependant Aerschot était de retour de Bruxelles depuis le 5 février. L'Infante avait d'abord pensé à charger d'une mission le peintre Rubens, en qui elle avait grande confiance. Le 19 janvier 1633, elle obtint pour lui un passeport des États des Provinces-Unies, mais le duc d'Aerschot la dissuada d'employer cet intermédiaire. Le 27 janvier, après discussion dans le conseil restreint formé par Aytona, Cordova et Roose, l'Infante accorda aux États belges, si ardents royalistes, un acte qui faisait d'eux et de leurs commissaires les « procureurs substituez de Sa Majesté » pour ces négociations. Cependant elle rédigea encore, avec ses ministres, une instruction dans laquelle étaient repris tous les articles proposés. La question de Bois-le-Duc serait ajournée; on céderait Bréda, avec un appoint de 300.000 écus, en échange de Pernambouco; on céderait Geldern en échange de l'Écluse et de l'île de Cadsand, et la navigation de l'Escaut resterait libre de péages,

« sans néanmoins venir à rupture pour cest article seulement » .

Les négociations avaient donc recommencé entre les députés belges et les États Généraux. Mais ceux-ci refusaient d'admettre le roi d'Espagne dans le traité tant qu'il n'aurait pas envoyé aux Belges des pouvoirs à ce sujet. Ils exigeaient encore comme premier article de la trêve la garantie immédiate des députés belges, qui hésitaient à la donner sans qu'elle fût ratifiée par le roi. Les Belges décidèrent enfin de tenter auprès de l'Infante une démarche, afin d'en obtenir cette autorisation, et ils envoyèrent à Bruxelles un d'entre eux, le député de Namur. Ils jugeaient d'ailleurs excessives les prétentions des Provinces-Unies. Celles-ci voulaient occuper et administrer en commun avec eux les ports des Flandres et demandaient, d'une part, la liberté de navigation sur le Rhin et la Meuse, et, d'autre part, le barrage des bouches de l'Escaut par des péages très élevés qui feraient passer tout le commerce d'Anvers à Flessingue et à Rotterdam. Toutes les infractions au traité relèveraient d'un tribunal mixte établi en Hollande. La clause du renvoi des troupes espagnoles n'avait pas la moindre chance d'être acceptée. Malgré le plaisir que le duc d'Aerschot et ses collègues eussent eu à les voir partir, ils restèrent fidèles à leurs instructions et rappelèrent que depuis la pacification de Gand (1576), ils avaient été obligés de réclamer l'intervention des troupes royales. Les Hollandais, de leur côté, refusaient d'accepter Bréda en échange de Pernambouco, déclarant qu'ils estimaient cette côte dénudée plus qu'un royaume, car elle leur servirait de base d'opérations pour conquérir les riches régions de l'intérieur. Le duc d'Aerschot, chargé par l'Infante d'employer au besoin la corruption pour obtenir la trêve, avait promis 30.000 florins à son cousin, le comte de Culemborg, s'il travaillait avec lui au

rétablissement de la paix. Le 12 février, le prince d'Orange dévoila ces menées aux États, et la Frise proposa d'obliger tous ceux qui avaient reçu des offres à les divulguer, sous peine d'être exclus de toutes les fonctions publiques. Mais le lendemain la province de Hollande fit ajourner ce projet afin d'éviter un scandale. Le 16 février, son grand pensionnaire Pauw admonesta sévèrement les députés belges et leur assura que s'ils ne faisaient pas d'autres concessions, les négociations seraient rompues. Le duc d'Aerschot et l'archevêque de Malines firent alors connaître l'ordre secret qu'ils avaient reçu de l'Infante, de céder Maestricht à la dernière extrémité. Néanmoins le prince d'Orange, craignant de se voir enlever tout le fruit de ses derniers succès, avait commencé à préparer la prochaine campagne avec une commission des États.

Le 14 février, Frédéric-Henri avait annoncé à Charnacé que les États désignaient sept commissaires pour traiter avec lui, mais notre agent avait répondu qu'il n'en accepterait pas plus d'un ou deux. Le 18 février, Pauw, Grand Pensionnaire de Hollande, chef du parti tréviste, et Knuyt, député de Zélande, conseiller ordinaire du prince d'Orange, furent sous l'influence de celui-ci, désignés par les États pour conférer avec l'envoyé français. La première conférence eut lieu le lendemain chez le stathouder. Mais celui-ci refusa d'y assister, prévoyant peut-être un échec et voulant en dégager sa responsabilité. Charnacé déclara aux deux commissaires que si, à une alliance offensive avec les Provinces-Unies, la France pouvait gagner l'Artois et la Flandre, il n'en était pas moins vrai qu'elle devait courir le risque d'être attaquée sur toutes ses frontières, et qu'elle avait donc le droit de se concerter d'abord avec les princes protestants d'Allemagne et de débattre les conditions d'un traité. La conclusion de la trêve présentait sans doute pour

la Hollande quelques avantages immédiats, mais elle déciderait la Suède à se contenter d'occuper les côtes de la Baltique, sans plus chercher à rendre le Palatinat à la reine de Bohême. De la sorte l'hégémonie des Habsbourg, n'étant plus menacée, redeviendrait plus formidable que jamais. Dans une nouvelle conférence, le 28 février, Pauw et Knuyt déclarèrent que si la France entrait en rupture avec l'Espagne, on lui offrirait le Luxembourg, le Namurois, le Hainaut, l'Artois et la Flandre wallonne, c'est-à-dire tous les pays de langue française. Mais Charnacé réclama la Flandre tout entière, estimant qu'il serait toujours temps de faire des concessions.

Le Père Joseph lui envoyait pour instructions d'accorder le moins possible aux Hollandais, sans toutefois les laisser s'engager par dépit avec les Espagnols, et il concluait : « C'est en quoy gist le secret de vostre affaire ». De son côté, le cardinal, d'après les dépêches qu'il recevait de Charnacé, adressa au roi, le 6 mars, l'avis suivant : « Les affaires d'Allemagne vont de bien en mieux. Charnassé escrit que la trefve ne s'avance point, qu'il donne parole que, si elle estoit prête à signer, messieurs les Estats rompront tout pour suivre les volontés du roy, s'il veut se déclarer ».

*
* *

Cette impression optimiste ne devait pas être de longue durée. Aerssen et l'ambassadeur de Suède, dans leurs entretiens avec Charnacé, croyaient à la conclusion de la trêve. Le 1^{er} mars, le député de Namur revint de Bruxelles avec les pouvoirs réguliers qu'il avait été demander à l'Infante. Aussitôt la Hollande, afin de hâter la conclusion de la trêve, proposa, dans la séance du 3 mars, de renoncer au contrôle des péages des ports flamands, mais elle suscita

contre elle la coalition de la Zélande, de la Frise et de Groningue. Dans ces provinces, le rude peuple calviniste désirait continuer contre le roi catholique une guerre qui donnait l'occasion de capturer les riches cargaisons des galions d'Amérique. S'il n'avait pas encore exigé la rupture des négociations, c'est qu'il espérait, par l'établissement des péages sur les bouches de l'Escaut et les ports flamands, attirer en Zélande tout le commerce des Flandres. Or, le contrôle de l'administration de ces villes était nécessaire pour maintenir les taxes suffisamment élevées. Aussi les députés zélandais déclarèrent-ils que si on renonçait à cette clause, ils ne prendraient plus part aux négociations, car ils ne recherchaient pas la guerre « par gayeté de cœur », mais le souci de la prospérité de leur province exigeait qu'ils eussent la surveillance du recouvrement des taxes à Dunkerque et à Ostende. Le 12 mars, dans l'assemblée des Etats Généraux, les Hollandais répondirent qu'il ne fallait pas compter traîner les négociations en longueur jusqu'à la saison où l'armée rentrait en campagne, car ils sauraient déjouer toutes les manœuvres favorables à la continuation de la guerre. Le prince d'Orange, en sa qualité de stathouder de la province de Zélande, engagea alors celle-ci à ne pas s'obstiner, sous peine de voir la majorité passer outre. En effet, la semaine suivante c'était le tour de la province de Hollande d'occuper la présidence pendant huit jours, et elle en profiterait pour faire adopter ses vues. Les députés zélandais ne voulant pas prendre sur eux d'abandonner leurs prétentions, il leur conseilla d'aller chercher de nouvelles instructions des États de leur province. Pendant ce temps, on traitait avec les Belges d'autres questions : la reddition de Rheinberg à l'électeur de Cologne, la remise en dépôt de Geldern à un tiers jusqu'au traité définitif de paix, et l'évacuation des Pays-Bas par les troupes espagnoles.

Charnacé qui, le 7 mars, en présence du prince d'Orange et d'Aerssen, avait eu avec Pauw et Knuyt une nouvelle entrevue sans résultat, recevait alors de Bouthillier de graves nouvelles. Le marquis de Châteauneuf, garde des sceaux, ayant été, le 25 février, emprisonné et remplacé par le président Séguier¹, son frère, M. d'Hauterive, avait rejoint le régiment français qu'il commandait en Hollande². Charnacé devait démontrer aux États Généraux la culpabilité de Hauterive et obtenir du prince d'Orange qu'il ne fût pas admis en Hollande³. Le roi voulait en effet « se deslivrer de tous les empeschemens qui l'occupoient au dedans, pour pouvoir agir plus puissamment au dehors ». Charnacé commença donc, le 13 mars, quelques démarches auprès du stathouder, pour en obtenir l'expulsion d'Hauterive. Mais celui-ci, qui venait d'arriver, avait reçu du prince d'Orange, par l'intermédiaire de M. de Puyguion, l'assurance qu'il ne serait pas inquiété. Charnacé accusait son collègue Baugy d'entretenir indirectement des relations avec Hauterive, et ajoutait : « à un homme soupçonneux comme moy, c'est assez pour me tenir en eschec et me mettre plus en peyne, comme je doibs vivre avec luy ». Par la suite, il se défia tellement de lui qu'il n'osait plus lui montrer ses

1. Châteauneuf et M^{me} de Chevreuse avaient, d'accord avec la reine-mère et Gaston d'Orléans, ourdi une conspiration qui avait pour but d'élever Châteauneuf à la place de Richelieu.

2. Charnacé avait eu d'abord toute confiance en la loyauté de d'Hauterive, car son *Journal* nous apprend que le 31 décembre 1632, à Orléans, il avait, d'accord avec le Cardinal, proposé au Père Joseph de charger d'Hauterive d'une mission auprès des Provinces-Unies, tandis que le maréchal d'Estrées aurait été délégué auprès de l'Union Évangélique et Béthunes auprès de l'Empereur. Mais ces noms ne furent pas agréés par le capucin.

3. L'arrivée de d'Hauterive était d'autant plus fâcheuse qu'il allait révéler aux Hollandais le manque de pouvoirs de Charnacé et l'étendue des concessions qu'il était autorisé à leur faire.

instructions. La princesse d'Orange déclara à Charnacé que d'Hauterive voulait aller à Bruxelles, puis à Gand, auprès de la reine-mère. Le stathouder finit par promettre de parler aux États pour en obtenir son expulsion. En même temps, avec d'Aerssen, conseiller ordinaire du prince d'Orange, Charnacé s'entretenait de la trêve, qui était exigée par Amsterdam et par toutes les grandes villes de la Hollande, et qui devait se faire si les Espagnols consentaient seulement à céder Pernambouco. Aussi Charnacé recevait-il à ce moment des instructions très pressantes. « Le sieur de Charnacé ne s'amusera pas à vouloir faire un traité qui joigne la France, les Hollandois et les Allemans ensemble, parce que cela tireroit en trop grande longueur; quand celui de la France et des Hollandais sera fait, on traitera l'autre à loisir ». Le roi écrivait: « Mon intention est d'entrer plus tost en rupture avec les Espagnols que de laisser faire la trêve ». Et Bouthillier ajoutait: « Je ne vous celerai pas que Mgr. le Card. n'ait un peu trouvé estrange que puisque vous jugez la treve si preste a estre conclue, vous n'ayez pas encore passé aux moiens que vous aves de la rompre; il ne fault point s'amuser davantage ».

Le 18 mars, les États Généraux avaient fait remettre à Charnacé un mémoire. Ils déclaraient que si la trêve était conclue, ils la feraient garantir par le roi de France, avec lequel ils contracteraient une alliance défensive, et ils continueraient à soutenir les princes protestants en Allemagne. Si les négociations de la trêve échouaient et si le roi de France attaquait les Pays-Bas, il recevrait le Luxembourg, le Hainaut, le Cambrésis et l'Artois, tout le reste, avec le Namurois et les Flandres, revenant aux Provinces-Unies. Sur la demande des États, Charnacé leur remit, le 23 mars, un mémoire de ses propositions. Ils devaient faire longtemps attendre leur réponse, car ils étaient

divisés et voulaient, avant de se prononcer, connaître les intentions des Espagnols. Cependant la trêve devenait de moins en moins probable, puisque les Hollandais déclaraient que les Belges devraient exécuter les clauses du traité dès sa signature, sans attendre la ratification du roi d'Espagne. Ils prétendaient même que cette trêve devrait être observée vis-à-vis d'eux par l'Empereur et par la Ligue catholique, mais qu'elle n'empêcherait pas la Compagnie des Indes Occidentales de garder Pernambouco et de continuer ses conquêtes dans les colonies espagnoles. Pourtant ils refusaient encore de contracter avec le roi de France une alliance qui les obligerait à continuer la guerre pendant un certain délai.

Sur ces entrefaites, Charnacé reçut de la cour des nouvelles importantes. Des voleurs ayant dévalisé le courrier d'Espagne ¹, on avait ramassé des dépêches adressées à l'Infante et au Marquis d'Aytona. Il en ressortait que les Espagnols étaient décidés à signer la trêve en leur nom, mais à faire continuer les hostilités par l'Empereur, à moins qu'on ne leur restituât Pernambouco, Maestricht, Ruremonde, Venloo, et toutes les conquêtes hollandaises de la dernière année. En ce cas ils rendraient Bréda et paieraient des indemnités. Le duc d'Olivarès ajoutait cependant qu'une alliance franco-hollandaise, « por

1. L'usage de dévaliser les courriers était alors couramment pratiqué (V. sur ce sujet l'ordre donné par le roi, le 13 février 1633, au capitaine Bonnefoy, lieutenant du guet de la ville de Paris, d'aller avec trois de ses archers sur la route de Bayonne pour détrousser le courrier d'Espagne; défense à tous prévôts et maréchaux d'intervenir. Aff. étr. Espagne, XVII, f° 201. V. aussi l'arrestation de notre agent Miré, neveu de Charnacé, à Brisach en décembre 1631). En 1636, au plus fort de la guerre, le gouvernement français chargea Mazarin de demander au pape de rétablir la liberté des courriers entre la France et l'Espagne (Aff. étr. Hollande, XVII, f° 425).

suos peccados », serait un malheur sans remède. Charnacé devait donc révéler ces vues au prince d'Orange et au Grand Pensionnaire, et les presser de conclure cette alliance. Dans le partage des Pays-Bas, il ferait attribuer à la France, d'une part, Marienbourg, Philippeville, Charleroi et Namur ; d'autre part, Gravelines, Dunkerque, Ostende, et la Flandre avec Bruges et Gand. Il fallait profiter des succès des Suédois en Allemagne pour traiter au plus tôt avec les Provinces-Unies. En effet, le côté dangereux de ces temporisations était que les Espagnols en profitaient pour diviser les protestants, porter leurs forces sur Trèves, et menacer la Lorraine et même l'Alsace.

*
* *

Les États généraux voulurent alors hâter les négociations, car on approchait de l'époque où l'armée quittait d'ordinaire ses quartiers d'hiver pour entrer en campagne. Le 31 mars, la Frise et Groningue firent lire et enregistrer une remontrance d'après laquelle le roi d'Espagne devait être exclu d'un traité entre les Provinces-Unies et les États *libres* des Pays-Bas. Le 1^{er} avril, les Hollandais remirent aux députés belges un ultimatum rédigé par Pauw, en exigeant une réponse catégorique dans les quinze jours. Quelques-uns des dix-huit articles de ce document seraient, suivant l'expression de Frédéric-Henri, soutenus « mordicus ». Voici quels étaient les points essentiels de ce nouveau projet : les Belges devaient présenter avant trois semaines un nouveau pouvoir du Roi, s'engager à faire ratifier le traité par leurs États, par l'Infante et par le Roi d'Espagne, et garantir la neutralité de l'Empire. On stipulait encore certaines satisfactions pour le prince d'Epinoÿ,

les comtes de Bergh, de Warfuzée et de Culemborg, et on maintenait les nombreux articles du traité de commerce sur le traitement de la nation la plus favorisée, la taxe du sel blanc, et les péages de l'Escaut et des ports flamands. On avait abandonné les clauses relatives au départ des troupes espagnoles et à l'administration en commun des ports flamands, mais on avait introduit un nouvel article de la plus haute importance : la guerre continuerait aux colonies. Aux protestations des Belges, les Hollandais répondirent qu'il serait trop difficile de faire un traité de paix pour les Indes et que, ces contrées n'ayant pas été mentionnées dans les trêves précédentes, le Roi d'Espagne en avait profité pour y continuer la guerre. La plupart des députés belges retournèrent à Bruxelles pour obtenir de l'Infante quelques concessions. Les Etats Généraux des Provinces-Unies avaient sans doute fixé un délai aussi court dans l'espoir que les États de Bruxelles, voulant la paix à tout prix et n'ayant pas le temps de prendre l'avis de Madrid, rompraient leur union avec l'Espagne.

L'absence prolongée des Belges nuisit beaucoup dans la République au parti de la paix, que le parti de la guerre ne perdait pas une occasion d'attaquer. Mais le prince d'Orange n'était pas encore hostile à la trêve. Le dimanche 3 avril, en sortant du prêche, les députés zélandais allèrent lui rendre visite et eurent avec lui un long entretien sur la situation. Il leur déclara qu'il était partisan d'une paix honorable et avantageuse. Si elle était conclue aux termes de l'ultimatum, la commission mixte prévue par le traité indemniserait les Zélandais des dommages causés à leur commerce. Il leur promit enfin que toutes les conditions de l'ultimatum seraient maintenues et qu'on n'abandonnerait pas la compagnie des Indes Occidentales, si redoutable pour le roi d'Espagne. A Charnacé lui-même, qui le 7 avril

avait eu une nouvelle conférence avec les commissaires des Etats, on voulut faire valoir tous les avantages des articles de l'ultimatum. « M. Pau mesme les vouloit (comme je croy) tirer de sa poche, lorsque M. le prince d'Orange, rompant l'assemblée, dist qu'il les falloit mettre au net et en meilleur françois. » Le lendemain d'ailleurs ils furent apportés à l'ambassadeur ordinaire, M. de Baugy, qui les lui communiqua. Knuyt, que Charnacé alla voir, prétendit que le stathouder était très mécontent de la trêve, et qu'il renouerait secrètement des négociations avec la France si celle-ci était disposée à lui céder la Flandre, Dunkerque et Gravelines. Mais notre diplomate était inquiet des véritables sentiments du prince d'Orange qui « à dire vray paroist peu estre de nos amis » et « pas fort affectionné au service de Sa Majesté ny de la France » mais est « assez fin pour faire accroire à tout le monde qu'il désire les choses où il les voit enclins, afin de les tenir tous à lui ». L'archevêque de Malines, en partant pour Bruxelles, avait déclaré que si les Provinces-Unies faisaient quelques concessions sur la complète évacuation des Pays-Bas par les Espagnols, la trêve pouvait être considérée comme conclue. Aussi les commissaires des Etats ne voulaient-ils plus promettre de continuer la guerre contre l'Espagne « quand le Roy (de France) la déclareroit à toute outrance. »

Charnacé s'excusait auprès du Cardinal de n'avoir pas encore demandé une audience pour parler lui-même dans l'assemblée des Etats « estant certain qu'au peu de segret qu'il y a es délibérations des Estatz populaires et divizes de factions comme l'est celuy-ci », ses propositions eussent été immédiatement connues des députés belges. Or, il voulait leur laisser ignorer le véritable caractère de sa mission et l'alliance franco-hollandaise qu'il préparait, afin qu'ils demeurassent « plus roides » dans leur résistance à l'ultima-

tum. Le 7 avril, il alla avec Knuyt à la maison de compagnie du prince d'Orange, qui, suivant son jeu habituel, prétendit que la trêve n'aboutirait pas et que le roi de France devait s'entendre avec les Provinces-Unies pour le partage des Pays-Bas. Dès que le stathouder fut de retour à La Haye, Charnacé alla le voir et chercha à lui faire accepter 100.000 écus sous prétexte de subvenir à ses dépenses particulières en campagne. N'ayant pu y arriver, il résolut d'offrir « deux ou trois mil escus par an tant que le traité durera à deux des amis d'Orange et à trois ou quatre de ceux qui sont les plus contraires à la guerre pour voir si l'on les peut changer. » Le 12 avril, il rédigea avec Knuyt un mémoire où il demandait aux Etats de poursuivre les opérations pendant trois années, et d'autoriser l'exercice de la religion catholique et le maintien des bénéfices ecclésiastiques dans toutes les places dont ils s'empareraient. En retour, il n'offrait aux États qu'un million payable en deux termes, en juin et en septembre, quoiqu'il fût autorisé par de nouvelles instructions à porter les subsides jusqu'à 2.500.000 livres pour épargner au roi l'obligation d'entrer en campagne. Le lendemain Charnacé, en remettant ce mémoire à Pauw, l'accompagna de l'offre d'une pension de 1.000 écus par an pendant toute la durée de la guerre. Puis il fit la même proposition à Knuyt, mais celui-ci voulait être chevalier de Saint-Michel si les articles du mémoire étaient acceptés. Le 18 avril, Charnacé eut une nouvelle conférence avec Pauw et Knuyt en présence de la reine de Bohême et du prince d'Orange. Mais, grâce à d'Hauterive, on connaissait l'étendue des sacrifices auxquels le gouvernement français était résigné pour empêcher la conclusion de la trêve. Les deux commissaires réclamaient donc deux millions de subsides, ne s'engageaient que pour un an à continuer la guerre, et ne laissaient au roi que la Flandre

Occidentale, entre la mer et l'Escaut, tandis qu'ils se réservaient Malines, le Brabant, le Hainaut et le Namurois.

Le 24 avril au matin, Knuyt proposa à Charnacé de rédiger un nouveau mémoire, ce qu'il fit aussitôt. D'après ce projet, les Provinces-Unies devaient promettre au roi de France de reprendre, dès la fin d'avril, une vigoureuse offensive, et de ne pas rouvrir avant deux ans de nouveaux pourparlers avec l'Espagne. Le roi signerait un traité dans lequel il pourrait, soit se racheter de toute coopération armée en portant les subsides à deux millions, soit supprimer le million qu'il payait depuis 1630, mais s'engager à attaquer les Espagnols dans deux mois, avec 10.000 fantassins et 1.000 chevaux auxquels les États joindraient 6.000 fantassins et 600 chevaux. Dans l'après-midi, Charnacé alla porter ce mémoire au prince d'Orange. Celui-ci promettait d'entrer en campagne dès le 25 mai et de concentrer ses troupes sur Emmerich, mais le parti tréviste avait fait choisir les représentants des États à l'armée parmi les députés favorables à la paix. Charnacé déclarait qu'on pouvait encore espérer un soulèvement des Pays-Bas espagnols, s'ils étaient envahis, au nord par les Hollandais, et au sud, par l'armée française de Picardie, tandis que l'armée française de Lorraine assiègerait Thionville et menacerait le Luxembourg. Mais il craignait que le prince d'Orange ne fût contraint de suivre les quatre provinces qui tenaient à la trêve. Peut-être serait-elle conclue à la rentrée des députés d'Utrecht et d'Over-Yssel, qui avaient dû aller consulter les États de leurs provinces.

Charnacé affirmait toutefois à Bouthillier sa volonté de rompre « cette négociation de paix dont la durée apporte beaucoup de préjudice aux affaires d'Allemagne et par conséquent à celles de toute l'Europe ». Il remit donc, le 29 avril, un nouveau mémoire à Pauw et Knuyt. Ils eurent

avec lui, le 9 mai, une conférence de quatre heures, et promirent que si, le 15 au soir, les députés belges n'avaient pas accepté leurs conditions, les négociations seraient définitivement rompues, et une alliance serait conclue avec la France. Mais ils l'avaient laissé une semaine sans réponse, « l'envie leur croissant de la trêve à mesure qu'elle semble diminuer aux Espagnols ». Car ceux-ci, tout en prolongeant les pourparlers, montraient quelque hésitation à traiter officiellement avec les Hollandais que leur roi considérait toujours comme des « subjects rebelles et hérétiques, auxquels il ne doit garder ni foy ni parole ». Enfin, le 13 mai, le duc d'Aerschot et l'archevêque de Malines furent de retour à La Haye.

Cependant Richelieu, estimant que le prince d'Orange « veut nous porter à la guerre à des conditions du tout avantageuses pour les États et ruineuses pour la France », approuvait notre agent de n'avoir pas cédé et écrivait : « Aussy ne prens-je la plume que pour vous assurer qu'en mon particulier je recognois que vous avez suivy les reigles de la prudence dont le cavalier Charnassé a donné des preuves en diverses occasions. » Et, de son côté, le Père Joseph lui déclarait qu'« un homme moins adroit que luy eut eu bien de la peine de ce bien conduire sur une mer agitée des vens si divers et ou il faut estre bon pilote ». Le Cardinal fut néanmoins obligé de donner un « avis sur la trêve des Pays-Bas » dans le Conseil du roi, afin d'y combattre l'alarme produite par la nouvelle du rejet des propositions de Charnacé. Il montra que la conclusion de la trêve réduirait la France à la défensive, mais ne lui ferait pas courir de danger immédiat. En effet le roi, au lieu de payer aux Hollandais deux millions de subsides, emploierait ceux-ci à fortifier Abbeville, Corbie, Doullens, Saint-Quentin et Péronne. De leur côté, les « Espagnols

avoient besoin de la trefve en Hollande que pour empescher la perte absolue de l'Allemagne et avoir lieu de conserver le trafic des Indes Occidentales dont ils tiroient l'âme de leur puissance ». Il leur faudrait donc, avant d'inquiéter la France, pacifier l'Allemagne et doubler leurs forces maritimes. D'ailleurs les Hollandais refusaient d'étendre la main aux colonies, mais l'Espagne ne se résoudrait jamais à ne voir conquérir le Brésil sans chercher à les arrêter en prenant les hostilités sur le continent.

DEUXIÈME CHAPITRE

Lutte d'influence entre la province de la Hollande favorable à la trêve et la compagnie des Indes Occidentales favorable à la guerre.

Le Prince d'Orange assiège Rheinberg. — Les commissaires belges accordent l'établissement de péages sur l'Escaut, mais refusent de céder Pernambouco et de laisser continuer les hostilités aux colonies. — Referendum des États Généraux aux États Provinciaux pour décider la paix ou la guerre. — Prise de Rheinberg.

L'Infante Isabelle écrit au Roi d'Espagne pour le prier de conclure la paix. — Le directeur de la Compagnie des Indes Occidentales, encouragé par Charnacé, expose aux États provinciaux de Hollande que la continuation de la guerre lui est nécessaire, et qu'il demandera le secours de la France. — On maintient, dans un nouvel ultimatum aux Belges, cette condition que la trêve ne s'étendra pas aux colonies.

Charnacé va s'entretenir à Arnheim avec le prince d'Orange, qui est partisan de l'alliance française. — Puis, à La Haye, il entre en conférence avec une commission des États Généraux. — Il reçoit du roi le pouvoir officiel de conclure un traité.

L'époque où l'on rentrait en campagne était arrivée. Vainement le parti de la paix s'efforça de retarder le départ du prince d'Orange. Malgré les protestations réitérées de la Hollande, il alla à Arnheim, où il avait concentré ses troupes. L'armée, trop faible pour menacer Bruxelles, ce qui eût eu une grande influence sur les négociations, se dirigea vers les pays rhénans et campa, le 15 mai, devant Rheinberg. Cette bicoque, dont le pont avait pour le passage du Rhin la même importance que celui de Maestricht pour le passage de la Meuse, avait été depuis cinquante ans prise et reprise tant de fois que le marquis de Spinola l'avait surnommée « la putana de la guerra ». On pensait se retourner ensuite sur Bréda et Anvers, dont on s'emparerait successivement.

Ces bruits de reprise des hostilités faisaient rentrer les députés belges en toute hâte à La Haye. Dès leur arrivée à Bruxelles, ils avaient envoyé une délégation à l'Infante. Celle-ci revenait toujours à son idée d'entamer directement des négociations avec les Hollandais. Cette fois, au lieu de Rubens, elle proposait un commis des finances, de Wouwere, mais les États Généraux de La Haye avaient refusé de lui accorder des passeports. Les ministres belges n'étaient pas disposés à de nouvelles concessions. Roose essaya vainement d'obtenir des États belges la renonciation à une de leurs prérogatives les plus importantes : le droit de refuser les impôts, qu'ils avaient fait valoir à La Haye comme un moyen de contrainte à l'égard du roi et de l'Espagne. Enfin, le 29 avril, il déclara franchement qu'il souhaitait la paix, mais ne pouvait autoriser les États à garantir le traité, chose « à laquelle iroit de sa teste pour le péril qu'il y auroit d'intéresser la souveraineté du roy » ¹. Le duc d'Aerschot alla se plaindre à l'Infante, et dire que « l'assemblée s'estoit trouvée grandement affligée, mescontente et irritée ». L'Infante désavoua donc Roose. Sur ces entrefaites, on apprit à Bruxelles que le prince d'Orange se préparait à entrer en campagne. On renvoya aussitôt quelques-uns des députés, pour annoncer aux États Généraux des Provinces-Unies que les autres suivraient dans peu de jours. Mais ceux-ci ne purent partir que le 10 mai. Roose hésitant à signer leur nouvelle instruction, l'Infante attesta, par écrit autographe, que son approbation n'était pas nécessaire pour la rendre valable. Les États ayant pris l'engagement de ne jamais faire une chose « directement ou indirectement qui ne seroit permise et séante à bons et fidèles subjects » ², le duc d'Aerschot fut autorisé à garantir

1. Gachard, Actes II. Proc.-verb. du 29 avril.

2. Gachard, Actes I, 286.

l'observation du traité et à promettre que les places concédées seraient remises aux Provinces-Unies dans les quinze jours. Au point de vue commercial, il pouvait accorder la fermeture de l'Escaut, et l'entrée du sel blanc hollandais dans les provinces belges, dont l'industrie saline se trouverait ainsi ruinée. Mais il avait à présenter bien d'autres exigences : la paix devait être valable pour toute l'étendue de l'empire espagnol et de ses colonies ; la restitution de Bréda devait être compensée par celle de Pernambouco ; enfin la mairie de Bois-le-Duc devait rester espagnole.

Dès le 13 mai, le jour de l'arrivée à La Haye du duc d'Aerschot et de l'archevêque de Malines, Charnacé, anxieux de connaître les dispositions des États Généraux, était allé voir Aerssen. Celui-ci, qui connaissait les instructions des Belges, lui avait déclaré que la trêve était impossible. En effet, avec autant de points litigieux, il était malaisé de s'accorder. On le vit aux conférences du 17 et du 19 mai, où l'on ressassait toujours les mêmes arguments. Le 20 mai, on s'occupa dans les États Généraux du résultat des conférences. Il était clair qu'il fallait, ou bien restreindre ses exigences, du moins sur la continuation de la guerre aux colonies, ou bien renoncer à la paix. La Zélande estimait que la réponse à l'ultimatum était insuffisante et que l'ennemi ne cherchait qu'à gagner du temps. Mais la Hollande, espérant encore arriver à la paix, fit reconnaître que pour cette question, comme pour toutes les affaires importantes, il fallait en référer aux États provinciaux : on ferait d'abord un résumé des réponses des Belges ; on discuterait les points sur lesquels on était divisé et peut-être arriverait-on à une résolution pacifique.

Charnacé se plaignait donc de ce que « ces bons seigneurs » après avoir exigé une réponse catégorique à leur

ultimatum, eussent accepté les explications du duc d'Aerschot, qui refusait 13 de leurs 18 articles. « Et ils ne le renvoient point; au contraire, ils sont tous alez à leurs provinces faire entendre la responce pour savoir ce qu'il leur plaist de rézoudre sur une chose si peu espérée et si esloignée de ce que l'on leur avoit promis à Mastrik. Ils doivent estre ici à la fin de la semaine » ¹. Comme le délai fixé pour les négociations était limité, et que les Belges voyaient que tout dépendait de la décision des États provinciaux, ils projetèrent de déterminer ceux-ci à la paix, et firent leurs préparatifs pour voyager dans la République. Mais les États Généraux refusèrent de les y autoriser, d'autant plus qu'ils n'avaient aucun doute sur la nature des arguments que comptaient employer les Belges. Les États leur envoyèrent donc le greffier Musch pour les prier de ne pas quitter La Haye. Un des Belges, qui, sous prétexte d'acheter des chevaux, était parti pour la Frise, reçut aussitôt l'ordre de revenir, parce que son passeport lui avait été délivré pour rester à La Haye et non pour parcourir le pays. Le duc d'Aerschot, se voyant interdire son suprême moyen d'action dans la République, repartit pour Bruxelles, tandis que son rival Charnacé, plus heureux, allait à Amsterdam fortifier les partisans de l'alliance française.

Charnacé, voyant les chances de paix diminuer tous les jours, ne voulait pas aller jusqu'à l'extrême limite des concessions qu'il était autorisé à faire aux Hollandais, et déclarait que ceux-ci « s'ils le sçavoient, luy mettroient le pied sur la gorge ». En effet, il était maintenant autorisé à promettre jusqu'à dix millions payables en trois ans pour obtenir la continuation de la guerre ². Mais il écrivait que

1. Aff. étr. Hollande, XIV, f° 266. Lettre du 23 mai à M. Charles Lumagne en la vieille rue du Temple, à Paris.

2. Aff. étr. Hollande, 15, f° 62.

la Zélande, Frise et Groningue approuvaient la guerre, que Over-Ysselet Utrecht s'en remettaient à la volonté du prince d'Orange, et que la Hollande elle-même était divisée, l'influence du stathouder ayant réussi à convertir certaines villes à la continuation des hostilités. Ces renseignements lui étaient fournis par Walta, qui était délégué par les États aux négociations avec l'Espagne, et par Knuyt, qui offrait toujours de travailler à « nouer une bonne intelligence entre Cardinal et Orenge ». D'ailleurs la compagnie des Indes Occidentales, encouragée par ses succès, ne voulait pas céder sur les questions de la liberté du commerce et de la possession de Pernambouco. La situation aux Indes rendait donc la reprise des hostilités inévitable, et dispensait la France de plus grandes concessions.

Pendant ce temps, le stathouder avait vigoureusement poussé le siège de Rheinberg et empêché les Espagnols de lui porter aucun secours. Aytona occupa l'important point stratégique de Stevensweert, sur la Meuse, où Gaston d'Orléans vint le rejoindre, et il s'y établit dans de fortes positions. Mais Rheinberg n'en ouvrit pas moins ses portes, le 4 juin, au prince d'Orange. La prise de cette ville plaçait tout le commerce du Rhin sous le contrôle de la République et mettait la Gueldre et l'OverYssel à l'abri de continuelles invasions; c'était un fait très important et on pouvait prévoir que le parti de la paix s'en trouverait affaibli. Aussi le roi de France et le cardinal de Richelieu écrivirent-ils au prince d'Orange pour le féliciter de son succès.

*
**

Cependant le duc d'Aerschot était revenu à La Haye. C'était avec l'espoir d'obtenir encore de l'Infante de plus larges concessions qu'il était allé à Bruxelles. Peut-être

satisferait-on les Hollandais en leur laissant le commerce dans quelques-unes des colonies espagnoles comme les Moluques, les Philippines et le Brésil, ou en donnant annuellement aux Compagnies une certaine quantité de sucre et d'épices. Mais l'Infante avait déjà atteint l'extrême limite des concessions qu'elle pouvait faire. Sur l'avis d'Aerschot, elle envoya au roi d'Espagne les instructions des députés et un rapport des négociations, afin qu'il pût constater s'ils avaient outrepassé leurs pouvoirs. Leur résistance avait amené les Hollandais à renoncer à leurs conditions primitives et à comprendre le roi dans les négociations. Ils avaient abandonné leurs propres intérêts, car leur industrie saline allait être ruinée par l'entrée des sels étrangers, de même que le commerce d'Anvers par la fermeture de l'Escaut. Pour racheter Pernambouco ils n'avaient offert que l'abandon de Bréda, qui d'ailleurs ne pouvait avoir lieu sans le consentement des États de cette province. Ils suppliaient donc le roi de leur accorder la paix. Après avoir fait cette démarche, l'Infante et Aerschot se résignèrent à attendre la réponse de Madrid.

On ne pouvait pas compter sur la condescendance des Provinces-Unies. Elles exigeaient qu'en Europe l'Espagne cédât la mairie de Bois-le-Duc et leur reconnût la liberté de commerce dans les Flandres. Or le duc d'Aerschot jugeait impossible de leur accorder cette dernière clause, parce que « les Hollandois attireroient à eux tout le négoce, pouvant faire pour cent escus ce que les Espagnols ne sauroient faire pour deux cents, ce qui seroit la ruine totale d'Espagne ¹ ». Le parti colonial, représenté par la Compagnie des Indes Occidentales, faisait d'autre part une vigoureuse opposition à la conclusion de la paix. Cette compa-

1. Aff. étr. Hollande, XIV, f^o 264. Lettre de Charnacé du 22 mai.

gnie, lorsque les États provinciaux de Hollande la consultèrent au sujet des négociations avec l'Espagne, répondit par un acte détaillé où sa situation était admirablement exposée. Elle occupait dans le pays une place prépondérante. Elle importait de grandes quantités de sucre, de soie, de cochenille, d'indigo, d'épices, de coton, d'ivoire, de tabac et d'autres marchandises, que le cabotage colportait à l'étranger après que des taxes très élevées avaient été perçues au profit de la République. Celle-ci tirait encore un plus grand profit de l'exportation des produits manufacturés aux colonies, qui s'élevait pour la Guinée seule à 500.000 florins. Souvent même la République était obligée de compter sur le secours de la Compagnie¹. Celle-ci en effet entretenait une flotte de 120 vaisseaux de guerre, tous largement garnis d'artillerie, et dont la moitié allait chaque année faire croisière en Amérique, tandis que l'autre moitié se tenait toujours à la disposition de la métropole. Les équipages, dont l'effectif atteignait 9.000 hommes, étaient commandés par d'habiles officiers, qui souvent passaient au service des États et, comme Pierre Kein, le conquérant de la flotte d'argent, pouvaient atteindre aux plus hautes charges. La valeur de cette flotte d'argent, capturée en 1628, s'élevait à 11 millions de florins. Aussi les Espagnols étaient-ils maintenant obligés de faire de grands frais pour envoyer des vaisseaux de guerre escorter les galions qui revenaient des Indes. Avec Pernambouco, le roi d'Espagne avait perdu les revenus de cette province, qu'on estimait à un million et demi par an ; la reconquête de Bahia lui avait coûté 10 millions et ensuite la Compagnie hollandaise avait encore saccagé Porto-Rico, Saint-Thomas, la Guyane, et d'autres colonies espagnoles, et pris de nombreux navires

1. Elle avait prêté 600.000 florins à l'État.

avec de riches cargaisons. Enfin en 1629, lorsque les Espagnols s'avançaient sur la Veluwe, la Compagnie avait fourni à l'État de l'argent et des munitions, et avait équipé l'armée qui allait défendre le sol de la patrie. Elle soutenait donc à bon droit que, dans la guerre, elle rendait beaucoup plus de services que les princes étrangers dont la République recherchait l'appui. Or, quelles seraient pour elle les conséquences de la paix? On avait autrefois tenté d'établir en Amérique des comptoirs de commerce et des colonies agricoles. Mais on reconnut bientôt que les indigènes restés libres de la domination espagnole avaient fort peu de besoins, et que leurs pays ne se prêtaient pas à la culture. En effet, les régions les plus favorables aux plantations avaient déjà été occupées par l'Espagne et le Portugal. D'ailleurs les habitants des Provinces-Unies n'étaient pas portés à l'émigration, puisque chacun pouvait facilement trouver du travail dans la métropole. Ainsi la Compagnie ne pouvait subsister ni par le commerce avec les indigènes, ni par l'exploitation des richesses agricoles, et elle ne vivait que de la guerre contre l'Espagne ¹.

Il était donc évident que la conclusion de la paix porterait à la Compagnie des Indes Occidentales un coup mortel, mais la situation était différente pour la Compagnie des Indes Orientales. Celle-ci cherchait son profit, non dans la capture des galions espagnols, mais dans le commerce des épices et des autres marchandises orientales. Les Hollandais avaient conquis quelques points importants, notamment aux Moluques, et à Java Coen avait fondé Batavia sur les ruines de Jacatra. On pouvait

1. La compagnie prévoyait si juste que dès la paix de Westphalie elle tomba dans une décadence rapide et dut, en 1674, être réorganisée. Elle poursuivit ensuite avec peine une misérable existence.

encore, par la continuation de la guerre, obtenir d'autres avantages, mais on s'était déjà solidement établi dans un assez grand nombre d'îles, car la puissance des Espagnols était la moins grande qu'au Brésil.

Dans quelques villes de la province de Hollande, dont les intérêts étaient mieux représentés par la Compagnie des Indes Orientales que par celle des Indes Occidentales, on était disposé à abandonner quelques-unes des exigences de celle-ci. Ainsi les régents d'Amsterdam furent d'avis qu'à toute extrémité on pourrait rendre Pernambouco. Mais les autres villes hollandaises ne voulaient pas aller si loin. De son côté, Charnacé encourageait dans sa résistance le directeur de la Compagnie des Indes Occidentales et lui offrait secrètement l'appui de son maître. Aussi le directeur déclarait-il dans l'assemblée des États que, afin de conserver Pernambouco, la Compagnie se donnerait à un prince étranger assez fort pour lui en assurer la possession. Cette menace avait « haussé merveilleusement le cœur » des partisans de la guerre, et lorsque on résuma l'ultimatum en cinq points on maintint cette clause, que la paix ne serait pas valable en dehors de l'Europe. On ajouta que les Belges devaient céder les villes de Bréda et de Geldern, donner une réponse catégorique au sujet de la fermeture de l'Escaut et enfin, pour signer les préliminaires, apporter des pouvoirs indiscutables et spécialement délivrés par le roi d'Espagne. Celui-ci devait, en outre, prendre l'engagement de ne plus porter secours à l'Empereur contre les princes protestants. Le 13 juin, ces conditions furent communiquées aux députés belges, qui déclarèrent ne pas être autorisés à les accepter. Les commissaires hollandais arrêtaient donc les séances, et quelques-uns d'entre eux quittèrent La Haye pour rejoindre l'armée. Comme les Belges, de leur côté, ne pouvaient encore présenter aucun pouvoir de

leur roi, la plupart résolurent de retourner à Bruxelles pour y travailler à la paix. Les autres devaient rester à La Haye et y continuer les négociations.

Charnacé prévoyait dès lors que le temps travaillerait pour lui, et il résistait aux instances de Bouthillier qui lui écrivait pour le presser de signer un traité : « C'est à vous de conclure sans attendre aucun ordre nouveau ; ces remises et dellaiz empeschent le Roy de prendre de nouvelles résolutions pour l'Allemagne, lesquelles il juge nécessaires pour le bien commun ; et cependant l'esté, qu'il n'est pas à propos de perdre sans rien faire, se passe en vaines négociations, ce qui est fort préjudiciable ».



Le prince d'Orange, après la prise de Rheinberg, voulait s'emparer de Geldern. Les États Généraux n'y ayant pas consenti, il s'établit avec son armée, à la fin de juin, à Boxtel, près de Bois-le-Duc. Sa femme y tint une cour très brillante pendant les six semaines qu'il passa à attendre des renforts suédois et allemands. Il était encore favorable à la paix, pourvu que les Espagnols acceptassent ses conditions. Mais le parti de la guerre devenait toujours plus nombreux. Même dans la province d'Utrecht, dont l'inclination à la paix était bien connue, la capitale, avant tout calviniste, protestait contre la continuation des négociations ; ses plaintes, étouffées dans les États de la province, s'adressaient directement aux États Généraux. Le parti de la paix n'était pas non plus éloigné de croire que la guerre seule pourrait obliger les Espagnols à traiter, mais il refusait de s'engager à poursuivre la guerre comme le désirait Charnacé. Celui-ci, appelé par Pauw et Knuyt pour reprendre

leurs conférences à Arnheim, où se trouvait le stathouder, arriva le 28 juin et remit à Frédéric-Henri les lettres de félicitations du roi et du Cardinal, qui lui valurent un accueil très cordial. Le 2 juillet, le prince d'Orange, au cours d'une discussion de quatre heures, réclama l'entrée en guerre de la France et la conquête des Pays-Bas ¹. Charnacé y consentait mais exigeait en retour la rupture immédiate des négociations avec l'Espagne et la liberté de conscience pour les catholiques. Frédéric-Henri l'invita alors à conférer sur-le-champ avec quelques députés dont Knuyt. Celui-ci était d'avis de hâter la conclusion d'un traité d'alliance avec la France, car il venait d'apprendre avec irritation que Dordrecht, Amsterdam, Rotterdam et Delft avaient décidé d'abandonner la Compagnie des Indes Occidentales et avaient fait des avances au duc d'Aerschot.

Charnacé revint ensuite à La Haye, où, le 7 juillet, ses propositions furent discutées dans l'Assemblée des États généraux. Mais la majorité refusait encore de se lier définitivement à la France. Le 12, notre ambassadeur accepta d'entrer en conférences avec huit députés : pour la Hollande, Pauw et Nortwick ; pour la Zélande, Knuyt ; pour la Frise, Walta ; pour Groningue, Schafer ; pour Utrecht, Ploos ; pour l'Over-Yssel, Haersolte, et pour la Gueldre, le comte de Culemborg, chez lequel se tenaient quelquefois les séances ². Mais dans ces conférences Charnacé chercha vainement à prouver son caractère officiel et à réfuter les allégations de Pauw, de Nortwick et surtout d'Haersolte « Espagnol découvert et public ».

Dès le 29 juillet, Charnacé retourna à Arnheim, où il eut une nouvelle entrevue de quatre heures avec le prince

1. Aff. étr. Hollande, XIV, f° 345. Lettre de Charnacé du 11 juillet.

2. Aff. étr. Hollande, XIV, f° 353. Lettre de Charnacé du 18 juillet.

d'Orange. Celui-ci semblait désireux de poursuivre ces négociations, pourvu que l'adhésion du roi y fût formellement établie. Charnacé reçut enfin du roi, outre le pouvoir officiel de conclure un traité, l'autorisation de verser 100.000 livres à la Compagnie des Indes Occidentales et d'annoncer à Knuyt qu'on lui remettrait le cordon de saint Michel et un brevet de pension de 2.000 livres ¹. On permettait aux Hollandais d'employer Calais pour y débarquer des troupes et on leur promettait deux régiments dont l'un serait commandé par Charnacé. Dans son ignorance de la constitution de la République, Bouthillier, secrétaire d'État aux affaires étrangères, lui écrivait : « Sur ce que vous nous avez mandé qu'il y a quatre provinces qui concluent à la trêve et trois à la guerre, nous sommes en peine de savoir si la pluralité des voix l'emporte, ou bien si ce qu'on m'a dit est véritable que la trêve ne se peut faire si une seule province y contrarie ». Or, la France avait pour elle six provinces ; seule la Hollande, et principalement les villes d'Amsterdam et Rotterdam, refusaient de se rendre. Le 7 et le 11 août, Culemborg, Nortwicket Knuyt vinrent trouver Charnacé pour discuter les conditions de leur rupture avec l'Espagne, mais ils ne voulaient prendre aucun engagement tant qu'il leur resterait quelque espoir d'amener la Régence de Bruxelles à accepter leurs propositions. Le 12 août, Charnacé écrivait à Brézé ² : « Hier nous devions conclure notre traité par lequel ils s'obligeoient à ne plus entendre a accommodement aucun (avec l'Espagne) et aujourd'hui ils remettent à leur retour de l'armée où ils s'en vont maintenant ».

1. Cette nomination, que Charnacé réclamait depuis longtemps, avait été retardée par les scrupules de Louis XIII, qui répugnait à conférer à un protestant cet ordre réservé aux catholiques.

2. Aff. étr. Hollande, XIV, f° 380.

Les événements étaient pourtant favorables. La flotte de la Compagnie des Indes Orientales était arrivée à bon port avec une riche cargaison évaluée à 9 millions, tandis que celle de la Compagnie des Indes Occidentales capturait encore sur les vaisseaux espagnols 1.400 caisses de sucre. Charnacé estimait que Malines et Louvain allaient être enlevées d'emblée, grâce aux renforts allemands et suédois. En effet, le général hessois Mélander venait de remporter sur Mérode la victoire d'Oldendorp qui lui ouvrait toute la Westphalie. Or, depuis le commencement de l'année, le landgrave de Hesse offrait ses services pour une invasion en Belgique. De son côté le prince d'Orange avait, dès la fin de février, pris ses dispositions avec Oxenstierna pour le cas où les négociations de la trêve n'aboutiraient pas. On attirerait dans la République, pour quelque temps, un grand nombre de Suédois n'étaient plus nécessaires en Allemagne. On pourrait alors envahir la Belgique, et, comme on l'espérait, pousser la population à la révolte. Enfin, le 11 août, après six semaines d'attente, le prince d'Orange annonçait aux États que ces renforts suédois si impatiemment attendus étaient arrivés sur le Rhin.

L'Assemblée se montra fort satisfaite de ses plans de campagne et adressa à M. de Baugy, notre ambassadeur ordinaire, un mémoire ¹ où elle déclarait que, en raison du mauvais vouloir évident du roi d'Espagne et des Belges, elle se voyait obligée de reprendre la guerre et désirait voir son exemple suivi par les protestants d'Allemagne. On consacra le 24 août à la prière et la pénitence pour assurer l'assistance divine aux armes de la République. Mais on cherchait surtout à effrayer l'Espagne par un grand déploiement des forces et à l'amener à accepter les conditions de la Hollande.

1. Aff. étr. Hollande, XIV, f° 394.

TROISIÈME CHAPITRE

L'influence du stathouder décide la rupture des négociations de la trêve

Le roi d'Espagne refuse d'accepter les conditions de paix dictées par les Hollandais. — Pamphlets publiés dans les provinces belges. — Le prince d'Orange, renforcé de troupes suédoises, se dispose à attaquer l'armée espagnole, mais est arrêté par les commissaires de la province de Hollande. — Il rentre à La Haye.

Le duc de Feria, gouverneur du Milanais, essaie d'amener une armée espagnole dans les Pays-Bas. — Le 18 novembre Charnacé est reçu en audience solennelle par les États Généraux. — Il gagne des partisans à l'alliance française. — Le stathouder est résolu à faire rompre les négociations de la trêve.

Le duc d'Aerschot est envoyé par les États belges auprès du roi d'Espagne, pour plaider la cause de la paix. — Mais Gerbier livre à la Régence de Bruxelles les détails du complot des nobles belges. — La mort de l'Infante le 1^{er} décembre, décide la rupture des négociations de la trêve. — Les commissaires belges quittent La Haye le 27 décembre — Dissolution des États Généraux des provinces belges.

De son côté, le roi d'Espagne n'était pas plus disposé qu'avant à céder ¹. Il écrivait le 12 juin à l'Infante qu'il ne croyait pas que la paix pût être conclue. Il déclarait qu'il n'accepterait jamais une trêve dans laquelle les Indes ne seraient pas comprises et la rétrocession de Pernambouco ne serait pas stipulée. Au lieu de renouveler, comme l'Infante le demandait, les pleins pouvoirs qu'il lui avait accordés en 1629, il les restreignait.

Mais l'opinion publique, dans les provinces belges, était loin d'approuver cette attitude intransigeante. Le professeur Puteanus, de Louvain, avait écrit un livre intitulé

1. Gachard, Actes II, 668. Philippe IV considérait toujours les confédérés d'Utrecht comme « rebelles », et c'est à ce titre que, en 1636, il refusait de les admettre au Congrès qui devait s'ouvrir à Cologne.

« *Statera belli et pacis* », dans lequel, après avoir tracé un parallèle entre les avantages de la guerre et ceux de la paix, il vantait la modération du prince d'Orange et l'opposait à l'ambition du roi d'Espagne. Naturellement ce pamphlet fut interdit dès son apparition. Roose fit même rédiger par Barlaens une réponse, « *l'Anti-Puteanus* » et la fit imprimer. Mais les États belges craignaient que la propagation d'un pareil livre avec l'approbation du gouvernement ne pût nuire aux chances de paix ou même donner aux Hollandais un prétexte pour rompre les négociations. Ils réclamèrent donc l'interdiction de « *l'Anti-Puteanus* », et d'un autre pamphlet intitulé « *Remarques de Religion et d'Etat sur le mandement des estats rebelles et l'indiction par eux faite d'un jusne général et jour de prières...* ». Par où se verra provisionnellement le tort qu'ils ont de par le dict mandement nous imputer la rupture du traité de trêve, qu'eux-mêmes ont violé sous espoir de ruiner la religion catholique et les affaires de Sa Majesté en ces Pays-Bas ». D'ailleurs, à ces pamphlets favorables à l'Espagne, le prince d'Espinoy répondit par un autre intitulé « *la plainte des Flamands* » et en fit distribuer de nombreux exemplaires aux députés des États belges. Mais ceux-ci, sans les lire, les remirent aussitôt au marquis d'Aytona.

Les États belges revinrent alors à leur premier projet, celui d'envoyer une députation en Espagne. Le duc d'Aerschot était tout désigné pour cette mission, et il se déclara prêt à partir pour Madrid avec l'archevêque d'Ypres. Mais on craignait que pendant son absence, l'influence de l'Infante ne rencontrant plus d'obstacles, l'assemblée des États ne fût dissoute ou, sous prétexte de nouvelles nominations de magistrats des villes, remplie des créatures de Roose. Les États adressèrent à l'Infante une supplique pour

lui demander l'engagement de ne pas prononcer leur dissolution. Celle-ci devait en effet entraîner la rupture totale des négociations, « laissant à part les autres grandissimes inconvénients et désordres qui en pourroient résulter ¹. — » Mais l'Infante savait que le roi n'attendait qu'une occasion favorable pour renvoyer les membres des États chez eux. Elle répondit qu'elle ne pouvait promettre de laisser continuer les séances en l'absence du duc d'Aerschot « à cause de certain ordre qu'elle avait reçu de Sa Majesté ² ». L'assemblée consternée avait donc ajourné le départ d'Aerschot et fait revendre les chevaux achetés pour son voyage, lorsque tout à coup, le 16 août, l'Infante fit savoir qu'elle désirait vivement l'envoi de cette députation en Espagne. Sa correspondance avec le roi nous livre le secret de cette évolution. Elle lui écrivait en effet, le 20 août, qu'elle voulait éloigner le duc d'Aerschot des États sur lesquels il exerçait une si grande influence. En outre le gouvernement de Bruxelles soupçonnait depuis longtemps déjà plusieurs nobles, sans avoir pu contre aucun d'eux trouver de preuves décisives. Peut-être aussi avait-il pensé que le moment favorable à une répression énergique n'était pas encore venu. Mais maintenant, par l'intermédiaire de l'abbé de Scaglia, on essayait d'acheter la trahison de Gerbier qui avait si longtemps intrigué avec la noblesse. Il se plaignait sans cesse à son gouvernement de la cherté de la vie à Bruxelles et du paiement irrégulier de son traitement, et il avait toujours des embarras d'argent. Il entra donc en négociations avec la Régence belge pour fixer le prix dont seraient payées ses révélations. Mais comme il exigeait une récompense royale et que le trésor du gou-

¹. Gachard, Actes II, Proc.-verb. des États généraux, 14 août 1633.

². Gachard, Actes II, 683.

vernement était à peu près vide; l'affaire traîna en longueur.

Cependant les États Généraux des Provinces-Unies s'étaient mis en mesure d'imposer la paix à l'Espagne, puisque celle-ci refusait de s'y prêter de bonne grâce ¹. A Bruxelles, on avait vu avec quelque étonnement la longue inaction du prince d'Orange, mais lorsqu'on apprit que son armée venait d'être renforcée par les Suédois, on craignit que tout ne fût perdu. Les portes de la ville furent fermées, des armes furent distribuées aux tireurs, et les États invitèrent même l'Infante à décréter la levée en masse et d'autres mesures de résistance. Le prince d'Orange se dirigea d'abord vers Eindhoven. Aytona s'était retranché dans les environs de Weert où le passage était barré aux troupes hollandaises par Torfmoor Peel, l'ancienne limite entre le Brabant et la Gueldre. Quand le stathouder vit qu'il ne pouvait débusquer l'ennemi de ses fortes positions, il se jeta à l'ouest et menaça Bréda. Aytona mit alors son armée en mouvement pour couvrir le Brabant contre une invasion, mais ayant dû, faute de fourrage, détacher sa cavalerie au loin, il se trouva bientôt dans un grand danger. Gerbier écrivit à son maître qu'Aytona s'était tenu pendant cinq jours dans un village complètement à découvert, et que s'il n'avait pas été écrasé, il le devait uniquement à la prudence timorée du prince d'Orange, aussi peu pressé que son frère Maurice d'engager une action tant que le succès n'était pas certain.

Le stathouder avait en effet refusé de profiter du désarroi des Espagnols pour tenter une marche directe sur Bruxelles et Gand, ne voulant pas « hasarder en une heure ce qui avait été conquis en soixante ans ». Quand il eut concentré toutes ses troupes, qui, avec les renforts suédois, comp-

1. Aff. étr. Hollande, XIV, f^o 400. Lettre de Charnacé du 13 août.

taient 9.000 chevaux et 22.000 fantassins, il se disposa à attaquer l'armée ennemie forte de 18.000 fantassins et 7.000 chevaux. Mais ses moindres mouvements étaient entravés par la constitution même de la République. « Il y a ici auprès de lui les députez de messieurs les Estats Generaux qui le retiennent forcément, outre les ordres de la Haye qui le lient et l'astraignent à faire ce qu'il leur plaist. » Le prince d'Orange proposait d'occuper Hasselt, d'où l'on pouvait se porter sur Louvain ou Bruxelles. Mais Pauw et les commissaires de la Hollande voulaient retenir l'armée au siège de Bréda, et finirent par lui faire refuser l'autorisation d'hiverner en pays ennemi. Charnacé déclarait que Pauw, auquel il n'avait pu offrir qu'une pension de 2.000 écus, avait été gagné par les Espagnols au prix de 30.000 livres comptant et d'une pension de 7.500 livres. De même les députés Haersolte, d'Over-Yssel, Ploos, d'Utrecht, et le comte de Culemborg, de Gueldre, s'étaient vendus à l'Espagne. La France pouvait compter sur les députés de Frise et de Groningue, puis sur Knuyt et Aerssen. Mais l'influence de Pauw demeurait prépondérante et elle seule faisait rester à La Haye les quatre députés belges.

Le 7 octobre, Charnacé feignit de vouloir partir, afin que le stathouder lui exprimât son vif mécontentement des États. Mais quoique le prince fût maintenant contraire à la trêve, « sa femme a un infiny pouvoir sur luy, et par des petitiz interestz de femme est passionnement pour la treve ». Cependant l'approche de l'hiver allait obliger l'armée déjà arrivée devant Maestricht à rentrer dans ses garnisons. Le stathouder décida donc de retourner aussitôt à La Haye, ne voulant pas que ses adversaires fissent la trêve avec l'Espagne « sous sa moustache ». Charnacé écrivait ¹ : « Le prince

1. Groen van Prinsterer, III, XXXVIII, lettre du 11 octobre.

d'Orange est pis que jamais avec les Estats Generaux, particulièrement avec quelques-uns de Hollande qui menent le reste. Ils s'estoit comme fait fort d'obtenir que l'on renvoyast de La Haye les quatre deputez de Brabant qui y sont il y a si longtemps; mais ces trois ou quatre de la province de Hollande s'y estans, à la sollicitation de M. Pau, ouvertement opposez ils y sont demeurez, dont il me parla confidemment, et, en suite de plusieurs autres choses, me dit que ces messieurs là n'en estoient pas encore où ils pensoient; que la trêve ne se feroit pas comme cela par faction s'il plaisoit au Roy de tenir bon, et que l'on ne luy fait pas comme à son feu frère à l'autre trêve; qu'il parleroit autrement, estant de retour à La Haye, qu'il n'avoit fait par le passé ». A ce langage il était facile de reconnaître que le double jeu et l'attitude expectante adoptés par les États depuis le mois de mai allaient prendre fin. Les négociations de paix entraient dans une nouvelle phase qui devait aboutir rapidement à une rupture.

*
* *

Charnacé avait reçu les nouvelles instructions qui devaient le guider dans cet effort décisif. Le duc de Feria, gouverneur du Milanais, avait entrepris de conduire aux Pays-Bas une armée de 12.000 fantassins et 2.000 chevaux. Cet effectif avait diminué du tiers pendant la traversée de la Valteline et du Tyrol, mais le duc venait d'être renforcé par Aldringer et disposait maintenant de 20.000 hommes. Il ne pouvait être arrêté que par Horn, le général suédois que les Suisses avaient obligé à lever le siège de Constance. Mais Horn, joint à Bernard de Weimar et au comte palatin de Birkenfeld, n'avait pas plus de 12.000

fantassins et fort peu de cavalerie. Le Cardinal se préoccupait donc vivement des affaires d'Allemagne ¹, car des ambassadeurs de la Suède et des quatre cercles rhénans étaient arrivés à la cour déclarant que, si le roi d'Espagne pouvait conclure une trêve avec la Hollande, il ferait descendre en Alsace toutes ses troupes du Milanais et des Pays-Bas. En conséquence, Charnacé avait mission de remettre à Knuyt le collier de Saint-Michel et de distribuer 100.000 livres aux anti-trêvistes. Si enfin toutes ses tentatives échouaient, on lui envoyait un ordre officiel de rappel qu'il pourrait montrer au stathouder et aux États pour les décider à lui faire une prompte réponse.

Ces instructions lui parvinrent pendant qu'il suivait le prince d'Orange à Nimègue et Berg-op-Zoom. Le parti de la guerre devenait de plus en plus nombreux dans la république. Depuis le commencement d'août, Frédéric-Henri avait compris que l'Espagne n'était pas assez bas pour accepter son ultimatum. D'ailleurs, les entretiens qu'il avait eus avec Charnacé à Arnheim et à Bois-le-Duc l'avaient entièrement converti à l'alliance française. Au mois d'octobre, il s'était efforcé de faire congédier les députés belges ; la résistance de la Hollande l'avait encore fait échouer, mais on rappela aux Belges qu'ils étaient venus à la Haye pour y négocier, et non pour s'y établir à demeure. Les Hollandais n'en craignaient pas moins d'avoir, par leurs longueurs, perdu à la fois leurs chances de conclure la paix et celles d'obtenir une alliance avantageuse de la France. Le 15 novembre, Charnacé communiqua au prince d'Orange son ordre de rappel. Le prince lui demanda alors de ne pas partir avant d'avoir reçu la réponse des États à son mémoire du 24 avril.

1. Avenel, IV, p. 487. Lettre à Charnacé.

Le lendemain Charnacé sollicita donc de Walta, président de semaine, une audience dans l'assemblée des États. On la lui promit pour le 18, et, en effet, ce jour-là, les États envoyèrent leur greffier Musch pour lui demander comment il voulait être reçu. Il les pria de se conformer à leurs usages. Il ne parla qu'à une partie des États, car les députés de Gueldre et ceux d'Utrecht se trouvaient respectivement dans leurs assemblées provinciales. Il prit un ton très amer, ¹ se plaignant des retards calculés qu'on apportait à ses négociations ; cette attitude blessante et les ordres formels qu'il recevait de la cour l'eussent décidé à rentrer en France, si par dessus tout il n'avait eu à cœur les intérêts des alliés protestants du roi. « Je persiste dans ma patience, s'écria-t-il, pensant que les retards ont plustost procédé de la constitution de votre gouvernement et de votre façon ordinaire d'agir, retenue et considérée, que non pas de mauvaise volonté et d'aversion que vous ayez à la France. » Quelques auditeurs trouvèrent que Charnacé avait parlé « rudement ». Le lendemain le prince d'Orange l'invita à remettre son discours par écrit. Les États le prièrent d'attendre leur réponse jusqu'à la fin de la semaine, où les députés de Gueldre et d'Utrecht seraient de retour à La Haye.

Pendant ce temps, il cherchait à gagner des partisans. Il pressait son gouvernement de payer Haultain, gouverneur de l'Ecluse, qui avait commandé la flotte hollandaise devant La Rochelle et perdu des vaisseaux dont il n'avait jamais été indemnisé : « il est la province de Zélande où il a quantité de parens et quelques amis ; il est du bon parti, passionné contre la treve pour l'intérêt de son gouver-

1. Aff. étr. Hollande, XIV, f° 507. Discours fait à M^{rs}. les Estats, 18 novembre.

ement et pour la faction où il est des Gomaristes contre les Arminiens, tous trevistes¹ ». Afin de combattre les menées de l'Haersolte, Arminien déclaré, il était nécessaire de gagner Nortwick, député des nobles hollandais aux Etats Généraux et beau-père de Ripperda, député influent d'Over-Yssel. Il allait faire un présent à son fils ainsi qu'à celui de Vosbergen, qui se trouvaient tous deux en France. Charnacé déclarait que son plus ferme appui auprès du prince d'Orange venait d'Aerssen, qui passait pour chef des Gomaristes en Hollande et avait grand pouvoir sur deux ou trois provinces. Il demandait donc que le Cardinal flattât son amour-propre en lui écrivant une lettre personnelle pour l'encourager dans ses bonnes dispositions à notre égard. Le 24 novembre, Charnacé s'adressa encore aux directeurs de la Compagnie des Indes Occidentales pour leur offrir 100.000 rixdales (environ 400.000 livres) à condition que la France eût connaissance de leurs affaires, inspection de leurs livres et voix délibérative dans leurs assemblées ; elle aurait pour représentant un Hollandais intéressé dans la compagnie ou un Français muni de lettres au grand sceau du roi ; les actions seraient achetées au taux courant de 75 écus au lieu de 100². Le 2 décembre, les directeurs lui répondirent ne pouvoir traiter avec lui à ces conditions.

Mais le prince d'Orange poussait de plus en plus à la conclusion d'un traité avec la France³, et les Etats, inquiets des revers des Suédois en Silésie et des succès de Faria en Alsace, conjuraient notre ambassadeur de retarder son départ. Comme les députés belges venaient d'annoncer la mission de l'Aerschot en Espagne et demandaient à rester à La Haye jusqu'à son retour, Frédéric-Henri résolut de les faire

1. Aff. étr. Hollande, XIV, f° 511, 21 novembre.

2. Aff. étr. Hollande, f° 519, 24 novembre.

3. Aff. étr. Hollande, f° 529, 28 novembre.

partir et d'obtenir pour cela le consentement des États de Hollande. Il eut à ce sujet un important entretien avec Aerssen ¹. Celui-ci lui montrait trois partis à suivre : soit d'aller lui-même à Amsterdam, dans l'assemblée des États de Hollande, soit d'y faire parler en son nom par Pauw, le chef des trévistes, ce qui eût été fort habile, soit enfin « que le Conseil d'État dont il est et dont il se fait fort, aille en corps dans la (dite) assemblée de la province d'Hollande dire, de leur part et de la sienne, ce qu'ils jugent utile au bien de cet estat en cette occasion ». Mais un événement décisif épargna au stathouder la peine de rompre lui-même les négociations de la trêve, car les députés belges vinrent lui annoncer que l'Infante était morte dans la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre. Frédéric-Henri leur proposa d'en profiter pour se soulever contre la tyrannie espagnole ², et demanda à Charnacé quel sort pourrait avoir cette proposition. Notre ambassadeur répondit que jamais un député belge ne consentirait à transmettre de pareilles offres, car « il n'y risquerait que la vie. » Il était cependant nécessaire d'arrêter par une diversion la marche des Espagnols des Pays-Bas vers la Moselle. Le prince déclara donc que si la mort de l'Infante ne suffisait pas à les arrêter, il enverrait 4,000 hommes et toute sa cavalerie vers Maestricht, pour menacer à la fois le Brabant et le Luxembourg.

Les événements s'étaient en effet précipités dans les Pays-Bas avec une rapidité inattendue, et avaient d'abord amené la répression du complot belge. Les négociations avaient été reprises avec Gerbier, à la suite d'un ordre de Philippe IV de payer la somme demandée. L'envoyé anglais voulait la toucher en argent comptant et ne rien

1. Aff. étr. Hollande, f° 526.

2. Aff. étr. Hollande, XIV, f° 534, 5 décembre.

fixer par écrit, mais seulement faire verbalement ses révélations à une personne de confiance. Le 12 novembre, l'Infante annonçait au roi que, ne sachant pas encore si Aerschot avait pris part à la conjuration, elle l'envoyait néanmoins en Espagne, où il fallait le retenir le plus longtemps possible. Les États belges insistaient pour son départ, car les députés restés à La Haye avaient écrit que si les pouvoirs de Madrid n'arrivaient pas avant six semaines, rien ne pourrait empêcher les Hollandais de rompre définitivement les négociations de la trêve. Un « dernier remède » semblait pouvoir être fourni par l'intervention d'Aerschot auprès du roi. Il avait été mis en garde par divers avis, et ses parents cherchèrent à le retenir. Pourtant il se décida à tenter le voyage, car l'intérêt du pays justifiait cet ordre de l'Infante. A celle-ci il demanda encore une fois si pendant son absence on arrêterait les séances des États. Mais il dut se contenter d'une réponse bien vague, car « il luy sembloit qu'elle l'assura assez. » Au moment du départ, l'archevêque d'Ypres, qui devait l'accompagner, tomba malade. Enfin, le 16 novembre, le duc d'Aerschot quitta Bruxelles, qu'il ne devait jamais revoir.

Pendant ce temps Isabelle avait réuni la somme réclamée par Gerbier. On l'avait prise sur le budget de l'armée, car il semblait préférable de laisser les troupes sans solde que de laisser un complot mettre en péril la tranquillité du pays. Une nuit donc, un moine courbé sous le poids de l'or vint trouver Gerbier, qui lui dévoila ce qu'il savait des relations de la noblesse belge avec les rois de France et d'Angleterre et le prince d'Orange. Le Père Philippe, qui reçut ainsi ses révélations, fut aussitôt envoyé en Espagne pour mettre le roi au courant de tout. Gerbier écrivit ensuite à son gouvernement que le complot avait été découvert à la suite d'une trahison dont un bruit calomnieux l'accusait

d'être l'auteur. « Je vais me trouver dans une fâcheuse situation, mais je laisserai passer l'orage comme il convient à un envoyé qui a deux oreilles pour entendre, mais pas de langue pour répondre à de pareilles accusations ». Afin d'écarter tout soupçon, il adressa en Angleterre, quelques semaines plus tard, une pressante demande d'argent ¹.

Avant qu'on eût pu tirer parti de ses révélations, était survenue la mort de l'Infante. Les affaires de l'État n'avaient jamais souffert de sa longue maladie. Elle savait en effet mettre une énergie toujours croissante à dominer sa faiblesse. Mais le roi la payait d'ingratitude parce qu'elle ne subordonnait pas entièrement les intérêts des Belges à ceux de l'Espagne. L'état des finances était si misérable qu'on ne put songer à faire à l'Infante des funérailles dignes de son rang. Aytona, chargé de l'exécution de ses dernières volontés, sollicita du roi l'autorisation de racheter ses bijoux au mont-de-piété ². Philippe IV avait depuis longtemps pris ses mesures et désigné les membres d'un conseil de régence dans lequel se trouvaient Aerschot et Aytona. A celui-ci le gouvernement était provisoirement confié jusqu'à l'arrivée du nouveau régent, le Cardinal-Infant Ferdinand, frère du roi. Les chances de paix, déjà si faibles, se trouvèrent encore amoindries. Bien que les Hollandais jugeassent insuffisants les pouvoirs délivrés par l'Infante Isabelle, ils n'en formaient pas moins la base des négociations. Or la mort de l'Infante les annulait. Les États belges virent que

1. Prêt à toutes les bassesses pour plaire au pouvoir, il osa, peu de temps après la mort de son bienfaiteur Charles I^{er} sur l'échafaud, publier un pamphlet intitulé *The non-such Charles* dans lequel il l'accusait d'avoir révélé ses négociations au roi d'Espagne. (*The non-such Charles, his character extracted out of divers originall transactions, dispatches etc. London 1651*).

2. O. Yuste : *Conspiration de la noblesse belge. Bruxelles, 1851*, p. 65.

dans la république le parti de la guerre pourrait trouver là un bon prétexte pour rompre les négociations. Ils invitèrent donc leurs députés à La Haye à s'occuper de leurs nouveaux pouvoirs ; en même temps ils prièrent Aerschot, qui se trouvait alors en France, de hâter son voyage.

Cependant, dès le retour du comte de Culemborg, Charnacé avait repris ses conférences avec les commissaires des États ¹. C'étaient : pour la Gueldre, Culemborg ; pour la Zélande, Knuyt ; pour la Frise, Walta ; pour Groningue, Schafer, tous favorables à la France, ainsi qu'un des deux députés de la Hollande, Nortwick ; l'autre, Pauw, avec Ploos pour Utrecht et Haersolte pour Over-Yssel, représentait la partie hostile. La Hollande, à laquelle Over-Yssel restait fidèle, eût toujours voulu continuer les négociations de trêve quoique le stathouder eût eu à ce sujet « une très grande prise » avec Pauw. Mais le 9 décembre les cinq autres provinces décidèrent de renvoyer les députés belges.

Le 16 décembre, on rédigea un écrit dont on leur donna lecture le lendemain. On y déclarait qu'on avait toujours espéré mettre un terme à cette guerre désastreuse. Mais ces dispositions pacifiques ne semblaient pas être partagées par le roi d'Espagne, et il était prudent d'arrêter les négociations jusqu'à ce qu'il eût envoyé aux États de Bruxelles des pouvoirs réguliers. Les Belges répondirent à Nortwick, président de semaine, que du moins leur sincérité n'était pas douteuse, puisqu'un homme aussi considérable que le duc d'Aerschot était, quoique souffrant, parti pour l'Espagne au cœur de l'hiver. Ils demandèrent un délai de dix jours, sous prétexte d'attendre la fin d'un grand froid, le règlement de quelques affaires d'argent, et le retour sans doute prochain d'Aerschot. On le leur accorda. Mais ils espé-

1. Aff. étr. Hollande, XIV, f° 585, 19 décembre.

raient vainement recevoir enfin des pouvoirs de Madrid. Le 26 décembre, ils eurent des États leur dernière audience, dans laquelle on les congédia avec courtoisie et bienveillance. Puis ils rendirent visite à Frédéric-Henri, qui les exhorta à réfléchir sur leurs intérêts, car ils avaient perdu une princesse parfaite et allaient rentrer sous l'administration directe de l'Espagne. Le jour suivant, quand on leur eut rendu leurs visites, le stathouder leur envoya ses carrosses pour les conduire à Rotterdam, où un vaisseau était préparé. L'intendant des États, les ayant accompagnés jusqu'à Steenberg, reçut un présent de 1.000 florins.

Les négociations étaient rompues sans que Charnacé eût promis rien de positif. Néanmoins, comme le parti de la paix travaillait encore à les renouer, il était prudent pour la France de s'unir plus étroitement à la Hollande, et c'est ce que, dès lors, elle s'efforça de faire. Pendant ce temps Aerschot, hâtant son voyage, était arrivé le 27 décembre à Madrid avec une suite nombreuse. Mais il avait été devancé par le Père Philippe qui apportait les détails de la conspiration. Son procès fut secrètement instruit, et le 15 avril 1634, au moment même où l'on signait le traité franco-hollandais, il fut arrêté après un interrogatoire sommaire. L'internement qu'on lui imposa alors dura jusqu'à sa mort en 1640. En même temps, le 28 avril, on avait procédé à l'enlèvement du prince de Brabançon, qui devait rester enfermé dans le château d'Anvers jusqu'en 1650. Puis on proclama une amnistie partielle : car, dévoilée et privée de ses chefs, la conspiration de la noblesse belge ne semblait plus à craindre.

Mais Philippe IV ne voulut plus traiter par l'intermédiaire de ses sujets les États. Ceux-ci, quoique étonnés de l'arrestation d'Aerschot, attendaient toujours la fameuse procuration. C'est seulement le 19 juin, lorsque tout espoir d'une

paix était depuis longtemps perdu, qu'on décida de les dissoudre. Les députés demandèrent humblement si quelques-uns d'entre eux pouvaient encore rester assemblés quelque temps pour expédier les affaires courantes, et ce vœu ayant été exaucé, ils rentrèrent dans leurs foyers. Leur inaltérable fidélité ne suffisait pas pour leur valoir la confiance de leurs souverains, car leurs États Généraux ne devaient plus être réunis jusqu'à la Révolution française.

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION DE L'ALLIANCE FRANCO-HOLLANDAISE

PREMIER CHAPITRE

Cession de la province de Hollande au projet d'un traité de subsides.

Hollande réclame le licenciement d'une partie des troupes. — La moitié de ses députés y renonce le 19 janvier à la suite d'une conférence avec Charnacé. — Mais ils refusent de s'engager par un traité à poursuivre la guerre plus de six mois et à défendre contre l'Espagne tous les intérêts de la France. — Ils cèdent enfin le 12 mars,

Dans les premiers jours de l'année 1634, la conclusion de l'alliance était encore très douteuse. Charnacé, assez inquiet, écrivait à son gouvernement : « Si le duc d'Arscot vient une fois d'Espagne avec plein pouvoir et grandes faveurs, sans que ces gens cy soient liez, ils rentreront en négociation, et à grand peyne toutes les raisons du monde les pourront-elles empescher de conclure » (la trêve). En effet, lors du départ des députés belges, trois promesses leur avaient secrètement promis d'aider à leur retour

si le duc d'Aerschot était porteur de propositions satisfaisantes. Cependant les États Généraux, qui suivaient avec terreur l'exécution du projet de jonction entre l'armée espagnole du Milanais et celle des Pays-Bas, avaient éprouvé quelque répit en voyant le duc de Feria s'arrêter en Alsace pour reprendre les quatre villes forestières et dégager Brisach assiégé par les Impériaux ¹. On savait en outre que l'hiver et le manque de vivres épuisaient son armée, et on prévoyait que celle-ci se replierait dans la direction du lac de Constance pour ramener d'Italie le Cardinal-Infant don Fernando, frère du roi d'Espagne et successeur de l'Infante Eugénie au gouvernement des Pays-Bas. D'ailleurs l'armée française de Lorraine, qui occupait déjà Saint-Avold, semblait devoir interdire au duc de Feria l'accès des Pays-Bas, puisqu'elle prenait l'électorat de Trèves sous sa protection et envoyait une partie de sa cavalerie renforcer la garnison de Philipsbourg.

La sécurité de la République se trouvant assurée, Pauw avait persuadé aux États de réclamer le licenciement de toutes les troupes supplémentaires levées depuis 1626. Le stathouder avait vainement combattu ce projet auprès des délégués des villes d'Amsterdam, Dort et Rotterdam. Il avait à Charnacé que, devant cette attitude, il ne pouvait plus compter que sur les subsides de la France pour maintenir son armée sur le pied actuel. Notre diplomate montrait donc une vive irritation contre Pauw, ce « très meschant homme », qui restait toujours hostile à la France, et était même convaincu d'avoir envoyé à Bruxelles une copie du mémoire de Charnacé du 24 avril. Une enquête avait été ouverte à ce sujet, et, les commissaires des États n'ayant pas osé la poursuivre, le stathouder en avait chargé

1. Aff. étr. Hollande, XIV, f° 593. Lettre du 26 décembre.

le président de semaine. Aerssen, de son côté, annonçait à Richelieu que ses efforts et ceux du prince d'Orange pour faire comprendre l'utilité de l'alliance française étaient entravés par l'obstination de Pauw et de plusieurs villes de Hollande. Cette influence de Pauw causait un grand étonnement à Bouthillier, qui écrivait à Charnacé : « C'est une chose étrange qu'un seul homme soit capable d'apporter de si puissants obstacles aux affaires et qu'il ayt tant de crédit pour mal faire... Il sera absolument nécessaire que M. le Prince d'Orange ruyne Pau, s'il ne veut perdre le crédit et l'autorité qu'il doit avoir dans les États ¹ ».

Charnacé jugeait surtout urgent d'acheter le greffier des États, Cornelis Musch, qui était assez étourdi et indiscret, mais était très lié avec Euskerke, le représentant des États à Paris. Par le canal de ce dernier, qui était fort bien renseigné à la Cour de France, Cornelis Musch arrivait à connaître les instructions secrètes de Charnacé, et les révélait au stathouder. Notre diplomate déclarait le greffier « fort léger, et ne fault pas croire ce qu'il asseure le plus. Néanmoins je ne scache personne qui vous soit icy si nécessaire que luy ni qu'il faille plus soigneusement contenter ». Charnacé écrivait encore que « la femme d'Orenge est autant passionnée pour le Roy et Mgr. le Cardinal qu'elle a esté contre ». Elle avait déclaré à la reine de Bohême qu'au lieu de s'adresser à son frère le roi d'Angleterre, elle devrait invoquer le roi de France « n'y aiant aujourd'huy que luy au monde qui sceust, pust et voulust secourir ses amis ». En effet, les biens du frère de la princesse d'Orange, Conrad-Louis, comte de Solms, avaient été, à la suite de sa révolte contre l'Empereur, confisqués au

1. Groen van Prinsterer, t. III, p. 41, 1^{er} janvier 1634.

profit du Landgrave de Hesse-Darmstadt. Mais, sur les instances de Charnacé, le gouvernement français avait chargé Feuquières d'intervenir auprès du landgrave pour obtenir de lui un accord avec la famille de Solms. Charnacé demandait en outre que, afin de donner au stathouder une nouvelle marque d'amitié, on obtînt l'autorisation royale pour le mariage de son neveu le duc de Bouillon avec Mademoiselle de Bergh, qui soulevait quelques difficultés. Enfin Vosbergen avait amené à Charnacé deux directeurs de la Compagnie des Indes Occidentales, qui, moyennant une subvention de 100.000 livres pour chaque chambre de la Compagnie, acceptaient les conditions qu'il leur avait fixées le 24 novembre. Il convenait de saisir cette occasion de se concilier une telle puissance. Ploos et Haersolte, représentants des provinces d'Utrecht et d'Over-Yssel, étaient également convertis à l'alliance française et venaient encourager Charnacé à la défendre. Mais notre diplomate était las de ce travail de Pénélope. Il écrivait à son ami Brézé qu'il faisait « estat de partir dans 15 jours s'il n'arrive encore quelque chose qui pour mes peschez m'y areste ». Et il déclarait avoir « rentrant en la connoissance de soy mesmes... enfin réglé ses désirs a son pouvoir et remis ses inquiétudes en une ataraxie complète¹ ».

Le dimanche 18 janvier, les commissaires des États lui apportèrent enfin une réponse écrite à son mémoire du 24 avril : ils offraient une alliance pour trois ans, moyennant trois millions de livres par an au lieu de deux millions que proposait Charnacé. Si la France entrait en rupture avec l'Espagne, ils promettaient que, dans le futur traité de paix, ils s'occuperaient, *autant que possible*, du règlement des différends pendants entre Sa Majesté et le roi catholique. « Il semble qu'ilz se mocquent », avait écrit en marge

1. British Museum. Egerton collection, n° 1688.

Charnacé. Ils s'engageaient, il est vrai, à ne conclure ni paix ni trêve avant un an. « Quelle restriction ! » avait noté Charnacé en regard de ce paragraphe. Puis il se rendit chez le prince d'Orange, se plaignant de ce qu'on vînt « regratter et chicaner sur des choses promises », et déclarant que si dès l'année précédente on lui avait répondu sur ce ton, il se serait retiré¹. Frédéric-Henri l'invita à attendre. Aerssen, Knuyt, Vosbergen, Schafer, Walta et d'autres encore l'assurèrent de leurs bonnes dispositions et lui dirent que, pour le roi, le seul moyen d'empêcher la trêve était de secourir la Compagnie des Indes Occidentales. « Quant à moy, écrivait-il, je ne sçay si c'est la peur que j'ay, mais je croy qu'ils sont tous résolus d'attendre nouvelles d'Espagne. »

Puis brusquement il fit ses préparatifs de départ, d'une manière très ostensible, et n'accepta de retourner chez le prince d'Orange que quand celui-ci l'en eut fait instamment prier par Aerssen et Knuyt². Enfin le 19 janvier après avoir discuté pendant deux heures avec le stathouder, Charnacé entama une conférence de quatre heures avec les députés de la Hollande aux États Généraux. Sur-le-champ, de 19 députés qu'avait la Hollande, 10 se joignirent aux six autres provinces pour maintenir les effectifs de l'armée sur le pied actuel et accepter un traité avec la France aux conditions suivantes : les Provinces-Unies promettaient de ne pas reprendre les négociations avec l'Espagne avant six mois, et de ne pas conclure de trêve avant un an ; les clauses de cette trêve devaient garantir la sauvegarde des intérêts de la France ; celle-ci devait promettre un secours de 12.000 fantassins et 2.000 chevaux en cas de rupture de la trêve par l'Espagne ou l'empereur, et de 6.000 fantas-

1. Lettre du 16 janvier. Groen van Prinsterer, III, p. 45.

2. Lettre du 23 janvier. Groen van Prinsterer, III, p. 48.

sins et 1.000 chevaux en toute circonstance ; le subside payable par la France était fixé à 200.000 livres par mois.

Le 28 janvier les États remirent donc un nouveau projet ¹ à Charnacé qui le lendemain leur apporta sa réplique ². Ils offraient de ne pas rouvrir les négociations de trêve avant six mois et de ne pas traiter avant la fin de l'année courante. Charnacé leur demandait d'entrer en campagne au mois de mai, et à partir de ce moment, de rester huit mois sans négocier et un an sans traiter. Ce point était fort important, car mener le bail de guerre jusqu'au moment même où l'on rentrait toujours en campagne, c'était contraindre la République à supporter, quoi qu'il advint, la charge de deux expéditions. Les États proposaient encore, si, au terme du délai fixé, ils concluaient une trêve ou un traité avec l'Espagne, d'y faire régler les affaires du roi de France « selon leur pouvoir au contentement de Sa Majesté ». Cette vague promesse semblait insuffisante à Charnacé qui demandait aux Hollandais l'engagement formel de faire insérer dans ce futur traité toutes les conditions que fixerait le roi de France. Celui-ci, si ses exigences rendaient la conclusion du traité impossible, déclarerait la guerre à l'Espagne et conclurait avec les Provinces-Unies une alliance de cinq ans. Mais, répondaient les Hollandais, la République pouvait-elle s'engager à obtenir pour la France le règlement de tous les différends survenus depuis le traité de Vervins, comme ceux de la Valteline, de Mantoue, de Casal, de Pignerol, de la Lorraine, de Trêves, de Monsieur et de la Reine-mère? Quant aux subsides annuels, en outre du

1. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 51, avec en regard les répliques de Charnacé ; f° 62, copie A ; le tout envoyé en France le lundi 30 janvier.

2. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 64, Copie B.

million stipulé en 1630, Charnacé n'en proposait qu'un tandis que les États en réclamaient deux. Tels étaient les points sur lesquels l'accord semblait le plus difficile.

Lorsque le prince d'Orange vit combien les divergences de vues étaient grandes, il crut à une rupture complète des négociations, et envoya à Charnacé Aerssen et Vanuyt pour lui faire comprendre l'impossibilité de traiter de pareilles conditions ¹. Sur leurs instances, notre ambassadeur leur remit une nouvelle réponse ², mais qui ne différait guère de la précédente. Les difficultés portaient principalement sur le 1^{er} article, où les États ne pouvaient pas promettre de poursuivre les hostilités plus de six mois, et sur le 3^e, où ils refusaient de s'engager à faire insérer dans leur futur traité avec l'Espagne toutes les exigences qu'il plairait à la France d'y apporter. Mais sur les autres articles on pouvait arriver à une entente. Le lendemain 30 janvier, Charnacé alla dans l'Assemblée des États leur lire de vive voix ses observations sur chaque article, particulièrement sur celui qui les obligeait à commander le roi dans leur traité avec l'Espagne. Les États refusèrent de l'accepter, déclarant qu'ils ignoraient le nombre et la gravité des litiges pour lesquels le roi voulait obtenir satisfaction de l'Espagne. Le 4 février, Aerssen vint le trouver et lui donna les détails d'une réponse que, l'avant-veille, Frédéric-Henri avait faite aux commissaires des États. Nous en retrouvons le texte dans une dépêche de Charnacé ³ : « Aiant donné le

1. Lettre du 30 janvier. Groen van Prinsterer, 2^e série, t. III, p. 50. Aff. étr. Hollande, XVI, f^o 59.

2. Lettre du 30 janvier. Groen van Prinsterer, 2^e série, t. III, p. 50. Aff. étr. Hollande, XVI, f^o 66. — Copie C.

3. Lettre du 6 février. Groen van Prinsterer, 2^e série, t. III, p. 46. Aff. étr. Hollande, XVI, f^o 82.

30 janvier mes répliques aux Estats sur leurs réponses, telles que je vous les ay envoyées, j'allé trouver Orange... De fait (je le scay de très bonne part et comme si j'y avois esté), le jeudy il envoya quérir tous mes commissaires, que je vous ay mandé estre huit, deux de Hollande, Nordvick et Pauv, et six des six restans, où il leur parla une heure entière comme s'il eust été envoyé du Roi... Les six provinces consentirent à tout sans réplique ; mais Pau dit qu'il ne le vouloit absolument, ains que la Hollande y contrarioit directement ; Orange repartit que ce n'étoit que quatre ou cinq aveuglés de leur interest privé qui n'estoient pas raisonnables et qu'il n'étoit pas juste qu'ils gagnassent au préjudice du public ; Pau répliqua que c'estoit toute la province ; sur ce contraste Orange dit qu'il feroit voir à Pau que non, et que pour cet effet il falloit assembler les Estats de la Province. Ce qui à l'heure mesme fut arrêté ».

Pour hâter la conclusion de ces pourparlers, on avait donc convoqué les États de Hollande, dont une des sessions trimestrielles se tenait d'ordinaire en février. Le 6 février, le greffier Musch, après avoir montré à Charnacé les minutes des délibérations des États sur ses propositions, lui dit « bien clairement que, si le Roy voulait lui faire quelque bien, il le serviroit très-bien, mais il ne désire pas que Euskerke le sache », pour n'avoir pas à partager les bénéfices¹. Or, à ce moment, Charnacé venait d'apprendre de Paris que Euskerke s'engageait à fournir au gouvernement français de précieux renseignements sur les dispositions des États, pourvu qu'on observât une discrétion absolue : « Le Roy, lui écrivait-on, vous commande sur toutes choses de

1. Groen van Prinsterer, 2^e série, t. III, p. 47.

tenir le nom de Euskerke très secret et de ne déclarer à qui que ce soit qu'il serve le Roy en ceste occasion ¹ ».

Frédéric-Henri, Knuyt et Aerssen soutenaient le parti français auprès des États provinciaux de Hollande ². La princesse elle-même avait reçu les députés de Delft pour les gagner à la cause de la France, et leur avait rappelé que son fils était né dans leur ville. Charnacé, dans ses entretiens particuliers avec le prince d'Orange, s'appliquait à lui montrer que son intérêt dynastique réclamait l'alliance française, et que le régiment mis par la France à sa disposition pouvait être considéré comme une cohorte prétorienne chargée d'assurer sa succession à son fils. Il savait en effet que l'ambition de Frédéric-Henri et de sa femme, désireux de rendre le stathoudérat héréditaire dans leur famille, serait le plus sûr garant de leur fidélité à la France.

Cependant le 3 février avaient été expédiées à Charnacé de nouvelles instructions ³. On avait reçu le mémoire des commissaires du 15 janvier, et on reprenait successivement ses articles. On demandait que dans le premier article les États prissent l'engagement de poursuivre les hostilités pendant dix-huit mois. Par le troisième article on voulait leur interdire de conclure avec l'Espagne une paix ou une trêve qui ne donnerait pas satisfaction aux intérêts du roi. Pour leur faire accepter cette condition, on irait jusqu'à céder un troisième million, mais il ne fallait d'abord offrir, outre le million déjà promis par le traité de 1630, qu'un autre million et un régiment français « mesnageant l'argent du

1. Aff. étr. Hollande, XV, f° 169.

2. Lettre du 13 février. Groen van Prinsterer, 2^e série, III, 51. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 103.

3. Lettre du 14 février. Groen van Prinsterer, 2^e série, III, 51, f° 176. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 176.

roy le mieux que vous pourrez, sans toutefois l'espargner pour avoir promptement une bonne conclusion ». Si, après la signature d'un traité hispano-hollandais, la France était attaquée par l'Espagne ou l'Autriche, les États seraient tenus de lui fournir 12.000 fantassins et 2.000 chevaux, et une force égale serait mise par le roi de France au service des États, si cette agression était dirigée contre eux. Pour intéresser les directeurs de la Compagnie des Indes Occidentales à la prompte conclusion de l'alliance, on autorisait Charnacé à leur promettre que, dès la signature de ce traité, les 300.000 livres qu'ils demandaient leur seraient versées. On demandait enfin « pour raison d'Etat » que la République appliquât dans toutes ses conquêtes le même règlement qu'à Maestricht, où elle avait autorisé le culte catholique. Le Cardinal témoignait de l'inquiétude où le mettait « l'irrésolution » des États. « Il semble, écrivait-il, qu'ils aient intention de prostituer les intérêts de toute la chrestienté pour avancer les leurs au goust de ceux qui sont gagnez par Espagne ».

Notre ambassadeur répondait que le prince d'Orange avait « envoyé jusques à Bolduc (Bois-le-Duc) et autres, quérir des nobles de ses plus affidez pour les faire conclure au cas que Pau ne le voulust »¹. Il avait ainsi rallié à l'alliance française la plupart des nobles de Hollande et s'était même assuré les voix de douze villes de la province. Mais Amsterdam, Dordrecht, Rotterdam, Alkmaar et Delft refusaient de garantir la satisfaction des intérêts français. Contre la Hollande les six autres provinces étaient d'accord en faveur de cet article. Néanmoins Frédéric-Henri et Aerssen avaient grand-peine à tenir tête à Pauw, qui les empêcha de faire passer cet article à la majorité.

1. Lettre du 20 février. Groen van Prinsterer, 2^e série, t. III. Aff. étr. Hollande, XVI, f^o 109.

On trouve, dans une lettre écrite le 27 février par un Hollandais, l'aveu que pendant tout le séjour des députés belges « il ne s'est parlé de Monsieur de Charnassay ny de sa charge que par manière d'acquit et pour en presser plus chaudement l'Espagnol de se déclarer mieux »¹. Il avait fallu la mort de l'Infante et les armements d'Aytona pour ramener les États à l'alliance française. Affamés de repos, ils voyaient en elle leur dernière ressource pour contraindre l'Espagne à la paix. Pourtant on n'avait encore jamais « vu tesmoigner tant de passion et d'animosité à empêcher qu'on n'entrast en traité avec M. de Charnassay ». Les États refusaient de se rendre « mercenaires à l'appétit et au profit des voisins », et d'assumer seuls la défense des intérêts français. Mais notre ambassadeur s'était conduit « avec tant de modération, de souplesse et de dextérité, qu'il a finalement gagné tout à fait l'oreille et la créance de Son Excellence et des gens de bien de cet État ; et je pense que des aujourd'hui on entrera en besoiogne avec luy et qu'on conclura aussitost, pourveu qu'il ne nous propose rien qui soit pour nous accrocher ou par trop ombrager ». Charnacé lui-même comptait sur la conclusion de son traité et écrivait à Brézé² : « de toutes les choses à venir je n'en ay point veu que je ne puisse mieux promettre et à moins d'estre le plus Charnacé de tous les hommes (c'est-à-dire le plus malheureux) la chose ne peut manquer ». D'ailleurs, le 28 février, le prince d'Orange lui déclarait qu'il croyait également au succès de ses négociations. Pourtant le troisième article, qui garantissait la satisfaction de tous les intérêts français dans le futur traité avec l'Espagne, n'avait pu encore être accepté. Le 5 mars, Charnacé demanda que la

1. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 126, 27 février.

2. British Museum, Egerton collection, n° 1688.

question fut décidée non pas à l'unanimité, mais seulement à la majorité des voix ¹. Pauw répondit que c'était contraire aux « lois fondamentales » des États. Or lui-même, pour les empêcher de conclure sur cet article, était allé à la campagne « par le plus horrible temps du monde » et y était resté plusieurs jours « ayant premièrement mis soubz la clef tous les escrits concernans cette affaire ». Les États blâmaient cette nouvelle méthode d'obstruction, mais ils ne pouvaient rien contre le Grand Pensionnaire. Néanmoins celui-ci n'avait plus la majorité dans les États provinciaux de Hollande, qui, réunis pour leur session de février, ne comptaient plus, sur 50 ou 55 membres, que 20 adversaires de la garantie des intérêts français. Knuyt, qui venait de recevoir le cordon de Saint-Michel, parcourait la Hollande afin d'y gagner à notre alliance quelques régents obstinés. A la suite de la conférence du dimanche 12 mars, Pauw se résigna donc à céder à la volonté unanime des autres provinces, et remit à Charnacé le projet de traité que les États Généraux lui proposaient, en lui laissant trois semaines pour le faire agréer par son gouvernement.

Pendant ce temps tout était à la guerre. Dans l'Alsace, où, le 24 février, le duc de Féria était mort de la fièvre, les troupes françaises occupaient Haguenau et Saverne. Le fils d'Oxenstierna était venu, le 3 mars, prier les États de la Haye de continuer leurs subsides à l'Union Évangélique et d'empêcher les troupes espagnoles du Luxembourg de franchir la Moselle pour entrer en Allemagne ². De leur côté, les Espagnols levaient aux Pays-Bas de la cavalerie et dix nouveaux régiments d'infanterie, et l'argent néces-

1. Lettre du 6 mars. Groen van Prinsterer, 2^e série, t. III. Aff. étr. Hollande, XVI, f^o 152.

2. Aff. étr. Hollande, XVI, f^o 174.

saire pour recruter 12.000 hommes était fourni par le marquis d'Aytona au duc de Neubourg, dont les Suédois occupaient le duché. L'électeur de Cologne levait également 12.000 hommes qui, vers Juliers et le long du Rhin, devaient se concentrer avec les troupes de l'électeur de Mayence et du duc de Neubourg. Cette armée était destinée à franchir le Rhin à Bonn, et à marcher contre le landgrave de Hesse-Cassel, qui était tout dévoué à la France. Dès le 10 février Charnacé, sur la demande des États, avait invité le duc de Neubourg à arrêter ses levées de troupes. Le duc ayant annoncé son intention d'attaquer le landgrave de Hesse, deux députés, Arnheim, de la Gueldre, et Ripperda, d'Over-Yssel, déclarèrent que la République soutiendrait son adversaire. Charnacé poussait donc le prince d'Orange à faire une diversion sur Ruremonde, et, le 7 mars, il chargeait Feuquières de surveiller les menées du duc de Neubourg ¹. Il reconnaissait, dans une de ses lettres avoir reçu une réponse des États « laquelle, à dire le vrai, ne s'éloigne pas beaucoup des intérêts du Roy ² ». Mais il était découragé, et écrivait à Brézé au sujet de la conclusion de ses négociations : « Je ne say si j'ozerois plus esperer que ce soit au contentement du roy puisque je voy les choses se rendre difficiles lorsque je les tenois les plus infaillibles ³ ».

1. *Lettres et négociations*, de Feuquières, t. II, p. 237.

2. Feuquières, *Lettres et négociations*, II, 251. Lettre de Charnacé du 16 mars.

3. British Museum. Egerton collection, n° 1688.

DEUXIÈME CHAPITRE

Le traité de subsides du 15 avril 1634.

La France donne un subside annuel de 2.300.000 livres. — Les Provinces-Unies s'engagent à continuer la guerre et à défendre contre l'Espagne les intérêts français. — Charnacé quitte La Haye le 7 mai et revient à Paris pour rendre compte de sa mission à Richelieu. — Le Cardinal, dans son « Avis au Roi », décide de refuser aux Provinces-Unies le partage des Pays-Bas, et de constituer ceux-ci en une République indépendante. — Le 30 mai, Pauw et Knuyt sont délégués par les États Généraux pour porter au Roi de France la ratification du traité du 15 avril et pour le décider à déclarer la guerre à l'Espagne.

Les nouvelles instructions de Charnacé l'obligeaient à obtenir des Provinces-Unies qu'elles ne traiteraient pas avec l'Espagne sans donner satisfaction aux intérêts français sur trois points : la succession de Mantoue, l'acquisition de Pignerol et la souveraineté des Grisons dans la Valteline. La République devait encore exiger du roi d'Espagne l'engagement de ne continuer la guerre sous le nom d'aucun ennemi de la France et particulièrement du duc de Lorraine. Quant au nouveau régiment français, le roi consentait à en payer la levée ; mais la solde devait être prise sur les subsides que la France paierait aux États, et ceux-ci devaient avoir la charge des transports, des armes et des vivres. Le colonel aurait le pouvoir de nommer tous les officiers, par délégation du roi. Euskerke, déclarant suivre les ordres du greffier Musch, avait secrètement obtenu la parole de Bullion, le surintendant des finances, au sujet des libéralités à faire aux députés des États : « Ils convinrent d'une promesse de 150.000 livres..... pour estre payée après qu'il y aura eu traité passé entre le Roy et les États ». Charnacé devait en parler à Musch pour savoir si Euskerke était de bonne foi.

Au dire de celui-ci, Musch était acquis moyennant 5.000 écus comptant et une promesse de pension. « Si par argent le Roy se peut assurer des principaux de ceux qui sont puissants au lieu où il (Charnacé) est, le Roy aime mieux le dépendre que de l'espargner. » Aussi le P. Joseph lui demandait-il « en peu de papier une forme du gouvernement de ceux ou vous estes, et du pouvoir du Pr. d'Orange, et les noms des principaux et leurs affections » ¹. Mais, comme Bouthillier le remarquait, le projet qu'on lui envoyait ne différait pas sensiblement de celui des États, et tout faisait présager une prompte conclusion ².

Notre diplomate, ayant en mains depuis le 12 mars les propositions des États Généraux, avait feint une maladie pour n'avoir pas à discuter inutilement avec les États provinciaux de Hollande ³. Enfin ceux-ci, le 8 avril, se séparèrent jusqu'au 1^{er} mai. Charnacé qualifiait de « pure friponnerie » la demande de 150.000 livres qu'Euskerke avait formulée à Paris, au nom de Cornelis Musch. Il promit néanmoins à celui-ci de lui faire payer cette somme si le traité était signé. Aussi, toutes les difficultés étant aplanies, écrivait-il le 10 avril : « C'est à demain matin que j'espère que nous conclurons avec l'aide de Dieu au contentement du Roy et de Monseigneur le Cardinal, qui est le but de tous mes plus passionnés désirs. » Pourtant le lendemain et le surlendemain on se disputa avec opiniâtreté au sujet du mot « conjointement » que les États voulaient supprimer ⁴. D'autres difficultés s'élevaient à propos de la formation du régiment français et du paiement de la flotte de Haultain. Charnacé dut menacer de se reti-

1. Aff. étr. Hollande, XVI, f^o 214, 22 mars.

2. Aff. étr. Hollande, XV, f^o 224, 22 mars.

3. Aff. étr. Hollande, XVI, f^{os} 242 et 243, 10 avril.

4. Aff. étr. Hollande, f^o 430, 16 avril.

rer. Le 13 avril, sur les instances de Frédéric-Henri et de Knuyt, il consentit à rester. Un article séparé interpréta le sens du mot « conjointement » et l'annula dans certains cas. Enfin le 15 avril, entre dix et onze heures du soir, après huit heures de discussion, le préambule envoyé de Paris fut signé par les sept commissaires : Culemborg, Nortwick, Pauw, Knuyt, Ploos, Walta et Ripperda ¹.

Les Provinces-Unies promettaient de ne pas conclure de trêve avec l'Espagne avant le 1^{er} mai 1635 ², et la France devait s'efforcer d'obtenir le même engagement de ses alliés Suédois et Allemands ³. Le règlement de 1632 relatif au culte catholique allait être appliqué dans toutes les conquêtes futures ⁴. La France donnait un subside annuel de deux millions, plus 300.000 livres pour l'entretien d'un régiment de pied et d'une compagnie de cavalerie qui étaient l'objet d'une déclaration spéciale en neuf articles : le roi se réservait le droit de nommer les officiers, et de fixer la solde qui leur était due, de sorte qu'en cas d'absence du colonel, les États ne pourraient plus lui refuser son traitement, comme ils avaient fait à M. de Châtillon. Une autre déclaration déterminait le sens du mot « conjointement », qui obligeait les deux gouvernements à se concerter dorénavant pour toutes les négociations relatives à la paix. Ces négociations devaient avoir lieu dans un endroit choisi par les États, ou du moins être poursuivies d'un commun accord. La dernière annexe du traité comprenait « les intérêts du Roy, que le sieur de Charnacé a donné par escript et spécifié en certains articles, signez de sa main ». Les Hollandais étaient tenus de les défendre et de les faire

1. Dumont : corps... du droit des gens, VI, 1^{re} partie, p. 68-72.

2. 1^{er} article.

3. 2^e article.

4. 3^e article.

insérer dans leur futur traité avec l'Espagne. C'était d'abord le maintien des clauses du traité de Cherasco réglant la succession de Mantoue et établissant la souveraineté des Grisons dans la Valteline; puis la reconnaissance de la possession de Pignerol par la France; enfin la promesse de l'Espagne de ne pas soutenir le duc de Lorraine, ni aucun autre ennemi de la France. Charnacé délivra encore aux États une promesse d'indemnité pour les vaisseaux de Haultain, coulés devant La Rochelle. Selon ses instructions, il avait refusé d'insérer ces réclamations dans le traité, mais s'était engagé à les appuyer à la cour ¹.

Les États témoignèrent leur satisfaction de Charnacé dans une lettre écrite le même jour au Cardinal et signée de Musch et Ripperda ². Puis, comme ils avaient l'habitude d'offrir au négociateur un tant pour cent sur les subsides qu'il leur avait accordés, Nortwick, Knuyt et Thienhoven allèrent prier Charnacé d'accepter un don de 50.000 florins³. Le greffier Musch, qui les accompagnait, laissa sur la table un sac de velours contenant 10.000 florins à titre d'à-compte. Notre ambassadeur, dès qu'il s'en aperçut, le leur fit reporter par un de ses gens, en se plaignant du procédé. On convint alors de remplacer cet argent par un bassin et une aiguière d'or qui lui furent remis dès la fin de la semaine. Ensuite, le 24 avril, le prince d'Orange et les commissaires lui offrirent un banquet qui avait coûté 2.000 livres. On resta jusqu'à

1. On discuta aussi le partage des conquêtes. Dordrecht et d'autres villes hollandaises acceptant la France comme alliée, mais non comme voisine, voulaient stipuler que les Pays-Bas une fois soustraits à la domination espagnole seraient libres. Amsterdam, Rotterdam et Alkmaar préféraient les partager avec la France (*Hist. des Pays-Bas* par Aitzema, Aff. étr. Hollande. Mém. et doc., t. 102, f° 4).

2. Aff. étr. Hollande, XV, f° 227, 7 avril.

3. Aff. étr. Hollande, XV, f° 227, 7 avril. Mém. et doc. *Hist. des Pays-Bas*, d'Aitzema, t. 102, f° 2.

six heures à boire. Charnacé, après s'être fait prier, accepta encore de Huyghens, le 1^{er} mai, un portrait de Frédéric-Henri garni de diamants. Enfin, sa mission étant terminée, il quitta La Haye le 7 mai. Le 19 il arrivait à Paris, et le surlendemain il voyait le roi à Fleury. Le 23 il dressa avec Bullion, le surintendant des finances, un mémoire pour la répartition des 150.000 écus entre les membres les plus influents des États Généraux. Puis il s'entretint avec le Cardinal de la Valette de la préparation et de la direction des futures opérations contre l'Espagne. Le Cardinal de Richelieu se préoccupait déjà de tirer du traité de La Haye tous les avantages possibles. Au roi d'Angleterre qui se montrait assez disposé à y adhérer, il envoyait le marquis de Poigny ¹. Celui-ci devait déclarer que « lorsqu'il (le traité) a esté signé, M. de Charnacé est convenu secrètement avec MM. des États et M. le Prince d'Orange que ledit roy serait convié d'y entrer . Il ne sçauroit rien faire de plus utile pour luy et pour le bien public que de se lier de nouveau avec le Roy et MM. les États ». Le 31 mai, Charnacé eut une longue conférence avec Richelieu, Bouthillier et le P. Joseph. Il exposa la situation en Hollande et la manière dont la guerre devait être conduite. Le Cardinal qui, le 1^{er} janvier 1633, avait écrit son avis au roi à la suite d'un entretien avec Charnacé, s'inspira encore de ses vues dans le nouvel « avis » qu'il allait donner à son maître ².

A ce moment Richelieu rédigeait en effet un de ces pré-

1. Avenel, t. IV, p. 565.

2. Le 1^{er} juin, notre ambassadeur reçut du roi le commandement du régiment de Hollande et le gouvernement de Clermont. La lettre de commission pour celui-ci, datée du 8 juin, Fontainebleau, se trouve aux archives du château de Chantilly, E. 1.

cieux documents où ses ratures et surcharges nous laissent suivre la formation même de sa pensée¹. Nous pouvons ainsi assister à ses hésitations au moment où il allait engager la France dans la guerre contre la Maison d'Autriche. Deux questions se posaient : d'abord le moment était-il venu de déclarer cette guerre ? Le roi, héritier des dispositions belliqueuses de son père, montrait ses préférences pour une rupture immédiate et cherchait à les faire prévaloir dans l'esprit de son ministre. En outre, les États Généraux des Provinces-Unies désiraient que la France attaquât au plus tôt les Pays-Bas, où la répression du complot des nobles avait provoqué un mécontentement général. En échange de sa coopération armée, ils la dispensaient du subside annuel de 2.300.000 livres qu'elle s'était engagée à leur payer, de sorte que la guerre ne lui serait pas plus onéreuse que la paix. Le Cardinal reconnaissait d'ailleurs que cette intervention serait bientôt imposée à la France par la nécessité de soutenir ses alliés, qui refusaient « d'estre tousjours seuls en dance. » En effet « les princes et les communantez unies en Allemagne et les Hollandais nos alliez estoient si las de faire la guerre seulz, qu'enfin si nous n'estions de la partie ils feroient indubitablement la paix, auquel cas toutes les forces de la maison d'Autriche nous pourroient tomber sur les bras. » La guerre semblait donc inévitable, mais Richelieu jugeait qu'il fallait y aller « à pas de plomb », et s'assurer encore une année de répit pour s'y bien préparer.

La seconde question n'était pas moins grave : le but de cette guerre était-il de faire des conquêtes, ou simplement de faire reconnaître, aux dépens de l'Espagne, la prépon-

1. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 463, cité par Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne*, 1835, t. I, p. 174.

dérance de l'influence française ? Sur ce sujet, le Cardinal commençait par résumer et discuter les propositions que Charnacé, le 31 mai, lui avait soumises de la part des États Généraux de La Haye. Ceux-ci offraient le partage des provinces belges. Pour leur part, ils se réservaient le Brabant, les provinces d'Anvers et de Malines, la ville de Geldern et les côtes de Flandre depuis l'Écluse jusqu'à l'embouchure de l'Escaut, avec Ardembourg, Axel, Isendis et les baillages l'Ulst et de Waes. En retour, ils abandonnaient à la France le reste de la Flandre, le Luxembourg, le Namurois, le Hainaut et l'Artois, ce qui constituerait pour le royaume un agrandissement de 100 villes et 5,000 paroisses. Mais il fallait considérer « que les François qui mesprisent volontier un peril prompt et passager sont si peu propres aux longues fatigues de la guerre qu'ilz s'en ennuiant incontinant et en quittent l'exercice bien que leur honneur les oblige au contraire ». D'autre part, « si les Provinces des Pays-Bas estimoient qu'en les délivrant du joug de l'Espagne, on les voulust assubjettir à la domination de la France, ou qui pis est à cause de la religion, des Holandois, ils demeureroient fidelles aux Espagnols et feroient une telle résistance que, si la conquête proposée ne se trouvoit pas impossible, au moins serait-elle accompagnée de difficultés non aisées à surmonter et de grandes longueurs dans lesquelles il pourroit arriver des inconveniens qui feroient que tous les projects proposez iroient en fumée ». Il faudrait entretenir des corps d'occupation et réprimer des révoltes continuelles et, les Belges une fois domptés : « *Il pourroit arriver bientost après que n'y ayant point de barre entre nous et les Holandois, nous entrerions en la mesme guerre en laquelle eux et les Espagnols sont maintenant* »... « Toutes ces raisons en général portèrent le cardinal de Richelieu à dire au roi que la proposition apportée par

le Sr. de Charnacé¹ ne pouvoit à son advis estre receue en aucune façon et qu'absolument il ne falloit point entreprendre la guerre à dessein de conquérir la Flandre ».

Le plan qu'il proposa fut de former une république catholique indépendante qui offrirait aux Français et aux Hollandais le grand avantage de les délivrer des Espagnols sans les exposer à devenir ennemis en se trouvant tout à fait voisins. « Que s'il falloit attaquer la Flandre, ce qu'il ne décidait pas, il le falloit faire avec des conditions plus plausibles et plus propres à faciliter le dessein qu'on auroit en ce cas d'en chasser les Espagnols.

Que la France et les Hollandais devoient se résoudre à ne pretendre aucune chose en toutes les provinces qui sont sous la domination du Roy d'Espagne, que deux ou trois² places chacun pour gages et pour lien de l'union et de la paix qui doit estre ci-après entre ces trois Estats.

Qu'ils gagneroient assez s'ils délivroient les Provinces de la subjection d'Espagne et leur donnoient moyen de former un corps d'estat libre, puissant et capable d'establiir une bonne alliance avec eux³.

Qu'il falloit faire une déclaration publique en forme de manifeste qui asseurast la religion catholique et la liberté de ces peuples en la meilleure forme qu'ils la pourroient désirer, afin de donner lieu aux grands, aux villes et aux

1. De la part des États Généraux des Provinces-Unies, car notre ambassadeur avait été obligé de transmettre leurs propositions, quoique sur le sort des Pays-Bas il partageât et même inspirât dans une certaine mesure les idées de Richelieu.

2. *En marge* : « France : G.avelines, Dunkerque, Vinouberg, Newport, Ostende, après qu'il sera razé, Cambray.

Hollandais : Breda, Gueldres et autres lieux circonvoisins, dont on peut convenir.

Faut raser les citadelles de Gand, Anvers, Namur. »

3. *En marge* : « Qu'en ce cas Orange promet une armée navale aux despens des Estats pour empêcher le secours de Dunkerque par mer. »

communautez de se souslever plus hardiment.» On éviterait ainsi, pour le présent et pour l'avenir, des guerres désastreuses. « Joint que ce corps nouveau d'estatz catholique veilleroit aussy soigneusement que nous mesme pour nous garantir de leurs mauvais desseins, attendu que nous leur serions du tout nécessaire pour leur ayder à conserver leur liberté acquise par nostre moyen. Il adjoustoit qu'estant trois corps unis ensemble, il nous seroit aysé de résister à des ennemis affaibliz et esloignez, et vivre à l'avenir en paix et en repos, deslivrez de ceux par la malice et ambition desquels nous avons esté privés jusques à présent.

Au reste, au lieu qu'*au premier projet de partage et de conquête apparemment les Anglois eussent favorisé les Espagnols pour la crainte qu'ils eussent eue que la France et les Estats ne devinssent trop puissants*, en ce second ne devant pas avoir cette appréhension, il est à croire qu'ils n'entreprendront aucune chose qui puisse en troubler le succez, au moins s'ils conçoivent le vray but de ce dessein n'auront-ils pas occasion de le faire ».

Ayant ainsi exposé son projet, Richelieu étudie les moyens de le réaliser. Si la France est obligée de déclarer la guerre et d'envoyer une armée, celle-ci pourra se joindre à l'armée hollandaise pour s'emparer de Gravelines et d'Ostende, interdire aux Espagnols l'accès de la mer, et se rabattre ensuite sur l'intérieur du pays. Cette invasion se fera sans doute par Ypres, Lille et Tournai, pour ne pas trop découvrir la frontière française. Puis on tentera de prendre Namur. On espère surtout, en proclamant l'affranchissement des provinces belges, provoquer un soulèvement général.

Mais il faut encore essayer d'épargner à la France l'obligation de s'engager elle-même dans la guerre dès cette année, en « embarquant les Hollandais » dans quelque impor-

tante entreprise. Pour obtenir ce résultat, le mieux semble être de fournir au prince d'Orange 6.000 fantassins et 2.000 chevaux qui, joints à son armée et aux nobles belges révoltés, mettront le siège devant Namur.

Si les Provinces-Unies exigent de notre part une déclaration de guerre formelle, on négociera avec elles un nouveau traité pour stipuler nos obligations au cours de cette campagne. Pendant ce temps Feuquières annoncera à l'Union Evangélique que le roi a l'intention d'empêcher l'armée du Cardinal-Infant de passer de l'Italie aux Pays-Bas, d'où elle envahirait la France pour y ramener le duc d'Orléans. Le Cardinal-Infant prendra soit la route d'Ingolstadt et de Cologne, soit celle de Brisach et de l'Alsace. Le roi espère l'arrêter des deux côtés en renforçant les troupes du landgrave de Hesse-Cassel qui descendront sur Mayence, tandis que Bernard de Saxe-Weimar et Horn feront une diversion en Alsace. On compte enfin obtenir de l'Union Evangélique l'engagement de ne pas traiter indépendamment de la France.

Les principales attaques doivent être dirigées d'abord sur les côtes des Flandres pour fermer les routes de la mer aux Espagnols des Pays-Bas, ensuite sur les Grisons pour couper leurs communications avec l'Italie, et enfin sur le Rhin pour surveiller l'Allemagne. On mettra sur pied 95.000 hommes et 8.000 cavaliers, avec 40 canons et 3.000 chevaux d'artillerie. Mais on ne pourrait atteindre ce chiffre si toutes les troupes devaient être levées en France, « la multitude des collèges et des couvents aiant beaucoup diminué la pépinière des soldatz ». Il faudra donc s'adresser à l'étranger et réunir 15.000 Suisses, Liégeois, Ecossais, et Allemands ¹. Le roi

1. Richelieu cherchait d'ailleurs toujours à adjoindre aux troupes françaises des corps de mercenaires levés dans les pays du Nord qui « pour estre moins légers et plus esloignez de leur pays que nos

sera à Château-Thierry avec 6.000 hommes de gardes françaises et suisses, et 1.000 hommes des régiments d'Angoulême, Vignoles, et Hallier. L'armée de Picardie sera de 24.000 hommes et de 4.500 chevaux; celle de Champagne de 18.000 hommes et de 2.100 chevaux. Les Pyrénées seront défendues, vers Bayonne, par 1.000 hommes de pied et 100 chevaux, et vers Narbonne par les régiments d'Halluin et d'Arpajon, qui comprendront 2.000 fantassins et 200 chevaux. En tout, il faut, pour les garnisons de France, Lorraine, Allemagne, Grisons, Italie, 32.425 hommes de pied et 400 chevaux, de sorte qu'il reste 63.000 hommes de pied et 7.600 chevaux à mettre en campagne. Il est vrai que, malgré toutes les mesures possibles, les désertions auront bientôt réduit l'infanterie d'un cinquième au moins, mais « pour ce qui est de la cavallerie, il n'y aura point de dechet, veu qu'elle est composée ou de gentilzhommes qui ont l'honneur en recommandation, ou de vieux soldats, qui estans accoustumez au mestier, ne se desbandent pas comme les gens de pied. »

Tous les détails une fois réglés, le Cardinal, ayant fixé son but, son plan et ses ressources, jette un coup d'œil sur les appuis qu'il trouvera en Europe. Le roi a l'alliance des Hollandais. Il convient en outre de signer un traité avec le prince d'Espinoy et le comte d'Egmont qui se chargeront de soulever les Pays-Bas, et de fournir ainsi un prétexte à l'intervention de la France. La nécessité de porter nos armées sur nos frontières orientales nous oblige à délaisser l'Italie, mais il faut que les princes de ce pays s'unissent contre la domination espagnole. On réconciliera donc le pape et Venise, on mariera le duc de Mantoue avec la sœur du duc de Parme, et, pour détourner le duc de Savoie

soldats » désertent moins volontiers (V., dans le chapitre sur l'invasion des Pays-Bas, ses difficultés avec Brézé au sujet de la cavalerie polonaise).

de l'idée de nous reprendre Pignerol qui « luy est une espine au pied », on s'efforcera de le décider à la conquête du Milanais en lui offrant à cet effet 10.000 hommes de troupes auxiliaires. Quant aux Anglais, « les prosperitez de la France leur ont toujours esté insupportables, et l'envie qu'ilz luy portent telle, qu'ils ne verront jamais qu'elle s'agrandisse sans en avoir de l'affliction, et désirer la traverser en ses desseins. Mais comme ce sont gens accoustumez à l'oisiveté, destituez d'argent et de moyens d'en avoir, en tant qu'ils n'oseroient assembler leur parlement qui seul leur en peut donner... ils ne sont pas à mon advis beaucoup à craindre. » On offrirait pourtant à Charles I^{er} de le comprendre dans le traité de la Haye et de rendre le Palatinat à ses neveux. Mais le concours de la Suède était plus précieux et Feuquières aurait charge d'amener Oxenstierna à adhérer au traité franco-hollandais.

Cependant la prochaine arrivée des ambassadeurs hollandais apportant la ratification du traité était annoncée à Charnacé par une lettre d'Aerssen¹. Suivant les vues de celui-ci, la conquête des Pays-Bas se ferait en trois ans, en commençant par Dunkerque et les villes de la côte. L'armée des alliés serait forte de 30.000 hommes et 7.000 chevaux, tandis que l'Espagne manquait « d'ordre, d'argent, d'hommes, de chefs », et avait de graves difficultés en Allemagne et en Italie. La ratification du traité franco-hollandais avait, il est vrai, provoqué des débats orageux dans les États provinciaux de Hollande et Amsterdam avait même refusé d'y consentir. Mais enfin elle avait été votée le 21 mai, et, le même jour Ploos, président de semaine, avait persuadé aux députés de

1. Aff. étr. Hollandaise, XVI, f^o 489, 5 juin.

Gueldre, Zélande, Utrecht, Frise et Over-Yssel qu'il faudrait la faire porter au roi par une ambassade extraordinaire. Le 26, la Hollande, qui s'y était d'abord opposée, et Groningue, dont les députés s'étaient absentés, adhèrent au projet. Le lendemain, on désigna pour l'exécuter les chefs des deux partis tréviste et anti-tréviste, Pauw et Knuyt, qui furent chargés de poursuivre à Paris quelques négociations complémentaires.

Le 30 mai, une instruction élaborée par une commission des États Généraux fut lue dans leur assemblée et approuvée ¹. Les envoyés devaient se rendre par mer à Calais ou à Dieppe, pour gagner de là le lieu de résidence de la cour. Dans la première audience du roi, ils demanderaient à conférer avec quelques commissaires. Ils échangeraient avec ceux-ci les ratifications, en y comprenant les déclarations séparées et les articles explicatifs. Dans la seconde audience du roi, ils l'inviteraient à déclarer la guerre en lui promettant les concours de la République, de la Suède et de l'Union évangélique, et en lui faisant espérer la pacification de l'Allemagne et l'extension de la France jusqu'à ses frontières naturelles. Une autre instruction secrète et arrêtée le même jour dans la chambre du prince d'Orange, recommandait aux ambassadeurs de décider le roi de France à secourir les seigneurs belges mécontents : le prince d'Espinoy, le duc de Bournonville, les comtes de Bergh et de Warfuzée. On adopterait pour le partage la frontière linguistique, qui laisserait aux Provinces-Unies Bruges et Ostende, ou s'arrêterait du moins à une ligne tirée de Rupelmonde à Blankenbergh. Si pourtant l'ambassade échouait et si la France refusait de rompre ouvertement avec l'Espagne, on se contenterait d'un secours de 6.000 hommes de pied

1. Aff. étr. Hollande. Mém. et doc., t. 102, Aitzema, *Hist. des Pays-Bas*, f^{os} 9-16

et 600 chevaux ; on prendrait Gravelines qui serait cédée à la France, et Dunkerque qui resterait aux États. Ainsi les nouvelles négociations allaient s'ouvrir dans lesquelles les représentants des Provinces-Unies devaient s'efforcer de convertir le traité des subsides du 15 avril en un traité d'alliance obligeant la France à faire coopérer ses armées avec celles de la République.

TROISIÈME CHAPITRE

Le traité d'alliance du 8 février 1635.

Charnacé, Bullion et Claude Bouthillier sont désignés pour conférer avec Pauw et Knuyt. — Charnacé fixe les avantages que la France doit obtenir par la guerre : l'indépendance des Pays-Bas, l'acquisition du Cambrésis, de l'Alsace, de la Franche-Comté et du Roussillon. — Au milieu d'août puis à la fin d'octobre, Knuyt retourne chercher de nouvelles instructions des États Généraux. — Enfin les deux puissances alliées s'engagent à envoyer chacune une armée de 25.000 fantassins et 5.000 chevaux dans les Pays-Bas. — Ceux-ci, s'ils se soulèvent contre l'Espagne, conserveront leur indépendance; sinon ils seront partagés. — Charnacé va avec Knuyt porter ce traité à La Haye et en rapporte la ratification. — Puis il rejoint à Mézières l'armée de Brézé, et, le 20 mai, se distingue à la bataille d'Avein.

Charnacé appréhendait fort de rejoindre son poste et fut satisfait de voir les députés des États prendre les devants ¹. Il écrivit le 20 juin à Brézé : « De Hollande l'on n'entend point que personne se mette encor en campagne. Leurs ambassadeurs doivent maintenant estre arivez à Calais. Leur venue retardera mon retour en ce païs la dont je loue Dieu de tout mon cœur » ². Il fut désigné avec Claude de Bullion, surintendant des finances, et Claude Bouthillier,

1. Il profitait d'ailleurs de son séjour à Paris pour préparer les instructions de d'Avaux, qui allait recommencer la mission de Charnacé en 1629, puisqu'il devait d'abord décider le roi de Danemark à combattre l'empereur, et ensuite renouveler entre la Suède et la Pologne la trêve conclue à Altmark par les soins de Charnacé. Celui-ci écrit dans son journal à la date du 12 juin : « Il (le cardinal) s'en est allé à Ruel. J'esuis allé en son carosse jusques au-delà du Roule, où il a monté en litière, d'où je suis revenu au logis de M. le Cardinal, en la chambre du R. P. Joseph, où j'ay esté jusques au soir avec luy et M. d'Avau pour travailler à l'instruction de son ambassade de Danemark, Suède et Pologne ». Cité par M. Fagniez, t. II, p. 178.

2. British Museum Egerton Collection, n° 1688.

secrétaire d'État aux affaires étrangères, pour défendre les intérêts français contre Pauw et Knuyt. Ceux-ci arrivèrent à Paris à la fin de juin.

Le 27 juin, Charnacé remit un mémoire au Cardinal ¹. Avant d'entrer en négociations il définissait son but : les provinces belges devaient être indépendantes et n'accorder à la France que quelques légitimes dédommagements. Les fortifications seraient rasées, les villes qui resteraient fidèles à l'Espagne seraient dépouillées de leurs privilèges, et donneraient des otages qu'on internerait à Gravelines. Rien ne serait changé sur le fait de la religion. Mais les provinces libérées auraient à députer des notables auprès du roi et des États de La Haye pour traiter de leurs libertés politiques et de leurs franchises commerciales. Il examinait ensuite le détail des opérations. La saison étant trop avancée, le roi ne déclarerait la guerre à l'Espagne qu'au mois d'avril suivant. En attendant, outre le régiment et la compagnie de cavalerie déjà promis aux Provinces-Unies, il leur enverrait par Calais 6.000 hommes de pied et 1,000 chevaux. Ainsi renforcée, l'armée hollandaise viendrait dès l'été prochain mettre le blocus devant Mardick et Dunkerque, puis devant Nieuport, Gravelines et Ostende. Elle devait plus tard aider l'armée française à s'emparer de Namur. Le roi, par le seul fait de sa déclaration de guerre, serait libéré du subside de 2 millions 300.000 livres, mais il devait mettre en campagne 20.000 hommes de pied et 4.000 chevaux, et les Hollandais seraient obligés de fournir le même nombre de troupes jusqu'à ce que les Espagnols fussent chassés des Pays-Bas. Les deux alliés s'engageaient à ne traiter que conjointement, et, après la délivrance des Pays-Bas, à se prêter un mutuel secours contre

1. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 497, 27 juin. Brouillon en désordre.

toutes les entreprises de l'Espagne et l'Autriche. Charnacé étudiait enfin les bases sur lesquelles devaient être conclus les futurs traités de paix. Pour gagner le roi d'Angleterre, on rendrait le Palatinat à ses neveux. La France proclamerait l'indépendance des Pays-Bas en attribuant aux Hollandais les places de Bréda, Geldern, Stevenswerd, et en se réservant Gravelines, Dunkerque, Ostende, Bergues Saint-Winox, Nieuport et Blankenberg, comme il était convenu ; puis elle s'assurerait la possession de la Mothe et de Thionville, nécessaires pour couvrir la Lorraine, et chargerait les Suédois de lui procurer l'Alsace avec Brisach, Benfeld et Philipsbourg ; enfin le Cambrésis, le Roussillon et la Franche-Comté devaient également lui revenir.

Le même jour, le 27 juin, Richelieu faisait présenter à Pauw et à Knuyt ses premières propositions¹, dans lesquelles il s'était conformé à ce mémoire. Il insistait sur le projet d'indépendance des Pays-Bas et sur sa volonté de ne garder que les places strictement nécessaires pour protéger ce nouvel État contre un retour offensif des Espagnols. Le 30 juin, dans une lettre envoyée de Rueil à Charnacé², il fixait la conduite à tenir pendant les négociations. Il convenait, pour dépister les espions, de faire deux choses : « l'une, de faire coure le bruit doucement qu'il y a quelque difficulté entre nous sur l'article du régiment compris au traité du dit S^r de Charnacé, l'autre que, tandis que l'on penseroit que MM. les Ambassadeurs s'amuseroient à leurs visites publiques il y eust un tiers qui allast et vinst entre eux et moy pour sçavoir leurs propositions et les résolutions du roy, ce qui se feroit en trois voyages. Par ce moyen les agens d'Angleterre et les espions espagnols, qu'on ne peut empêcher

1. Aff. étr. Hollande, XVI, f^o 496.

2. Avenel, IV, 574.

d'estre partout, ou y avoir des émissaires, ne pénétreroient rien, mais manderoient que nous ne serions pas d'accord sur le traité du dit Charnacé, ce qui feroit que nos ennemis ne pourroient se préparer contre les desseins que nous pourrions prendre », Charnacé était désigné pour jouer le rôle de ce « tiers », puisqu'il connaissait déjà Pauw et Knuyt et avait, pour les voir, le prétexte des affaires de son régiment. Il devait donc recevoir leurs propositions et les transmettre au Cardinal, qui s'en entretiendrait avec le roi et rendrait une prompte réponse.

Ce fut seulement le 10 juillet que les deux ambassadeurs remirent à Charnacé leur premier projet de traité ¹. Ils déclaraient que l'affranchissement des Pays-Bas ne pourrait être obtenu qu'à la suite du soulèvement de la noblesse belge. En attendant, les Hollandais étaient disposés à assiéger Dunkerque avec 6 ou 7.000 hommes et de l'artillerie tandis qu'une armée de 14 à 15.000 hommes et de 5.000 chevaux attaquerait quelque autre place. Charnacé répondit que le roi, pour profiter du mécontentement des Pays-Bas, y enverrait 6.000 fantassins et 2.000 chevaux, et s'assurerait des places que lui offraient les conjurés ². Les États devaient s'engager à tenir toujours leurs troupes à portée de celles du roi, et à barrer le Rhin aux renforts espagnols venant d'Italie. Après l'expulsion des Espagnols, les Pays-Bas formeraient un État indépendant et catholique, où les princes et seigneurs conserveraient leurs biens et privilèges et où les prélats et ecclésiastiques seraient respectés, ainsi que les corps d'état et les communautés religieuses.

1. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 501, 10 juillet.

2. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 544, juillet. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 774 : brevet de maréchal de France remis en blanc à Charnacé, pour le baron d'Helbergue, qui avait promis de livrer Gravelines.

Richelieu, selon son habitude, examinait par écrit les divers partis sur lesquels pouvait porter la discussion¹. S'engager à rompre avec l'Espagne dans le délai d'un an était imprudent, tant que la situation ne se serait pas éclaircie en Allemagne. Il convenait au contraire d'attendre une attaque des Espagnols et de rejeter sur eux la faute de cette guerre. Ainsi « nous ne pourons estre blamez des cagots du Royaume, le pape nous favorisera ». Le mieux était donc de ne prendre aucun engagement formel sur la date de l'entrée en campagne, mais de préparer l'avenir et de « passer un traité qui décide seulement le partage qui debvra estre fait en cas de rupture, où la liberté du pays ne sera pas oubliée ».

Au milieu d'août, Knuyt repartit pour la Hollande et, le 21 et le 22, il exposa aux États Généraux l'ensemble de ses négociations. Du 26 au 29, il s'entretint à Arnheim avec Frédéric-Henri et les députés délégués à l'armée. Il passa le commencement de septembre à La Haye et la fin à Middelbourg², au milieu de ses compatriotes zélandais. Puis il fut rappelé au camp, à Heusden, par le stathouder et les députés délégués, auxquels les États Généraux avaient donné pleins pouvoirs. En effet, la situation était fort grave, car le Cardinal-Infant, ayant écrasé les Suédois à Nordlingen, continuait sa marche et allait arriver aux Pays-Bas. Dans les conférences des 29 et 30 septembre, on étudia un projet de traité entre la France, les Provinces-Unies et l'Angleterre³, qui venait d'être transmis de Paris, où Pauw l'avait reçu de Bouthillier. Ce projet garantissait la restitution du Palatinat aux héritiers de Frédéric V ; en échange, l'Angleterre

1. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 525, 23 juillet.

2. Avenel, IV, p. 608.

3. Cf. Waddington, t. I, Pièces justificatives, n° 15.

observerait une neutralité amicale et prêterait même quelque secours, « selon que la commodité des affaires le permettra ». Knuyt revint à Paris avec ordre de déterminer le roi à la guerre ¹.

Or, le 2 septembre, Pauw avait déjà longuement insisté auprès de Richelieu pour qu'il arrêtât la marche du Cardinal-Infant. Il avait eu avec Charnacé, Bullion et Bouthillier une conférence à laquelle le Cardinal était venu assister ². On avait discuté sur les opérations dont Maestricht pourrait être le centre. Charnacé « parut avoir envie de passer avec son régiment à l'armée des États et de servir sous le prince d'Orange ». Dès l'arrivée de Knuyt il s'entretint avec lui du triomphe du Cardinal-Infant à Nordlingen et des moyens de rétablir la situation ³. Mais Richelieu, le 26 octobre, renvoya Knuyt à La Haye en déclarant que des pouvoirs spéciaux étaient nécessaires pour signer les articles concernant la religion catholique aux Pays-Bas. L'ambassadeur fit le voyage dans la plus grande diligence, et, du 5 au 9 novembre, eut encore quatre conférences avec Frédéric-Henri et les députés délégués.

1. On comptait sans doute sur la vénalité des commissaires français, car, dans leur séance du 6 septembre, les États Généraux avaient décidé d'offrir 150.000 écus à Charnacé pour obtenir le paiement de la flotte de Haultain (Cf. Aff. étr. Hollande, Mém. et doc., t. 102, *Hist. des Pays-Bas*, d'Aitzema, f° 42).

2. Aff. étr. Hollande, Mém. et doc., t. 102, *Hist. des Pays-Bas*, d'Aitzema, f° 24.

3. Knuyt eut une entrevue, le 19 octobre, avec le Cardinal, qui, la veille, écrivait à Bouthillier : « M. de Charnacé vous dira comme j'estime à propos que M. Bullion et vous soyez icy demain avec Messieurs les ambassadeurs de Hollande qui y doivent venir et que, pour cet effet, vous donniez vostre carosse pour amener lesdits sieurs ambassadeurs ».

Dès le retour de Knuyt, les négociations recommencèrent ¹. Charnacé examina les nouvelles propositions ². La rupture entre la France et l'Espagne était fixée au mois de mars 1633. Mais Charnacé jugea que les pouvoirs de Knuyt étaient encore insuffisants pour le maintien du catholicisme dans les Pays-Bas et Euskerke partit à son tour pour La Haye. Il y arriva le 10 décembre, et en repartit le 21 avec un nouveau projet qui ne donnait pas encore pleine satisfaction sur la question religieuse, et qui n'obligeait pas l'armée hollandaise à agir « conjointement » avec la nôtre. Or, l'accord dans les opérations des alliés semblait être une garantie de succès. Richelieu écrivit donc à ses deux commissaires Bouthillier et Charnacé : « Messieurs Bouthillier et de Charnacé se souviendront que je n'entends pas à quelle fin on a changé l'ordre des armées porté par le dernier traité, par lequel elles devoient toujours estre conjointes » ³. Les circonstances étaient cependant pressantes. Le Cardinal-Infant avait traversé le Rhin et conclu à Juliers, le 26 octobre, avec les électeurs de Mayence et de Cologne, un traité par lequel il s'engageait à leur fournir des troupes et de l'argent. Son arrivée à Bruxelles et les renforts qu'il amenait allaient sans doute rendre plus agressive la politique de la Régence. Les commissaires hollandais, après avoir laissé passer tout le mois de janvier, se décidèrent donc à céder sur les derniers points en litige, et, le 8 février au soir, à signer le nouveau traité.

Celui-ci leur était d'ailleurs favorable. Ils avaient enfin

1. Chez Bullion, comme nous l'indique un mot de Charnacé à Bouthillier : « Je ne manquerois pas d'avertir Messieurs les ambassadeurs de Holande de se trouver demain à 9 heures du matin cheus M. de Bullion selon ce que vous me commandes ». Aff. étr. Hollande, XVI, f° 671.

2. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 606.

3. Avenel, IV, p. 654.

réussi à engager la France dans une alliance offensive et défensive où chaque partie devait fournir 25.000 hommes de pied et 5.000 chevaux destinés à opérer conjointement ¹. On adresserait un manifeste aux habitants des Pays-Bas : s'ils s'insurgeaient dans un délai de trois mois, leurs provinces constitueraient un corps d'État libre et souverain, conservant leur religion et leurs franchises et prérogatives ². Le roi et les États Généraux prendraient cet État sous leur protection ³. Ils se réservaient cependant de légitimes dédommagements sur quelques places des frontières. La France devait avoir Thionville, Namur et Ostende, avec leurs territoires et juridictions ; à la Hollande revenaient Dam, Hulst avec le pays de Waes, Bréda, Geldern et Stevenswerd, également avec leurs territoires et juridictions ⁴. Non seulement les États avaient amené Richelieu à promettre l'intervention armée de France, mais encore ils lui avaient fait envisager la possibilité de sacrifier son projet le plus cher, l'indépendance des Belges. Si, en effet, ceux-ci refusaient de concourir à leur libération, on était convenu d'en opérer le partage. En ce cas, la France devait acquérir le Luxembourg, le Hainaut, le Cambrésis, l'Artois et la Flandre jusqu'à une ligne tirée de Blankenberg à Dam et Rupelmonde. La Hollande obtenait le marquisat d'Anvers, la seigneurie de Malines, le duché de Brabant et le reste de la côte depuis le nord de Blankenberg jusqu'à Swym. Richelieu avait exigé que, même si ce partage avait lieu, le catholicisme serait partout maintenu ⁵. Les alliés s'engageaient à ne traiter que « conjointement » et d'un commun

1. 1^{er} article (*Corps du droit des gens*, de Dumont, VI, p. 80. *Recueil des traités de paix*, de Léonard, V, p. 56).

2. 2^e article.

3. 3^e article.

4. 4^e article.

5. 5^e article.

accord ¹. Ils réglèrent leurs opérations en campagne et les sièges qui se feraient deux par deux, pour se créer une mutuelle diversion ². Pour les appuyer, une flotte hollandaise croiserait sur les côtes de Flandre ³. Les alliés déclaraient qu'après avoir imposé à l'Espagne et à l'Autriche leurs conditions de paix, ils se soutiendraient encore contre tout retour offensif de ces puissances ⁴. Ils inviteraient le roi d'Angleterre à se joindre à eux ⁵, et armeraient deux escadres de quinze vaisseaux chacune pour s'assurer la maîtrise de la mer ⁶. Le traité du 15 avril était maintenu ⁷. Mais le roi n'aurait plus désormais à payer qu'un seul million de subsides ⁸. Des articles secrets ajoutaient que le délai de trois mois accordé aux Belges pour se soulever pourrait être prolongé et que toute attaque dirigée contre l'un des deux contractants obligerait l'autre à la repousser « conjointement » avec lui.

Le lendemain de la signature du traité, le 9 février, Charnacé écrivait à Brézé : « Hier au soir l'affaire de Hollande fut terminée à deux ou trois choses près pour lesquelles et pour aviser à la guerre et tout ce qui en dépend. Lindamar (Charnacé) va en poste dans huit jours pour trouver le prince d'Orange. Il ne sera, ce dit-il, point que trois semaines au plus. Tout cela est un grand secret icy ⁹ ». Il ajoutait à la date du 25 février : « Je me mettez sans faillir en chemin mardi avec M. Knuyt l'un des ambassadeurs pour voir si nous pourrions ajuster les deux

1. 6^e article.

2. 7^e article.

3. 8^e article.

4. 10^e article.

5. 11^e article.

6. 12^e article.

7. 14^e article.

8. 15^e article.

9. British Museum. Egerton Collection, n° 1688.

difficultés qui restent ». Ces deux difficultés étaient la liberté du catholicisme aux Pays-Bas et le paiement des indemnités que réclamait la flotte hollandaise employée au siège de La Rochelle. Il venait de recevoir ses instructions pour sa nouvelle mission ¹. Le roi allait concentrer à Mézières 25.000 hommes et 5.000 chevaux. Il offrait d'envoyer par Calais des troupes qui, à Dixmunde, opéreraient leur jonction avec les Hollandais venant de l'Écluse, puis marcheraient contre l'armée espagnole. L'armée française pouvait se diriger encore de Rocroy sur Namur, et y rejoindre les Hollandais venus de la Gueldre. Mais le meilleur parti semblait qu'elle assiégeât Dunkerque; tandis que l'armée hollandaise assiégerait Ostende, puis qu'elles fissent leur jonction pour marcher ensemble sur Gand ou Lille. Charnacé fit le voyage avec Knuyt. Ils arrivèrent à La Haye au commencement de mars. Le 10, Knuyt dut rendre compte aux États Généraux de sa mission. Il leur expliqua qu'après avoir occupé les provinces belges on pourrait y proclamer le libre exercice de la religion réformée, mais sans y proscrire le culte catholique ². Néanmoins les députés de la Hollande; et surtout ceux de la Gueldre, se montrèrent froissés dans leur calvinisme intransigeant. Knuyt ajouta que le banquier hollandais Heuft s'occupait à Paris de toucher les indemnités pour les vaisseaux coulés devant La Rochelle. Le 11 avril, les États ratifièrent le traité, et Euskerke, revenu à La Haye, reçut l'ordre de le porter au roi. Celui-ci donna immédiatement sa ratification et promit formellement la liberté du protestantisme dans les provinces belges. Pendant ce temps, Charnacé, de

1. Avenel, VII, supplém. 22 février. *Mém. de Richelieu*, édit. Michaud et Poujoulat, t. VIII, p. 598. Aff. étr. Hollande, XVII, f° 17.

2. Aff. étr. Hollande, Mém. et doc., t. 102, Aitzema, *Hist. des Pays-Bas*, f° 119.

la part du roi, avait remis au jeune prince Guillaume une épée enrichie de diamants, et à Albert de Solms, frère de la princesse d'Orange, un brevet de pension. Il avait réglé avec quelques commissaires des États les difficultés d'entrée en campagne ; le roi de France autorisait Frédéric-Henri à commander ses troupes tant qu'elles opèreraient avec les siennes et que le Cardinal ou le duc d'Orléans ne viendraient pas se mettre à leur tête ¹. Les États demandaient que, vers le 10 mai, l'armée française partie de Mézières se trouvât à Rochefort tandis que l'armée hollandaise se dirigerait de Nimègue sur Marche-en-Famine. Charnacé rentra à Paris à la fin de mars, et aussitôt le roi écrivit en ce sens aux maréchaux de Châtillon et de Brézé². En témoignage de satisfaction, les États Généraux votèrent pour Charnacé, Bouthillier, et Bullion, une gratification de 85.000 florins.

L'ouverture des hostilités paraissait imminente. Le 26 mars 1635, un corps espagnol avait enlevé Trèves et conduit dans les Pays-Bas l'électeur Philippe-Christophe de Sötern, qui était notre allié et qui avait accepté la protection d'une faible garnison française. M. d'Amontot, notre agent à Bruxelles, dont les réclamations restaient sans effet, allait être bientôt rappelé. Le Cardinal écrivait à Bouthillier le 23 avril ³ : « Je croy qu'il est bon que vous, le Père Joseph, Mrs Servien et Charnassé, vous assembliez aujourd'hui pour conférer ensemble des avis que vous aurez receus d'Allemagne et voir ce qu'il y aura à faire. Le chancelier Oxenstern arrive icy mercredi prochain, c'est pour quoy il est bon que vous et le Père Joseph y soiez, joint que le roy en

1. Aff. étr. Hollande, XVII, f° 19. Propositions faites au prince d'Orange.

2. *Mém. de Richelieu* (édit. Michaud et Poujoulat), t. VIII, p. 599.

3. Avenel, IV, p. 719, 23 avril.

partira vendredy, qui fait qu'on n'aura qu'un jour à négocier avec luy ». Le 27 avril Oxenstierna, étant arrivé à Paris, fut présenté au roi dont il venait solliciter l'assistance. C'était certes un beau triomphe pour Charnacé, qui avait été chercher si loin ces alliés suédois et hollandais et avait eu tant de peine à les engager dans cette guerre, et qui les voyait maintenant venir eux-mêmes à Paris prendre le mot d'ordre de notre politique. Le 28 avril fut signé un nouveau traité franco-suédois¹. Oxenstierna, qui eût voulu la paix, s'engageait néanmoins à continuer la guerre pourvu que la France la déclarât aussi. Les deux parties se promettaient de ne conclure aucune paix séparée et de maintenir la religion catholique dans les pays conquis. Oxenstierna repartit aussitôt.

Le 30 avril, Richelieu, en envoyant à Charnacé le traité apporté par Euskerke et ratifié par le roi, lui rappelait que selon l'article 12 les deux alliés devaient entretenir 30 vaisseaux en deux escadres, pour protéger la liberté des mers et empêcher tout débarquement². En cas de jonction, l'amiral hollandais devrait saluer le premier, comme il faisait déjà pour l'Angleterre, puis il viendrait, accompagné de son état-major, tenir conseil avec les officiers français. La hiérarchie de ce conseil était très exactement fixée : « On concluera à la pluralité des voix, et la conclusion sera mise par escrit par un secrétaire dudit conseil. » Le Cardinal ajoutait que le roi formait à Langres une nouvelle armée et qu'il fallait rappeler aux États leur promesse d'envoyer un corps d'observation interdire l'accès du Limbourg et du Luxembourg du côté de l'Allemagne³.

Charnacé était allé rejoindre à Mézières l'armée de

1. Avenel, IV, p. 693.

2. Avenel, IV, p. 740, 30 avril.

3. Avenel, p. 749, 3 mai.

Brézé forte de 25.000 hommes et de 5.000 chevaux. Aussitôt arrivé, il écrivait à Bouthillier ¹ que, par extraordinaire, les trois généraux Brézé, Chatillon ² et la Meilleraye ³ faisaient assez bon ménage. Pour donner du cœur aux chefs de corps, on avait exécuté Des Chapelles, qui, avec des moyens insuffisants, n'avait pu défendre le château de Sirck. « Il servira d'exemple à d'autres ». Puis, de Palizeux, Charnacé annonça le 14 mai que l'avant-garde avait franchi la Semoy et pris le château d'Orcimont ⁴. Les hostilités étaient virtuellement commencées. Mais ce fut seulement le 19 mai que le héraut d'armes Jehan Gratiollet alla porta la déclaration de guerre au Cardinal-Infant. N'ayant pu pénétrer jusqu'à lui, il la planta sur le poteau de Bouilly, à la frontière.

Le lendemain 20 mai, l'armée française venait d'occuper Marche-en-Famine ⁵, lorsqu'elle rencontra près d'Avein le prince Thomas de Savoie envoyé par le Cardinal-Infant pour l'arrêter avant qu'elle n'eût rejoint le prince d'Orange. Elle put néanmoins continuer sa marche après que les positions espagnoles eurent été enlevées d'assaut, et la cavalerie ennemie mise en déroute par les escadrons du marquis de Tavannes. « Le sieur de Charnacé se trouva parmi eux, où il se fit signaler par son jugement et courage ⁶ ».

1. Aff. étr. Hollande, f° 44, 6 mai.

2. Petit-fils de l'amiral de Coligny.

3. La Meilleraye était cousin germain de Richelieu. Il joua un grand rôle à la journée des Barricades.

4. Aff. étr. Hollande, XVII, f° 46.

5. Sur toutes ces opérations, V. *Mém. de Richelieu* (édit. Michaud et Poujoulat, t. VIII, p. 606-608).

6. *Mém. de Richelieu*, t. VIII, p. 608. Outre ce témoignage nous avons celui de d'Espenan, un des compagnons d'armes de notre héros qui écrivait au Cardinal de la Valette : « M. de Charnacé vous escrit aussi, qui a esté bien marry de ne vous avoir pas trouvé icy. Je ne sçaurois vous parler assez dignement de son courage, seulement vous diray-je que je n'ay jamais veu qui se fust porté plus hardiment dans

C'est donc à la tête d'une armée que, près de Meerssen, il vint retrouver le prince d'Orange, mais son nouveau rôle de général ne devait pas l'empêcher de continuer à l'occasion ses services de diplomate.

le péril ». Copie des lettres des sieurs d'Espanan, de Charnacé, Reaup et Talon, écrites depuis Paris au Cardinal de la Vallette et autres officiers de son armée le 24 et 25 juillet 1635. Interceptées par Mail-
lard, Gouverneur de la Ville de Zirck sur la Moselle. (Bibl. Nat. nouv. cat. ms. de l'hist. d'Espagne : L b 36, 3062).

QUATRIÈME PARTIE

CONSÉQUENCES DE L'ALLIANCE FRANCO-HOLLANDAISE

PREMIER CHAPITRE

L'invasion des Pays-Bas.

Charnacé est nommé maréchal de camp, mais la disette et la maladie épuisent l'armée française. — Brézé se plaint de ne pas recevoir la solde de ses troupes, tandis qu'on gaspille les fonds du trésor pour lever de la cavalerie polonaise. — Il se retire le 22 février 1636, et Charnacé obtient des États Généraux le rapatriement de son armée. — Puis Charnacé conclut le traité du 6 septembre 1636, qui dispense la France d'entretenir une armée dans les Pays-Bas moyennant le paiement d'un subside de 1.500.000 livres. — Il garde le commandement d'un régiment français au service des États, mais sa santé et sa fortune sont ruinées. Il est tué au siège de Bréda le 3 septembre 1637.

La brillante conduite de notre héros à la bataille d'Avein lui valut des félicitations de Richelieu qui lui recommandait de tirer tout le parti possible de la victoire ¹ : « Estant dans le cœur du pays, après un si grand estonnement, vous pouvez faire de grandes choses ». Mais la vanité de Châtillon et ses prétentions au commandement exclusif

1. Avenel, V, 30 mai.

amenèrent des dissentiments très graves entre lui et Brézé¹. Richelieu donnait à Charnacé la mission de les apaiser, afin de ne pas se trouver obligé de rappeler Châtillon, et ajoutait : « Sa Majesté vous envoie aussy un brevet de mareschal de camp, afin que vous serviés en cette qualité en son armée, et que, de plus en plus, vous vous faciés cognoistre² ». Il déclarait encore : « J'ai toute ma vie fait estat de ne me mesler pas de donner mes advis de loin, parce que ceux qui sont de près voient bien mieux les choses que les esloignez³ ». Il fallait cependant que le grand effort qu'on exigeait de la France pour cette campagne ne restât pas stérile : « Nous ferons l'impossible ; reste de vostre costé à faire le mesme ». Le Cardinal recommandait à Charnacé de s'établir, avant l'arrivée de l'armée espagnole commandée par Piccolomini, en un lieu bien approvisionné de vivres et en communication facile avec les Provinces-Unies et la France⁴. En effet, on n'avait pu provoquer le soulèvement des Belges, que le sac de Tirlemont disposait mal à l'égard de leurs libérateurs. Brézé avait vainement poussé une reconnaissance de cavalerie jusqu'aux portes de Bruxelles. Le manque de vivres décida donc les alliés à se replier sur Louvain et à faire le siège de cette place. Mais au bout de huit jours ils durent lever le siège, et, le 4 juillet, ils se retiraient vers Ruremonde. En peu de temps cette magnifique armée de 50.000 hommes, par l'effet des disettes et des maladies, était devenue

1. Avenel, V, p. 48, 8 juin. Châtillon semble d'ailleurs avoir recherché les avantages du commandement sans en accepter les charges, car Charnacé écrivait de lui qu'il « mérite bien la graisse qu'il a et plus encore, s'il vit en paix comme il a fait en guerre ». (Lettre du 14 août).

2. Avenel, V, p. 78, 28 juin.

3. Avenel, V, p. 73, n. 28 juin.

4. Avenel, V, p. 82.

une cohue que harcelaient les cavaliers croates de Piccolomini. Brézé jugeait déjà nécessaire une prompte conclusion de la paix. Le 14 juillet ¹, il renvoya Charnacé en France pour exposer la situation et demander des secours. Mais Charnacé revint au début du mois suivant, rapportant seulement l'ordre de suivre le prince d'Orange dans sa retraite et de faire prendre à l'armée française ses quartiers d'hiver sur le territoire des Provinces-Unies.

Pendant son absence, les Espagnols avaient enlevé le fort de Schenk, qui commandait à la fois le Bas-Rhin et le Waal. Frédéric-Henri commença aussitôt à bloquer la garnison et Aytona mourut de la fièvre au cours des opérations par lesquelles il cherchait à faire lever ce siège. Pour être plus près du stathouder, les États Généraux placèrent à Arnheim le lieu de leurs séances. L'armée française prit ses quartiers d'hiver dans les Provinces-Unies, mais n'en fut pas moins décimée par la peste et la famine. Le 5 novembre, Charnacé fut accrédité comme ambassadeur ordinaire, et Brézé comme ambassadeur extraordinaire auprès des États. On leur envoyait en même temps de nouvelles instructions. Le Cardinal estimait en effet que, pendant le siège de Schenk par les Hollandais, nos troupes pourraient se joindre à celles du Landgrave de Hesse-Cassel pour remonter la vallée du Rhin, ravitailler et débloquer Coblenz, Ehrenbreitstein, Mayence et Hanau.

La situation de l'armée, à laquelle on n'envoyait pas d'argent, rendait l'exécution de ce projet impraticable. Châtillon et la Meilleraye ayant été rappelés, Brézé, resté seul, écrivait le 4 décembre qu'il ne recevait pas la solde de ses troupes, dont la moitié était réduite à la mendicité. A Gorcum, il avait vu un enseigne au régiment de Piémont

1. Aff. étr. Pays-Bas, t. XI, 14 juillet.

donner son cheval « pour un pain et trois harans pour souper ». Les autres officiers de ce régiment avaient vendu leurs chevaux pour deux ou trois rixdales ¹. Et huit jours plus tard, les représentants des États se plaignaient à lui de ce qu'on laissât ses soldats « affamez, nuds et désespérez » à ce point que « non seulement ils dépouillent les vifs, ains qu'en aucuns endroits ils n'ont espargné les morts mesmes, déterrart les corps pour les chemises et linges dont ils sont enveloppez, et se servant de leurs cercueils pour leur eschauffage ² ».

Le maréchal parlait des « excessives despenses que la mizère d'un chacun m'a convié de faire ». Il prétextait donc des raisons de santé pour demander son rappel, car il ne savait plus « de quel bois faire flesche », et déclarait que, pour sortir de sa situation actuelle, il serait prêt à affronter la Bastille et même « le noir minois de Lafemas³ ». Il s'indignait de ce que, laissant son armée dans un tel dénûment, on eût envoyé à Amsterdam le banquier Heuft, Hollandais établi à Paris, chargé de remettre 150.000 livres aux troupes du landgrave de Hesse pour obtenir leur concours. Bien plus, ce banquier s'était engagé à faire parvenir à Dantzig la somme nécessaire pour la levée en Pologne de 6.000 fantassins et de 4.000 cavaliers qui viendraient renforcer l'armée française de Hollande. Ainsi l'argent qui aurait pu servir à ravitailler notre armée, dans laquelle se trouvaient « les meilleures troupes peut-être qui soient en Europe », était employé à lever des bandes polonaises ayant « encore moins de discipline que les Croates qui bruslent et saccagent tout par où ils passent

1. Aff. étr. Hollande, XVII, p. 107.

2. Aff. étr. Hollande, XVII, p. 107. Cité par M. Waddington, t. I, p. 275.

3. Aff. étr. Hollande, XVII, p. 126.

et qui ne sont hardys que lorsqu'ils sont 20 ou 30.000 ensemble, le langage desquelz on n'entend point et dont la fidélité et affection sont fort incertaines ¹ ».

Mais, à cette époque, les troupes françaises n'avaient pas encore eu l'occasion de faire leurs preuves. Richelieu, qui dans les campagnes d'Italie avait surtout constaté leur légèreté et leur indiscipline, aimait à leur adjoindre des mercenaires des races du Nord, plus calmes et plus patientes. Il envoyait particulièrement la cavalerie légère des Impériaux et croyait en trouver l'équivalent dans la cavalerie polonaise. Pourtant il reconnut bientôt l'impossibilité de faire rallier par celle-ci l'armée de Hollande et il la rattacha à l'armée suédoise de Baner qui opérait plus près de son pays. Le dénûment dans lequel on avait laissé l'armée française n'était d'ailleurs pas imputable au Cardinal, et, dès le début du mois de janvier 1636, le surintendant des finances fut rendu responsable du paiement de la « monstre » des troupes. Brézé fut enfin autorisé à rentrer en France et, le 22 février 1636, il prenait congé des États Généraux. Un mois plus tard, Charnacé reçut l'ordre d'offrir aux États jusqu'à deux millions de livres pour obtenir le rapatriement de l'armée royale tout entière. Il entra aussitôt en conférences avec des commissaires des États, et, avant même qu'une convention fût conclue, il s'était fait accorder l'embarquement des débris de l'armée française, qui eut lieu le 3 juin à Rotterdam. Il ne restait plus que 7.100 fantassins et 2.600 cavaliers qui furent débarqués à Calais, Dieppe et Fécamp.

La capitulation de Schenk, le 30 avril, avait rendu disponible l'armée hollandaise, mais dans les premiers jours de juillet, avant qu'on eût arrêté un plan de campagne, le

1. Aff. étr. Hollande, XVII, p. 131. Lettre de Brézé à Richelieu, 19 décembre 1635,

Cardinal-Infant, accompagné du prince Thomas de Savoie, de Piccolomini et de Jean de Werth, envahissait la Picardie et s'emparait de Corbie. Paris était menacé et la situation de la France, prise au dépourvu, resta quelque temps très critique. Dès le 11 juillet, Charnacé détermina donc les États Généraux à une diversion. Le stathouder alla menacer Bréda et retint devant lui le corps d'armée du comte de Féria. En même temps, Charnacé faisait secourir Ehrenbreitstein par le landgrave de Hesse. Puis, ayant réparti 92.000 livres entre le greffier Musch, le Grand Pensionnaire Cats, Nortwick, Ploos, Ripperda et Knuyt, il put, grâce à cette précaution, obtenir le traité du 6 septembre 1636 qui annulait celui du 8 février 1635 et libérait le roi de l'obligation de faire coopérer ses armées avec celles de la République. La France ne payait plus qu'un subside annuel de 1.500.000 livres, dans lequel était compris l'entretien de deux régiments français mis au service des Provinces-Unies¹.

D'ailleurs le parti du prince d'Orange, qui voulait la guerre et l'alliance française, avait définitivement triomphé du parti des Régents de Hollande. Le chef de ceux-ci, Pauw, qui était allé à Paris signer le traité de 1635, et qui y était resté comme ambassadeur, fut rappelé le 30 mai 1636, et remplacé par G. d'Oosterwick, l'ambassadeur des États auprès de la République de Venise². Cette mutation était d'autant plus significative que le droit de choisir l'ambas-

1. Dumont, VI, 1^{re} partie, p. 127.

2. Dès le 13 mars 1634, quand il fallait remplacer Langerak, Charnacé avait conseillé à son gouvernement de demander pour l'ambassade des Provinces-Unies à Paris la nomination d'Oosterwick, de préférence à celle de Pauw ou de Huyghens. Ce dernier était secrétaire du prince d'Orange, qui soutenait sa candidature. Mais il était Arménien, et par conséquent favorable à la paix avec l'Espagne. (Aff. étr. Hollande, XVI, f^o 178).

sadeur à Paris était réservé à la province de Hollande. Celle-ci enleva également à Pauw la charge de Grand Pensionnaire de Hollande, à laquelle le poète Cats fut nommé. Ces réformes intérieures consolidaient l'alliance française. Néanmoins les charges de la guerre provoquèrent dans les Provinces-Unies des soulèvements populaires, et la Hollande proposa de nouveau de ramener les effectifs de l'armée à 22.000 hommes. Le 16 décembre 1636, Charnacé rappela aux États Généraux leurs engagements et exigea le maintien de l'armée sur le pied de guerre. Au mois de février suivant, ils lui proposèrent d'attaquer avec leur armée Hulst, Anvers ou Bréda, tandis que le roi assiégerait Dunkerque ou Gravelines. Charnacé insista beaucoup pour une attaque combinée contre Dunkerque, et traita même plusieurs articles à ce sujet avec sept commissaires des États. Le roi réunit 3 ou 4.000 hommes à Calais, et une flottille hollandaise, portant une vingtaine de mille hommes, avait descendu la Meuse, lorsqu'elle fut arrêtée par une tempête et des vents contraires. Le prince d'Orange décida alors brusquement de marcher sur Bréda et y arriva le 21 juillet. Pour se protéger contre l'armée de secours qu'amenait le Cardinal-Infant, il éleva une très forte ligne de circonvallation et inonda le pays en barrant plusieurs rivières. En même temps il poussait vigoureusement les travaux du siège. Il avait devant lui les ouvrages formidables qu'avait construits son frère Maurice lorsque Bréda faisait encore partie du patrimoine du prince d'Orange. Ces fortifications comprenaient 17 grands bastions et des fossés de 200 pieds de large et de 10 de profondeur, de sorte que le siège semblait devoir être fort long.

Charnacé se trouvait devant la place avec le régiment français dont il avait gardé le commandement. Ses lettres nous montrent qu'à cette époque la maladie, les intrigues

de ses ennemis et les embarras d'argent au milieu desquels il se débattait commençaient à user son indomptable énergie ¹. Depuis longtemps il se plaignait à Brézé des « chagrins et ennuis que l'on me donne de toutes parts, estant puissamment persécuté de mes ennemis et nullement assuré de mes amis ². » Il écrivait à Bouthillier qu'il était desserviau près du Cardinal par un adversaire plein de malice, qui le faisait passer pour libertin, adonné aux plaisirs, fourbe, impie, « enfin pour dangereux ³. » Cet adversaire bien inattendu n'était autre que le Père Joseph ⁴, avec lequel Charnacé avait déjà eu de violentes discussions en 1632, lorsque les succès de Gustave-Adolphe semblaient favoriser le projet d'une intervention armée de la France en Alsace. A cette époque, au cours d'une de ses missions en Allemagne, Charnacé avait également failli en venir aux voies de fait avec Saint-Etienne, beau-frère du capucin. C'est précisément à ce beau-frère que le P. Joseph eût voulu donner l'ambassade de Hollande et le commandement du régiment français qui y était attaché ⁵. Il avait donc, dans les premiers mois de l'année 1636, pris prétexte de la situation malheureuse de l'armée de Hollande pour tenter de ruiner le crédit de Charnacé. Celui-ci n'avait dû son salut qu'à l'inébranlable confiance que lui gardait Richelieu. Mais notre ambas-

1. Il aspirait au repos. Dès le 25 février 1635 il écrivait à Brézé : « Si je ne voyais pas la guerre sur le point de se faire, il n'y a rien en France estant inutile comme je suis au service de Son Eminence) qui m'empeschast de me retirer pour passer le reste de mes jours dans le repos et la douceur d'une vie retirée ». (British Museum, Egerton Collection, n° 1688.

2. British Museum, Egerton Collection, n° 1688. Lettre du 17 avril 1634.

3. Aff. étr. Hollande, XVI, f° 31. Lettre du 30 mars 1635.

4. Fagniez, *Le Père Joseph*, t. II, p. 258. Cabinet historique, t. IV (1868), p. 228, Dict. de Bayle, mot : Charnacé.

5. *Journal de Charnacé*, 22 mai 1634.

sadeur ne pouvait supporter toutes les charges qui pesaient sur lui. Dès le mois de janvier 1635, il écrivait à Brézé ¹ : « Le reste de mon régiment est enfin arrivé en Hollande où je pense l'aller bientôt joindre. Le Roy ne l'entretiendra plus, ce seront les États qui, ne payant pas trop bien et moy n'ayant jamais eu pension ni gratification aucune de Sa Majesté ², il me sera malaizé de subvenir à la dépense qu'il y faut faire ». Depuis le 1^{er} juin 1634, il était en outre chargé du gouvernement de Clermont en Argonne où il lui fallait entretenir à ses frais une garnison. Il s'était d'abord endetté pour en payer la solde, mais il était à bout de ressources, et cette situation le désespérait. Le 3 juillet 1637, il écrivait à Chavigni : « Il faudra que je remette Clairmont entre les mains de S. Em. qui a daigné m'en gratifier... puisque... n'ayant plus le moyen d'entretenir la garnison en façon quelconque, et ne la pouvant plus payer, la place cerroit en péril ³. » Il n'avait pu s'occuper d'administrer sa fortune personnelle, car depuis dix-sept ans il parcourait l'Europe sans avoir le temps d'aller surveiller ses domaines de l'Anjou. Il était en même temps obligé de soutenir un train de vie très supérieur à ses revenus. La correspondance de son homme d'affaires Paulmier, nous fait voir les désastreux résultats de ce régime. Le 16 mai 1637, il avait vainement prié le Cardinal

1. British Museum, Egerton Collection.

2. Il écrivait encore à Brézé : « Il y a 4 ans que Son Eminence proposa au Roy de me faire donner pension de sis mil livres à cause de ma pauvreté et ensuite m'en fist remercier Sa Majesté et les ministres. Depuis je n'en avois pas ouy parler jusques à ce que M. de Bullion luy en a reparlé. Il a treuvé la somme trop grande. Il l'a réduite à 4.000 francs de quoy les lettres ne s'expédiant non plus que de la première, je me promets que l'année qui vient si l'on en reparle elle sera réduite à 2 mil et enfin à rien ». (British Museum, Egerton Collection). Lettre du 25 février 1635.

3. Aff. étr. Hollande, XX, f^o 150.

de le faire remplacer en Hollande pour lui permettre d'aller en Anjou recueillir les débris de sa fortune ¹. Sa santé devenait tous les jours plus mauvaise. Il souffrait de la pierre, et en Hollande il avait contracté des fièvres. Le 8 août 1637, il se faisait excuser de ne pouvoir écrire à cause d'« une defluxion qui luy est tombée generalmente sur tous les membres ². » Il est donc permis de croire que Charnacé, n'ayant rien à attendre de la vie, ne cherchait plus qu'une mort glorieuse.

On serait d'ailleurs tenté d'en voir une preuve dans l'insistance avec laquelle il semble s'être exposé aux coups. Le 27 août, il remplissait son tour de garde dans la tranchée qu'il avait fait pousser jusqu'à la contrescarpe, devant la porte de Binneken, lorsque les assiégés vinrent se jeter sur ses travailleurs, « et bien que d'abord, en les soustenant, il fust atteint d'une mousquetade par la teste au droict du cordon du chapeau qui ne luy a faict qu'une tumeur, et qu'il fust porté par terre par une grenade qui luy tomba de l'autre costé de la teste et que l'esclat d'une autre luy eust entamé la joue, il ne laissa de demeurer dans le combat qui fut opiniâtre, près d'une bonne demye heure, et d'achever sa garde, après avoir faict un logement dans ladite contrescarpe », comme le prescrivaient les instructions du prince d'Orange ³. Il fallait en effet charger une mine en cet endroit pour faire sauter la porte. Mais le 3 septembre, M. de Balée annonçait au Cardinal la mort de son oncle, « M. de Charnassé, comme il commandoit cette nuit une tranchée où il a esté tué d'un coup de mous-

1. Aff. étr. Hollande, XX, f° 101.

2. Aff. étr. Hollande, XX, f° 188. Lettre de Lefebvre au Cardinal de Richelieu.

3. Aff. étr. Hollande, f° 205. Lettre de Brasset au Cardinal de Richelieu.

« quet. » L'un de ses lieutenants, le baron de La Ferté, nous donne les détails suivants sur les derniers moments de notre héros. Il venait « de faire travailler à une mine et de faire placer un pont de jones sur lequel pont, non content d'avoir passé pour assurer les soldats par son exemple, il désignait encore aux pionniers un travail pour servir de retraite aux assiégeants quand ils donneraient l'assaut, lorsque cette fatale mousquetade l'abattit entre les bras du sieur de Puyguyon, capitaine français. »

Ainsi périt, le jour même où il entra dans sa cinquantième année, l'homme qui avait été le négociateur et en grande partie l'inspirateur des deux alliances franco-suédoise et franco-hollandaise auxquelles la France dut les triomphes de sa politique jusqu'au milieu du xvii^e siècle. Les Hollandais les plus éclairés virent aussitôt l'étendue de la perte que leur pays venait de faire. Aerssen écrivit au prince d'Orange pour lui exprimer la douleur que lui causait la mort de Charnacé, « lequel ayant establi toute son espérance et fortune, contre les envies et changemens de sa patrie, en la seule amitié de Votre Altesse, ne s'estoit proposé autre pensée ny visée que de vous servir fidèlement, en liant à son possible les intelligences et confiances du Roy à cet État sur ce fondement ; Dieu veuille que celui qui luy succédera ayt pareilles intentions¹ ». Ce vœu ne devait pas être exaucé, si l'on considère le sort que l'avenir, après la mort de Louis XIII et de son ministre, réservait à l'alliance dont la conclusion avait été acquise au prix de tant d'efforts.

1. *Groen van Prinsterer*, 2^e série, t. III, p. 108.

DEUXIÈME CHAPITRE

La fin de l'alliance.

Au lieu de vouloir, comme Richelieu, l'indépendance des Pays-Bas, Mazarin cherche à les annexer. Aussi les Provinces-Unies se détachent-elles de la France. — La mort du stathouder Guillaume II permet à la province de Hollande d'investir de tous les pouvoirs son Grand Pensionnaire, Jean de Witt. — Cromwell cherche vainement à réunir les Provinces-Unies à l'Angleterre, puis il leur fait la guerre. — Celle-ci est reprise par Charles II. Jean de Witt offre à la France l'indépendance des Pays-Bas et l'alliance des Provinces-Unies contre l'Angleterre. — Mais Louis XIV veut détruire la République hollandaise et l'oblige ainsi à se lier définitivement à l'Angleterre.

Richelieu voulait constituer les provinces belges en une république qui, neutre et indépendante de nom, eût été en fait protégée par la France et de plus en plus soumise à son influence. Cette prudente politique, dictée par le sentiment de la nécessité de l'alliance hollandaise, ne fut pas continuée par son successeur qui lui préféra une annexion formelle. Mazarin en effet, le 20 janvier 1646, écrivait aux plénipotentiaires français des conférences de Munster: « L'acquisition des Pays-Bas espagnols formerait à la ville de Paris un boulevard inexpugnable. Ce serait alors véritablement que l'on pourrait l'appeler le cœur de la France et qu'il serait placé dans l'endroit le plus sûr du royaume, puisque l'on aurait étendu les frontières jusques à la Hollande. » En même temps il proposait à Philippe IV d'évacuer la Catalogne et de lui abandonner le Portugal s'il voulait donner les Pays-Bas en dot à l'infante Marie-Thérèse, qui épouserait Louis XIV. Les États Généraux, informés de cette négociation, en conçurent dès lors une incurable défiance contre la politique française, à laquelle

ils devaient bientôt faire défection. En effet, dès la fin de l'année suivante, aux conférences de Munster, ils tombaient d'accord avec l'Espagne pour traiter avec elle. Ils obtenaient la reconnaissance officielle de leur République, la ratification de toutes leurs conquêtes aux Pays-Bas et aux colonies, et la fermeture des bouches de l'Escaut, c'est-à-dire du port d'Anvers, dont le développement éventuel inquiétait les armateurs de Flessingue, de Rotterdam et d'Amsterdam. Cette paix avait été signée malgré les efforts contraires du stathouder Guillaume, qui venait de succéder à son père Frédéric-Henri. Il eût sans doute réussi à recommencer la guerre contre l'Espagne s'il n'était mort en 1650, en laissant un fils posthume.

L'influence du stathoudérat n'était prépondérante qu'en cas de guerre, et elle fut aussitôt supplantée par celle des Régents hollandais qui en profitèrent pour dicter une nouvelle constitution plus favorable à leurs intérêts. Les Provinces-Unies devenaient la Hollande, et celle-ci remettait tout le pouvoir entre les mains de son Grand Pensionnaire, Jean de Witt, dont on a dit que la République, ayant trouvé un grand ministre, pouvait se passer d'un maître¹. Rien n'éclaire mieux cette évolution qu'un parallèle entre la politique de Pauw et celle de Witt. Tous deux représentaient la bourgeoisie hollandaise, et se proposaient également d'obtenir une paix durable et d'empêcher l'asservissement de la République à son chef militaire, le prince d'Orange. Mais les mêmes raisons qui avaient fait du premier un adversaire déterminé de l'alliance française quand elle entraînait la guerre contre l'Espagne, amenèrent le second à comprendre la nécessité de cette alliance. En effet, les Provinces-Unies, de plus en plus menacées par la rivalité

1. Lefèvre-Pontalis, *Jean de Witt*, I, p. 137.

de l'Angleterre, recherchaient le concours d'un pays assez puissant pour la faire reculer devant la perspective d'une guerre. De plus, il était urgent de conclure avec la France un accord définitif au sujet des Pays-Bas, afin d'écarter de ce côté tout prétexte d'un conflit qui aurait obligé les Régents à abdiquer de nouveau le pouvoir entre les mains du stathouder. De Witt s'efforça donc d'arriver à une transaction honorable. Comme tous les Hollandais, il jugeait que l'annexion immédiate des Pays-Bas par la France mettrait le territoire des Provinces-Unies dans un état d'insécurité intolérable. Il déclarait à d'Estrades, notre ambassadeur à La Haye : « Je sais bien que le plus grand malheur qui pourrait arriver aux États, ce serait de se brouiller avec la France ; mais ce malheur serait inévitable si le Roi voulait attaquer les Pays-Bas après que les États auraient forcé l'Espagne d'accepter les conditions auxquelles le Roi avait mis la paix ». Et d'Estrades écrivait : « Il n'y a rien que les députés des États n'entreprennent pour éviter que les Pays-Bas soient au Roi : car on ne peut leur ôter de l'esprit que si cela était, leur république serait perdue en deux ans. » Mais, pour régler cette question des Pays-Bas, de Witt était très favorable à la réalisation du projet de Richelieu de les constituer en une république indépendante. C'est ce qu'on appelait alors le « cantonnement » des Pays-Bas, c'est-à-dire leur association en « cantons ». Au début de 1670 il proposa à Louis XIV de lui donner Cambrai, Aire, et Saint-Omer, et de signer au nom des Provinces-Unies la renonciation à tout agrandissement du côté des Pays-Bas. Ceux-ci seraient ensuite constitués en une petite république placée sous la protection de la France et destinée à rester dans sa dépendance. Ainsi, la Belgique neutralisée aurait formé le « boulevard » que Mazarin réclamait pour la ville de Paris, et, en même

temps, cette « barrière » eût suffi pour rendre indissoluble l'alliance avec les États Généraux, qui était la politique traditionnelle de la France.

Toutes les raisons semblaient s'unir pour nous recommander une solution si conforme à nos intérêts. En effet, la volonté d'empêcher l'annexion des provinces belges à la France, qui commençait à se manifester chez la Hollande, guidait déjà depuis des siècles la politique continentale de l'Angleterre. Louis XIV s'aveuglait en comptant sur son alliance avec les Stuarts pour lui faire accepter ses projets de conquêtes. Aussi de Witt écrivait-il à ses agents : « Je ne peux croire que l'Angleterre voie tranquillement la France s'emparer des Pays-Bas, quand même le roi Charles II aurait fait cet engagement de la manière la plus solennelle, persuadé comme je suis que les plaintes générales de toute la nation anglaise le contraindraient à le violer. » Et il cherchait à convaincre Louis XIV de la nécessité de se contenter des garanties qu'il lui offrait aux Pays-Bas. Le roi, ayant ainsi couronné l'œuvre continentale de Richelieu, aurait pu entreprendre la tâche que le grand ministre indiquait à ses successeurs lorsqu'il disait : « La nature, par l'heureuse disposition de ses côtes, semble avoir voulu offrir à la France l'empire des mers. » L'heure était donc venue d'aider les Provinces-Unies à combattre les projets d'hégémonie maritime de l'Angleterre.

Celle-ci débutait en effet dans le grand rôle auquel elle se préparait depuis longtemps. Dès 1651, Cromwell, qui cherchait à la rendre maîtresse de l'Océan, avait entrepris de s'annexer de gré ou de force la puissance rivale de la Hollande. Il envoya donc à La Haye une ambassade chargée de proposer une confédération anglo-hollandaise avec un conseil commun siégeant à Londres. Cette confédération des deux jeunes Républiques de la mer du Nord eût con-

solidé la cause du protestantisme en Europe. Mais la Hollande, ayant pressenti une annexion déguisée, refusa de donner suite à ce projet, et aussitôt l'acte de navigation ferma les ports anglais à ses caboteurs. La guerre s'ensuivit et Cromwell n'accorda le traité de Westminster, en 1654, aux Provinces-Unies, qu'en échange de l'acte par lequel elles exclurent du pouvoir Guillaume d'Orange. Le Protecteur craignait en effet que celui-ci, petit-fils de Charles I^{er} par sa mère, ne s'appliquât à rétablir sa famille sur le trône d'Angleterre. Mais les Anglais reprochèrent à Cromwell de n'avoir pas profité de l'occasion pour détruire complètement la marine hollandaise. La restauration de Charles II ne changea pas ces dispositions. En 1661, Monk disait à l'ambassadeur hollandais : « Il faut, coûte que coûte, que la nation anglaise étende son commerce, ou la paix ne durera pas. » Et, en 1664, la Chambre des Communes présentait une adresse au roi, afin de lui faire valoir « la nécessité de protéger le commerce anglais contre la concurrence étrangère. » Déjà, pour donner satisfaction à la nation, Charles II avait envoyé ses vaisseaux piller les colonies hollandaises d'Amérique. La guerre recommença donc. Cette fois les escadres hollandaises remontèrent la Tamise jusqu'à douze lieues de Londres. Mais les belligérants se mirent d'accord pour signer la paix de Bréda en 1667 quand ils virent Louis XIV envahir les Pays-Bas, et, afin de défendre ceux-ci contre la domination française, ils conclurent l'alliance d'Aix-la-Chapelle. Ce n'était pourtant qu'une trêve. Au cours même des négociations du traité de Bréda, lord Hollis demandait à notre agent Gourville « quelles mesures il faudrait prendre pour perdre un ennemi aussi dangereux pour le roi d'Angleterre que l'était le Grand Pensionnaire de Hollande. » Et, le jour même où le parlement approuvait l'alliance d'Aix-la-Chapelle, un des

ministres anglais, Clifford, déclarait en sortant de la séance « qu'il ne se passerait pas longtemps sans qu'il y eût une nouvelle guerre contre la République », car l'Angleterre ne s'était rapprochée d'elle que pour empêcher la France d'acquérir les Pays-Bas. De Witt voulait donc montrer à la France que sa véritable ennemie était l'Angleterre. Dès 1666, il faisait répéter par l'ambassadeur de Hollande à Paris ce que disait Downingh, l'ambassadeur d'Angleterre à La Haye; que « les maximes de l'Angleterre ne voulaient pas que la France se rende puissante sur mer. » Il ajoutait : « La sympathie de la nation anglaise et de la nation française n'est pas si grande, ni les desseins actuels du roi de France si agréables aux yeux des Anglais, que l'un des deux peuples puisse se promettre beaucoup de la continuation de l'amitié de l'autre. »

L'intérêt de la France lui conseillait de prendre parti pour la Hollande dans ce duel des deux grandes puissances maritimes. En effet, la Hollande, peu peuplée et sans défense du côté du continent, ne pouvait jamais nous devenir redoutable, tandis que l'Angleterre avait une population nombreuse et surtout, grâce à sa situation insulaire, devait toujours se trouver à l'abri de nos armes. Mais Louis XIV était décidé à détruire cette glorieuse petite république, qui donnait asile à tous les dissidents politiques et religieux, et dont les gazettes répandaient dans toute l'Europe leurs railleries sur les faiblesses du Grand Roi. Colbert, de son côté, reprochait aux Hollandais d'avoir, en représailles de nos tarifs protecteurs, élevé des droits d'entrée sur nos vins et nos eaux-de-vie. Et par-dessus tout, le roi ne pouvait leur pardonner de l'avoir empêché, par la triple alliance d'Aix-la-Chapelle, de conquérir les Pays-Bas. Il était encouragé dans ces vues par Louvois qui écrivait à Condé que « le véritable moyen de parvenir

à la conquête des Pays-Bas espagnols était d'abaisser les Hollandais, de les anéantir s'il était possible ». Louis XIV, écoutant à la fois ses ressentiments et ses principes, résolut donc de punir ce peuple de ses « fanfaronnades de pêcheurs » et de le mettre « hors d'état de s'opposer à ses desseins ».

Dès le mois d'avril 1670, il mandait auprès de lui Pomponne, qui avait remplacé d'Estrades à l'ambassade de La Haye, et le 1^{er} mai, il lui faisait part de ce projet dans les conditions les plus mystérieuses. « La veille de mon départ, écrit Pomponne ¹, à peine m'étais-je mis au lit que je fus réveillé par le marquis de Berny, fils de M. de Lionne, qui, en l'absence de son père, faisait sa charge auprès du Roi. Il me dit de me lever dans le moment, parce que Sa Majesté voulait me parler. Nous nous rendîmes seuls et sans flambeau jusqu'à la salle des gardes. J'y demurai dans un lieu obscur, jusqu'à ce que tous ceux qui ont droit de demeurer au petit coucher du Roi fussent sortis. Alors le marquis de Berny vint me prendre sans que personne me vît ; il me fit entrer dans la chambre de Sa Majesté. Je la trouvai seule dans sa robe de chambre et assise près de la table ; elle me fit alors l'honneur de me dire que l'importance des choses qu'elle voulait me découvrir me ferait assez connaître la confiance qu'elle prenait en moi, et combien la discrétion avec laquelle je les devais garder était nécessaire. Elle m'expliqua amplement ensuite toutes les mesures qu'elle avait prises et qui lui permettraient de commencer, l'année suivante, la guerre contre la république. Après m'avoir représenté qu'il n'y avait que trois de ses ministres, de Lionne, Letellier et Colbert, qui eussent la connaissance de cet impénétrable secret d'État, le Roi termina l'entretien en me déclarant qu'il avait cru

1. Pomponne, *Négociations manuscrites*, p. 100, cité par Lefèvre-Pontalis, *Jean de Witt*, t. II, p. 47.

important de m'entretenir du véritable état des choses, pour régler ma conduite en Hollande, pour éluder les propositions qui me seraient faites et pour tromper seulement par quelque apparence de les écouter, la pénétration du Grand Pensionnaire et la défiance des États. » Pomponne retourna donc à La Haye où peu après le roi lui ordonnait de « n'écouter aucun discours qui pourrait même tendre à ses avantages ». Louis XIV, ayant ensuite envahi le territoire de la République, répondit aux demandes de paix par des conditions aussi dures que celles qu'eût pu dicter Philippe II. C'est alors qu'éclata en Hollande le sentiment national exaspéré. On massacra le Grand Pensionnaire de Witt, et le règne de la bourgeoisie modérée, favorable à un accommodement avec la France, fut remplacé par celui du stathouder Guillaume III. Celui-ci se montra « un ennemi que la haine du nom français avait rendu capable d'imaginer de grandes choses et de les exécuter, un de ces génies qui semblent être nés pour mouvoir à leur gré les peuples et les souverains ¹ ». Il reprit le rôle que Richelieu avait tenu contre la Maison d'Autriche, et se posa en libérateur de l'Europe contre la France. Sa lutte contre Louis XIV symbolisa aux yeux des contemporains la lutte des principes de la liberté de conscience et de la souveraineté populaire contre les principes de l'intolérance et de l'absolutisme. La Hollande devint le centre de toutes les coalitions, et c'est chez elle que se négocièrent les traités de Nimègue, de Ryswick et d'Utrecht. Elle vit enfin s'humilier devant elle les envoyés du Grand Roi, après qu'en 1707, aux conférences d'Altranstadt, le roi de Suède lui-même eut jugé impossible de continuer son alliance avec le persécuteur de la cause protestante. Mais elle paya de sa liberté et de sa puissance

1. Massillon, Oraison funèbre du Grand Dauphin.

le plaisir de la vengeance. Car, pour obtenir le succès, elle dut s'inféoder de plus en plus à son stathouder, devenu roi d'Angleterre, et bientôt elle ne fut plus, suivant l'expression de Frédéric II, qu'une « chaloupe à la remorque des vaisseaux anglais ». Louis XIV, pressentant la sévérité de l'histoire à l'égard de son agression injustifiée contre notre ancienne alliée, devait écrire un jour ces lignes hautes : « La postérité ajoutera foi si elle veut aux raisons qui m'ont fait agir, et rejettera à sa fantaisie mon refus sur mon ambition et sur le désir de me venger des injures que j'avais reçues des Hollandais. Je ne me justifierai point auprès d'elle ¹. » Cette faute irréparable n'en assurait pas moins l'infériorité de la France dans l'Europe nouvelle, où, sur les ruines de la Hollande et de la Suède, allait s'élever la puissance redoutable de l'Angleterre et de la Prusse.

Les erreurs désastreuses du règne suivant font donc mieux admirer la politique à la fois prudente et féconde qu'avait inaugurée le Cardinal de Richelieu. Mais une grande part du succès de cette politique doit être reportée à son meilleur interprète, à Charnacé, qui, en donnant à la France les alliances de la Suède et de la Hollande, lui permit d'obtenir les glorieuses conditions des Traités de Westphalie.

1. Mém. de Louis XIV sur la campagne de 1672, cité par Rousset. *Hist. de Louvois*, t. I, p. 380.

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES MANUSCRITES

Paris. Archives du Ministère des affaires étrangères : Journal et dépêches de Charnacé (correspondance de Hollande, vol. 13, 14, 15 et 16), Histoire... des Pays-Bas, d'Aitzema (Mémoires et documents de Hollande, t. 95 à 114).

Londres. British Museum, Egerton Collection, n° 1688 : Lettres de Charnacé à Brézé.

Stockholm. Riksarkivet, collections « Gallica » et « Forhandlingar mellan Sverige och Frankrike ». Lettres privées adressées à Charnacé.

II. SOURCES IMPRIMÉES

1° Recueils de documents :

Avenel : Papiers inédits de Richelieu.

Groen van Prinsterer : Archives... de la Maison d'Orange-Nassau, 2^e série, t. III.

Siri : Mémoire recondite.

2° Ouvrages de seconde main :

Basnage de Beauval : Description historique du gouvernement des Provinces-Unies (La Haye, 1719).

De Boer : Friedensunterhandlungen zwischen Spanien und den Niederlanden in den Jahren 1632 und 1633 (1898).

Fagniez : Le Père Joseph et Richelieu.

Lonchay : La rivalité de la France et de l'Espagne aux Pays-Bas.

Van Hasselt : Histoire de Hollande, 1844 (en français).

Waddington : La République des Provinces-Unies : France et Pays-Bas espagnols (1630-1650), 1895.

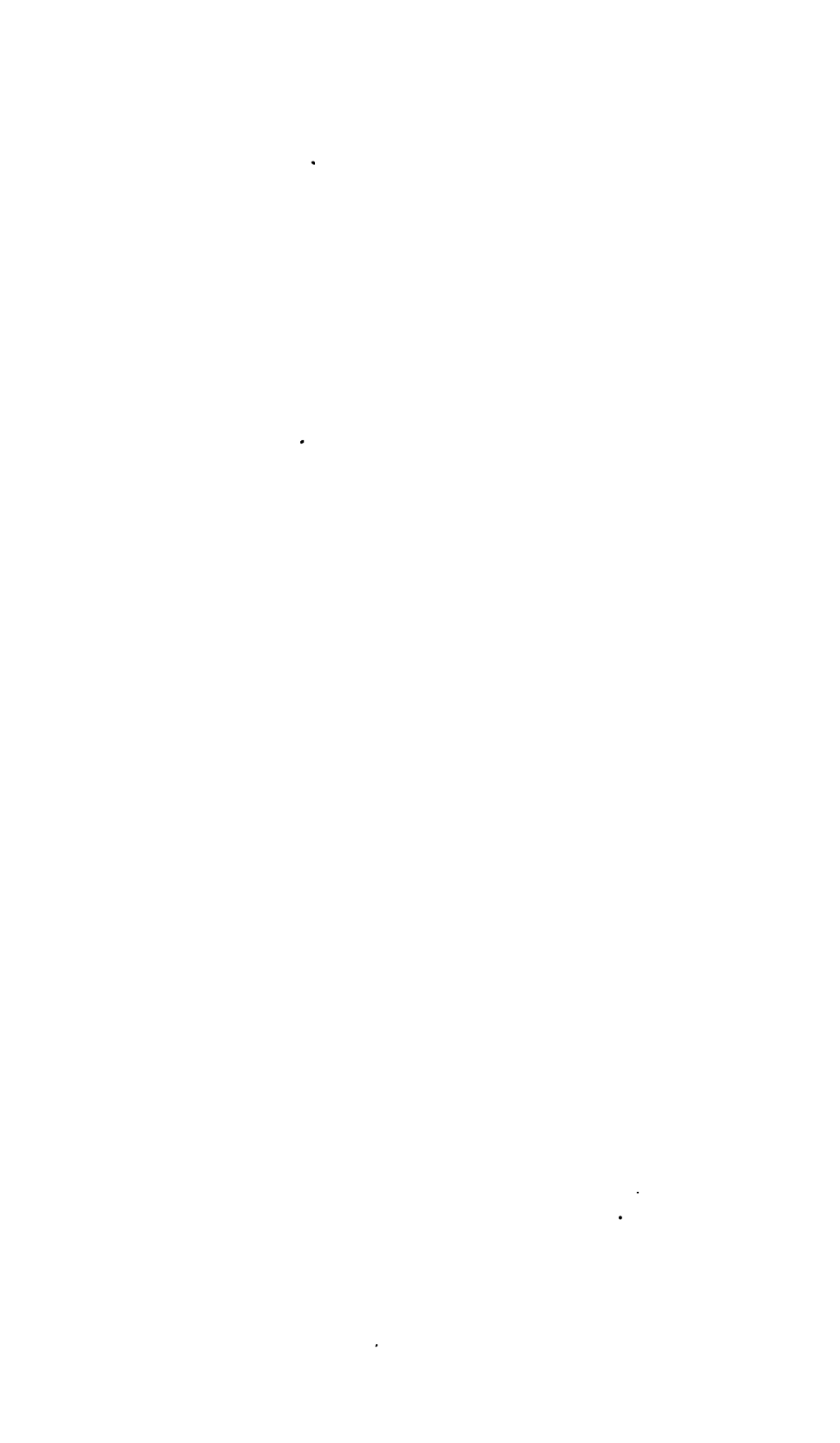


TABLE DES MATIÈRES

CHARNACÉ ET L'ALLIANCE FRANCO-HOLLANDAISE

PRÉFACE

LE BARON DE CHARNACÉ.

Le château de Charnacé. — Ses environs. — Hercules de Charnacé. — Sa famille. — Son mariage. — Ses voyages. — Il va trouver Richelieu au siège de La Rochelle..... V

INTRODUCTION

Charnacé cherche dans les puissances protestantes du Nord le point d'appui de la politique française. — L'alliance franco-suédoise (1629-1633).

Importance stratégique du Milanais pour maintenir l'hégémonie de l'Espagne en Europe. — Politique italienne et bavaroise que Richelieu et le Père Joseph poursuivent de 1624 à 1628. — Charnacé décide le cardinal à rechercher l'alliance des puissances protestantes du Nord. — Sa mission auprès du roi de Danemark, puis auprès du roi de Pologne et du roi de Suède qu'il amène à signer la trêve d'Altmark (26 sept. 1629). — Son séjour en Suède. — Le 23 janvier 1631, à Bärwald, il signe le traité de l'alliance franco-suédoise. — Ses efforts en 1632 pour obtenir la neutralité de la Ligue catholique vis-à-vis de Gustave-Adolphe. — Il chasse les Espagnols de Coblentz. — Il dirige l'arrestation de Des Hayes Cormenin. — Il rentre en France et rejoint le cardinal le 27 décembre..... 1

PREMIÈRE PARTIE

CAUSES DE L'ALLIANCE FRANCO-HOLLANDAISE

PREMIER CHAPITRE

La politique française dans les Pays-Bas.

Nécessité de l'intervention de la France. — État des Pays-Bas : prospérité économique et prépondérance de la bourgeoisie. — Les rois de France essaient de les disputer à l'Angleterre, puis à l'Espagne. — Le gouvernement de la Régence espagnole : les archiducs ; les ministres espagnols et belges ; les trois Conseils. — Guerre désastreuse contre les Provinces-Unies. — Complot des nobles belges. — Réunion des États-Généraux des Pays-Bas qui réclament la conclusion d'une trêve avec les Provinces-Unies. — Premières négociations. — Richelieu décide de les arrêter..... 41

DEUXIÈME CHAPITRE

État des Provinces-Unies.

L'empire de la mer. — Les deux compagnies des Indes. — Les Régents. — Les États provinciaux. — Richesse de la Hollande. — Son grand Pensionnaire Adrian Pauw est le chef d'un parti favorable à la conclusion d'une trêve avec l'Espagne. — Les États-Généraux. — Ils discutent les intérêts de la fédération et dirigent les affaires étrangères. — Le prince d'Orange, stathouder et généralissime des troupes, est favorable à la continuation de la guerre qui consolide son pouvoir..... 23

DEUXIÈME PARTIE

NÉGOCIATIONS ENTRE LES BELGES ET LES HOLLANDAIS

Charnacé est envoyé à La Haye sans pouvoirs officiels. — Ses instructions lui commandent de décider les États à continuer la guerre moyennant un subside de 1.500.000 livres et le secours de quelques troupes françaises.

PREMIER CHAPITRE

Prépondérance de l'influence du Grand Pensionnaire de Hollande.

Difficultés entre les commissaires belges et hollandais au sujet des péages de l'Escaut et de la cession de Pernambouco. — Premières conférences de Charnacé avec Pauw et Knuyt.

La Zélande, la Frise et Groningue refusent de renoncer en faveur des Belges à l'établissement de péages sur l'Escaut. — D'Hauterive révèle aux Hollandais le manque de pouvoirs de Charnacé et l'étendue des concessions qu'il est autorisé à faire.

Le 1^{er} avril, les Hollandais remettent aux commissaires belges un ultimatum stipulant l'établissement de péages sur l'Escaut et la continuation de la guerre aux colonies. Charnacé offre aux États un subside de deux millions ou le secours de troupes françaises, mais les Hollandais espèrent encore obtenir la trêve.....

DEUXIÈME CHAPITRE

Lutte d'influence entre la province de Hollande favorable à la trêve et la Compagnie des Indes Occidentales favorable à la guerre.

Le prince d'Orange assiège Rheinberg. — Les commissaires belges accordent l'établissement de péages sur l'Escaut, mais refusent de céder Pernambouco et de laisser continuer les hostilités aux colonies. — Referendum des États généraux aux États provinciaux pour décider la paix ou la guerre. — Prise de Rheinberg.

L'infante Isabelle écrit au roi d'Espagne pour le prier de conclure la paix. — Le directeur de la Compagnie des Indes-Occidentales, encouragé par Charnacé, expose aux États provinciaux de Hollande que la continuation de la guerre lui est nécessaire, et qu'il demandera le secours de la France. On maintient, dans un nouvel ultimatum aux Belges, cette condition que la trêve ne s'étendra pas aux colonies.

Charnacé va s'entretenir à Arnheim avec le prince d'Orange qui est partisan de l'alliance française. Puis, à La Haye, il entre en conférences avec une commission des États généraux. — Il reçoit du roi le pouvoir officiel de conclure un traité.....

TROISIÈME CHAPITRE

L'influence du Stathouder décide la rupture des négociations de la trêve.

Le roi d'Espagne refuse d'accepter les conditions de paix dictées par les Hollandais. — Pamphlets publiés dans les provinces belges. — Le prince d'Orange, renforcé de troupes suédoises, se dispose à attaquer l'armée espagnole, mais est arrêté par les commissaires de la province de Hollande. — Il rentre à La Haye.

Le duc de Feria, gouverneur du Milanais, essaie d'amener une

armée espagnole dans les Pay-Bas. — Le 18 novembre, Charnacé est reçu en audience solennelle par les États Généraux. — Il gagne des partisans à l'alliance française. — Le statthouder est résolu à faire rompre les négociations de la trêve.

Le duc d'Aerschot est envoyé par les États belges auprès du roi d'Espagne pour plaider la cause de la paix. Mais Gerbier livre à la Régence de Bruxelles les détails du complot des nobles belges. — La mort de l'infante, le 1^{er} décembre, décide la rupture des négociations de la trêve. — Les commissaires belges quittent La Haye le 27 décembre. — Dissolution des États Généraux des provinces belges..... 71

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION DE L'ALLIANCE FRANCO-HOLLANDAISE

PREMIER CHAPITRE

Accession de la province de Hollande au projet d'un traité de subsides.

La Hollande réclame le licenciement d'une partie des troupes.

La moitié de ses députés y renonce le 19 janvier à la suite d'une conférence avec Charnacé. — Mais ils refusent de s'engager, par un traité, à poursuivre la guerre plus de six mois et à défendre contre l'Espagne tous les intérêts de la France. — Ils cèdent enfin le 12 mars..... 87

DEUXIÈME CHAPITRE

Le traité de subsides du 15 avril 1634.

La France donne un subside annuel de 2.300.000 livres. — Les Provinces-Unies s'engagent à continuer la guerre et à défendre

contre l'Espagne les intérêts français. — Charnacé quitte La Haye le 7 mai et revient à Paris pour rendre compte de sa mission à Richelieu. — Le cardinal, dans son « Avis au Roi », décide de refuser aux Provinces-Unies le partage des Pays-Bas, et de constituer ceux-ci en une république indépendante. — Le 30 mai, Pauw et Knuyt sont délégués par les États Généraux pour porter au roi de France la ratification du traité du 15 avril et pour le décider à déclarer la guerre à l'Espagne..... 100

TROISIÈME CHAPITRE

Le traité d'alliance du 8 février 1635.

Charnacé, Bullion et Claude Bouthillier sont désignés pour conférer avec Pauw et Knuyt. — Charnacé fixe les avantages que la France doit obtenir par la guerre : l'indépendance des Pays-Bas, l'acquisition du Cambrésis, de l'Alsace, de la Franche-Comté et du Roussillon. — Au milieu d'août, puis à la fin d'octobre, Knuyt retourne chercher de nouvelles instructions des États Généraux. — Enfin, les deux puissances alliées s'engagent à envoyer chacune une armée de 25.000 fantassins et 5.000 chevaux dans les Pays-Bas. — Ceux-ci, s'ils se soulèvent contre l'Espagne, conserveront leur indépendance ; sinon, ils seront partagés. — Charnacé va avec Knuyt porter ce traité à La Haye et en rapporte la ratification. — Puis il rejoint à Mézières l'armée de Brézé, et, le 20 mai, se distingue à la bataille d'Avein..... 114

QUATRIÈME PARTIE

CONSÉQUENCES DE L'ALLIANCE FRANCO-HOLLANDAISE

PREMIER CHAPITRE

L'invasion des Pays-Bas.

Charnacé est nommé maréchal de camp, mais la disette et la maladie épuisent l'armée française. — Brézé se plaint de ne

